

PARC-EXTENSION : 100 ANS D'HISTOIRE

Bilan et chronologie historique



Eveline Favretti

Avec la collaboration de Jean-François Leclerc

Centre d'histoire de Montréal

Février 2011

Équipe de projet

Supervision : Jean-François Leclerc

Recherche en archives et recherche documentaire : Eveline Favretti

Consultation des témoignages : Jean-François Leclerc

Rédaction : Eveline Favretti

Avec la collaboration de Jean-François Leclerc

Ce projet a été réalisé grâce à l'appui financier de la Ville de Montréal par son soutien aux activités du Centre d'histoire de Montréal et de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION.....	10
2	LA RECHERCHE	12
2.1	Sources et méthodologie de recherche.....	12
2.2	Difficultés de la recherche	16
2.3	Description des dossiers documentaires	17
3	LE QUARTIER AUJOURD’HUI	18
4	UN TERRITOIRE AUX ORIGINES RURALES	25
4.1	17 ^e siècle : Un territoire inhabité	25
4.2	18 ^e et 19 ^e siècles : Un secteur agricole au sein d’une vaste paroisse rurale.	28
5	AU TOURNANT DU 20 ^E SIÈCLE : LA VILLE S’ÉTEND	33
6	NAISSANCE DE PARC-EXTENSION : UN PROJET SPÉCULATIF (1907-1910)	37
7	UNE BANLIEUE EN FORMATION : DES DÉBUTS DIFFICILES (1910-1919)	47
8	DE BANLIEUE EN FORMATION À QUARTIER MONTRÉALAIS (1920-1945).....	56
9	LA RÉCESSION ET LA SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE (1980-2000)	72
10	LES ANNÉES 2000 : LE RATTRAPAGE.....	77
11	CONCLUSION	79

FIGURES

Figure 1 : Le quartier Parc-Extension en 2003	20
Figure 2 : Plan terrier des Sulpiciens de 1702 montrant les premières côtes intérieures de l’île de Montréal.....	27
Figure 3 : Système des côtes et réseau des chemins et des montées sur l’île de Montréal au 18 ^e siècle.....	28
Figure 4 : Emplacement des lots 636, 637 et 638, achetés en 1907 et 1908 par la Park Realty ltd dans le prolongement de l’avenue du Parc.....	38
Figure 5 : Territoires annexés par la Cité de Montréal entre 1874 et 1918.....	42
Figure 6 : Étendue du nouveau quartier Bordeaux formé lors des annexions de 1910	45
Figure 7 : Les deux axes de développement urbains en direction du haut de l’île de Montréal induits par le développement du réseau de tramways en 1909.....	51

APPENDICES

APPENDICE 1 : Cartes et plans82

APPENDICE 2 : Toponymie historique des rues et des parcs du quartier Parc-Extension90

APPENDICE 3 : Index des cartables documentaires106

BIBLIOGRAPHIE138

REMERCIEMENTS

Cette chronologie historique du quartier Parc-Extension n'aurait pu être réalisée sans l'aide précieuse des archivistes et responsables des centres de documentations qui m'ont ouvert leurs portes et accordé leur temps pour répondre à mes nombreuses questions. Je tiens à remercier tout particulièrement les Archives de Montréal et Mme Mary McCutcheon de la Société d'histoire de Parc-Extension pour leur soutien. La majorité des documents d'archives présentés dans ce rapport proviennent des Archives de Montréal (dossiers de rues et archives municipales) et des archives personnelles de Mme McCutcheon produites lors de son exposition *Park Extension's Past – Le passé de Parc-Extension* en 1976 (cartes, coupures de journaux, actes de vente, programmes commémoratifs, articles, etc.). Grâce à son travail, elle lègue à la population de Parc-Extension, mais aussi aux Montréalais, la plus importante collection photographique rassemblée à ce jour sur le quartier, de ses débuts à 1976, ainsi que plusieurs entrevues réalisées majoritairement dans les années 1970 dans lesquelles les résidents parlent de leur vie à Parc-Extension.

Je remercie aussi les archives de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), les archives de Montréal, les archives du Canadien Pacifique, les Archives nationales du Québec (BAnQ), les archives de la Société transport de Montréal (STM) le Centre de documentation Marie-Morin du bureau de la toponymie, ainsi que les organismes L'Autre Montréal et le RAMPE pour les nombreux rapports et études qu'ils m'ont fournis.

Finalement, je tiens à remercier l'équipe du Centre d'histoire de Montréal et Jean-François Leclerc, directeur et historien de formation, d'avoir accompagné ma recherche. Je salue par ailleurs l'initiative du Centre d'histoire de Montréal pour sa participation aux célébrations du 100^e anniversaire de Parc-Extension en offrant aux résidents de l'arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, mais aussi à tous les Montréalais, cette chronologie historique d'un quartier encore aujourd'hui trop peu connu.

MOT DU CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Depuis plusieurs années, le Centre d'histoire de Montréal, musée et centre d'interprétation de la Ville de Montréal met en valeur le patrimoine des Montréalais, notamment celui de leur mémoire. Il a ainsi développé une expertise et des outils qu'il a commencé à offrir à des organismes et à des arrondissements. Notre mission nous incitait en effet à stimuler par nos actions, la connaissance et la mise en valeur de l'histoire locale des quartiers et des Montréalais non seulement dans notre musée, mais aussi sur le territoire.

L'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension nous a donc demandé au début de 2010 de collaborer à la célébration du 100^e du quartier de Parc-Extension. Notre proposition de réaliser un bilan des connaissances sur l'histoire du quartier, de créer des outils documentaires au profit des chercheurs et des citoyens pour faciliter leurs recherches, et de créer une opération de collecte de témoignages qui se traduirait par une exposition fut acceptée.

Le travail de recherche réalisé par Eveline Favretti confirme la pertinence de ce projet. Cette recherche reprend et confirme évidemment les grandes lignes de l'histoire évoquées dans les rares documents synthèses le plus souvent cités, comme les articles du journal Le Monde. Cependant, elle nous a permis de répertorier les sources pouvant servir aux futures recherches historiques sur le quartier et de revisiter les interprétations les plus courantes sur son évolution, de les enrichir et, nous l'espérons, d'ouvrir de nouvelles pistes de recherche.

Si Parc-Extension fut et est encore un quartier enclavé, son développement fut paradoxalement très lié, peut-être trop, au développement des quartiers environnants. Trop proche, trop loin, le quartier a un peu souffert à certaines époques de cette proximité. Les grandes infrastructures ferroviaires, routières, les grands parcs et certains services publics sur son territoire ou en périphérie ont en effet été conçus pour desservir l'ensemble de la ville. S'il en a profité, ce fut donc souvent par défaut, par accident ou longtemps après leur installation. Son lent développement des débuts en témoigne, de même que la fermeture de pendant de longues années de sa caserne de pompier et de son poste de police, ainsi que l'absence pendant très longtemps d'infrastructures publiques de loisir et de culture dans le quartier. L'exemple le plus évident est le choix du quartier pour construire la gare Park Avenue (Jean-Talon), qui répondait d'abord aux besoins d'Outremont et de Montréal, car, selon les témoignages recueillis par la Société historique, la population locale semble avoir très peu utilisé ses services.

Depuis le début, cet isolement a cependant stimulé une prise en charge locale misant sur la solidarité religieuse et ethnocommunautaire. La présence de nombreuses églises, d'associations et l'engagement de plusieurs de ses résidents et organismes dans l'organisation des sports et des loisirs en témoignent. Une exploration plus attentive de l'histoire communautaire, démontrerait peut-être que les organismes communautaires des années 1960 à 1980, plus sécularisés, ont profité de ce passé d'engagement local dont ils furent, directement ou indirectement, les héritiers, au moment où le quartier entrait dans une période d'importants changements démographiques et économiques.

Au début de son deuxième centenaire, Parc-Extension fait face à des défis de commémoration et de mémoire qui sont probablement typiques de quartiers multiethniques. En effet, depuis les années 1940, il a accueilli plusieurs vagues de résidents issus de l'immigration qui, à chaque dix ou vingt ans, transformaient le visage commercial, humain et communautaire du quartier. Chaque communauté a voulu faire du quartier un territoire d'implantation et de référence en y aménageant ses lieux de

culte, en ouvrant des commerces et des restaurants, et en y créant ses associations. L'attrait de quartiers plus aisés et des banlieues a plutôt favorisé un remplacement périodique des populations. Nouveaux résidents, nouveaux commerces, nouvelles églises et nouveaux temples ont à leur tour transformé le paysage humain et commercial du quartier, effaçant graduellement les signes visibles de la présence des communautés plus anciennes.

Riche en histoire, riche en expériences et en lieux de mémoire, le quartier redevient donc à chaque génération d'immigrant un espace sans histoire et sans mémoire. Ce phénomène, commun à bien des quartiers d'accueil, rend plus complexe la tâche de reconstituer le fil de l'histoire locale, mais aussi de la commémorer. Étant donné l'importance de ce quartier d'accueil dans l'intégration des nouveaux arrivants, on doit souhaiter que la Ville, les arrondissements et les associations communautaires se soucient d'inscrire dans l'espace public la mémoire du quartier, par des actions de valorisation du patrimoine, d'éducation, de signalisation historique et de commémoration. Une manière de rendre hommage à ceux qui y ont vécu, mais également, de créer des points de repère permanents et communs.

Je vous invite donc à découvrir ou redécouvrir les principaux jalons de l'évolution du quartier grâce au travail patient et efficace de Eveline Favretti et de ceux qui avant nous se sont penchés sur son histoire comme la Société d'histoire de Parc-Extension, le RAMPE, le journal Le Monde et plusieurs autres. Espérons que nos lecteurs pourront comme nous, réaliser que le quartier porte encore aujourd'hui les mêmes problèmes et les mêmes rêves inscrits dans son identité et sa géographie depuis son origine et dont certains attendent encore leurs solutions.

Jean-François Leclerc, historien et muséologue
Responsable du Centre d'histoire de Montréal

1 INTRODUCTION

Le quartier Parc-Extension est aujourd'hui reconnu pour sa diversité culturelle et ethnique dont témoignent les nombreux restaurants, lieux de cultes et autres commerces propres à chaque communauté ethnique. Lieu d'accueil depuis ses débuts pour des milliers d'immigrants et de migrants, Parc-Extension porte en lui les traces de ces cultures qui l'ont choisi comme terre d'accueil. Originellement habité par des agriculteurs canadiens-français et canadiens-anglais, le quartier voit par la suite l'arrivée d'Européens nouvellement débarqués (Juifs, Ukrainiens, Polonais, Italiens, Grecs) et de Montréalais quittant les conditions de vie difficiles des quartiers ouvriers. Peu développé jusqu'alors, Parc-Extension va connaître un boom immobilier avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'arrivée massive d'immigrants. Ce quartier de Montréal, entouré de grands axes ferroviaires et routiers, semble depuis le début isolé des trépidations de la ville, même si aujourd'hui plusieurs milliers de voitures y transitent quotidiennement en empruntant la rue Jarry et le boulevard de l'Acadie. En effet, peu s'y arrêtent pour apprécier cette vie riche en expériences culturelles si particulières à Parc-Extension.

Alors que la forte densité de population immigrante et la situation socio-économique de ce quartier ont fait l'objet de plusieurs publications, son histoire n'est que rarement évoquée. Seuls quelques travaux de recherche, certains articles publiés dans les journaux locaux ainsi que des expositions organisées à l'occasion d'événements commémoratifs par l'arrondissement et les communautés nous en dressent un portrait sommaire. Cette situation peut donner l'impression que le quartier Parc-Extension ne possède pas d'histoire qui lui soit propre, contrairement aux autres quartiers de Montréal dont l'historique a déjà été réalisé. Le but de ce rapport n'est donc pas de présenter une autre étude socio-économique du quartier, mais bien de tenter de combler cette lacune en faisant le point sur les connaissances cumulées au cours des années sur l'histoire des gens – promoteurs, politiciens, résidents, immigrants, hommes d'Église, ouvriers et autres – qui ont contribué au développement de Parc-Extension au cours des cent dernières années. Le passé de « Parc-Ex », comme on l'appelle familièrement, se cache encore dans les archives municipales, paroissiales, associatives et commerciales, dans les coffres des familles et dans la mémoire des gens du quartier et, pour l'essentiel, son histoire reste encore à écrire.

Le présent rapport doit donc être vu comme la première phase du projet de recherche sur l'histoire de Parc-Extension. Il propose un bilan et chronologie historiques de la vie du quartier au cours des cent dernières années accompagnés de dossiers documentaires regroupant les documents témoins de cette histoire que nous avons voulu retracer. Chaque période est introduite par une synthèse de l'évolution de la période, à laquelle se rattache une chronologie regroupant des événements significatifs. La période de 1900 à 1945, couvrant les débuts du quartier, a été abordée avec beaucoup plus de détails que la suivante, en raison de la plus grande accessibilité des sources relatives à cette période.

Il n'était pas possible de le faire de manière aussi élaborée pour la seconde moitié du 20^e siècle. Les données historiques sur cette époque ont surtout été recueillies, d'une manière généralement sommaire, à même les recherches à portée sociale. De plus, avec l'arrivée de populations de plus en plus diversifiées et l'accroissement du nombre d'actions communautaires et d'interventions municipales et publiques, le travail de collecte de documents d'archives dispersées et de médias écrits et audiovisuels aurait été gigantesque. On ne s'étonnera donc pas de trouver peu d'informations sur la vie

politique, sur les actions municipales touchant l'aménagement du quartier et sur tous les débats que ces sujets ont pu susciter depuis les années 1940.

Nous sommes toutefois convaincus que ce rapport et ses outils documentaires, basés en partie sur de nouvelles sources d'archives, pourront être un précieux outil pour guider les chercheurs vers des thèmes, des acteurs locaux ou des périodes et des sources qui ont été, à ce jour, peu ou pas explorés. Nous souhaitons aussi qu'en retrouvant en un seul document un bilan historique, une chronologie et de la documentation de référence, les citoyens aient le goût de connaître leur quartier et de le faire connaître à leurs voisins et à tous les Montréalais.

2 LA RECHERCHE

2.1 SOURCES ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Lors de nos recherches, une réalité s'imposa rapidement : il y a très peu d'études abordant l'histoire du quartier Parc-Extension. Partant de ce constat, la recherche s'avéra plus longue et plus ardue que prévu à cause de la difficulté à retracer les sources primaires et secondaires. Les documents présentés dans ce rapport (documents consultables dans les dossiers documentaires) proviennent en effet de plusieurs fonds d'archives et de centres de documentation dont très peu avaient des dossiers portant spécifiquement sur le quartier Parc-Extension. La recherche des sources se fit donc à la pièce, par thèmes, afin de reconstituer l'histoire de ce quartier sur les plans politiques, économiques, sociaux et urbains. La méthodologie employée consista dans un premier temps à relever les thèmes importants de l'histoire de Parc-Extension et les mots clés s'y rattachant. Ainsi, il fut plus facile d'effectuer la recherche et d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution du quartier pour la période s'étendant de 1910 à 2010.

Sources

Les sources primaires consultées regroupent : des articles de journaux; des documents administratifs de la Ville de Montréal, de la paroisse Saint-Laurent et de l'ancien quartier Bordeaux; des dossiers de rues appartenant aux Archives de Montréal; des chaînes de titres et actes de ventes de certains terrains; des cartes et plans montrant l'évolution du territoire; des lignes de tramway et d'autobus desservant le territoire; des dépliants d'organismes et d'établissements; des témoignages ainsi que des photographies provenant de plusieurs centres d'archives. Certaines sources n'ont malheureusement pu être utilisées, ou étudiées en profondeur, en raison du manque de temps, comme les articles de journaux, les chaînes de titre, les annuaires Lovell, les registres fonciers et registre des valeurs locatives, les listes électorales ainsi que les plans d'assurance incendie. (Voir la section « Difficultés » plus bas).

Témoignages

La Société d'histoire de Parc-Extension (SHPE) possède une cinquantaine de transcriptions d'entrevues réalisées entre les années 1972 et 1976 par Mme Mary McCutcheon pour l'exposition « *Parc Extension Past — Le passé de Parc-Extension* » présentée au mois d'avril 1977. Les résidants interviewés y racontent leur vie dans le quartier ainsi que la vie sociale, économique et culturelle de Parc-Extension. Fait à noter, la majorité des photographies de la SHPE proviennent des archives privées des personnes interrogées par Mme McCutcheon. Si l'on veut utiliser les photographies pour illustrer un témoignage, il est primordial de respecter l'entente de confidentialité passée entre Mme McCutcheon et les participants. Seule Mme McCutcheon, que l'on peut rejoindre à la Société d'histoire de Parc-Extension, et le Centre d'histoire de Montréal possèdent la liste des renseignements personnels permettant de faire le lien entre les entrevues et les photographies ainsi qu'une copie des transcriptions d'entrevues et des photographies.

Iconographie

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la SHPE possède une importante collection de photographies dont la grande majorité présente la vie du quartier entre 1900 et 1975. On y retrouve des clichés du tissu urbain, des cérémonies religieuses et autres célébrations populaires et des scènes de la vie populaire. Ces documents se retrouvent sous la forme d'originaux, de copies et de négatifs. Ces photographies, même si elles appartiennent à la SHPE, ne peuvent pas être utilisées sans le consentement de Mme Mary McCutcheon.

En plus des photographies de la SHPE, la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) possède quelques négatifs montrant le roi George VI et la Reine à la gare Jean-Talon (alors Park Avenue Station) lors de leur visite à Montréal en 1939. Les autres photographies retrouvées dans les centres d'archives concernent presque uniquement la gare Jean-Talon, pendant sa construction (photographies du musée McCord) ou après sa mise en service (photographies du Canadien Pacifique et de la Société de Transport de Montréal). Des recherches par mots-clés sur l'Internet pourraient aussi nous révéler des fonds photographiques privés mis en ligne sur des sites comme Flickr et autres dépôts photographiques.¹

Cartes et plans

Les archives des Sulpiciens contiennent les plans terriens ainsi que les aveux et dénombremments² permettant de suivre le lotissement et l'occupation du territoire du secteur de Parc-Extension depuis les premiers lotissements (terrier de 1702)³ jusqu'à la fin du régime seigneurial, en 1854. La carte cadastrale de la paroisse Saint-Laurent établie par Hopskins en 1879 (voir appendice 1) nous renseigne sur l'identité à cette époque des propriétaires des lots acquis par la *Park Realty Company* en 1907 et 1908 en vue d'y développer les lotissements qui formeront le territoire de Parc-Extension. Toutefois, l'étude détaillée des chaînes de titres (actes notariés de vente et d'achat des terrains) révélant l'occupation du sol dans le secteur de Parc-Extension, depuis la colonisation du secteur par les Européens, reste à faire.

À cause du peu de cartes retracées dans le cadre de ce projet montrant le quartier dans son ensemble, nous ne sommes malheureusement pas en mesure de présenter d'une manière complète la progression de l'urbanisation du quartier à partir du début du 20^e siècle. Plusieurs plans révélant l'occupation des sols dans le quartier Parc-Extension proviennent des plans d'assurance incendie de la ville de Montréal et des plans GOAD, accessibles sur le site Internet de la BAnQ. Toutefois, le volume 10 contenant l'ensemble des plans du secteur situé au nord de la rue Jean-Talon est demeuré introuvable. Nous avons pu seulement retrouver les plans de 1914 pour l'ensemble du quartier à ses débuts. Un plan de 1911 nous en montre uniquement la partie sud. De plus, les différentes cartothèques de Montréal, dont celles de la BAnQ et des universités, ne

¹Voir, par exemple, Hector Stanley's Album sur Flickr. Le fonds familial de cet employé du Canadien National, basé aux ateliers d'Outremont, contient plusieurs photos du secteur en plus de magnifiques clichés du travail dans ces ateliers et leurs artisans. (<http://www.flickr.com/photos/striderv/2280994770/in/photostream/>)

² L'aveu et dénombrement de l'île de Montréal de 1731 permet de retracer les habitants de Montréal et l'endroit de leurs concessions. Il a été publié en 1943 par Antoine Roy et comprend un index.

³ Intitulé : « Description générale de l'Île de Montréal divisée par costes... ». Reproduite dans : Raymonde L'Italien, Jean-François Palomino et Denis Vaugeois, *La mesure d'un continent : atlas historique de l'Amérique du Nord, 1492-1814*, Québec, Éditions du Septentrion, 2007, p. 130-131. L'original, portant en marge les noms des premiers censitaires, est conservé au séminaire des Sulpiciens à Paris. La localisation des côtes a été transposée sur carte moderne par Ludger Beauregard, 1984, p. 53.

semblent pas posséder de cartes du quartier pour les années 1940-1970. En raison des contraintes de temps, nous n'avons pas pu visiter tous les centres et vérifier l'ensemble des fonds d'archives susceptibles de nous fournir des informations sur le développement urbain du quartier. Le temps ne nous permettait pas non de consulter les collections disponibles de photos aériennes. Une recherche plus exhaustive permettrait sans doute de compléter et d'enrichir les informations réunies dans le cadre de cette recherche.

Pour leur part, les archives de la Société des transports de Montréal (STM) contiennent les plans des différents trajets de tramways et d'autobus ayant desservi le quartier et ses environs depuis le début de la mise en service des tramways à Montréal.

L'ensemble des plans et cartes consultés est regroupé dans le cartable 5, sous l'onglet 1. Les cartes et plans nécessaires à la bonne compréhension de ce rapport sont rassemblés à l'appendice 1.

Études

Il est important de mentionner le grand nombre d'études socioculturelles, sociodémographiques et socioéconomiques réalisées par les groupes communautaires, le CLSC la Montagne (Parc-Extension Quartier en santé), le Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE) et le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) depuis les années 1990. Il existe aussi divers rapports d'études traitant surtout d'urbanisme et de sociologie tel l'article de Cécile Poirier intitulé *Parc-Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal* (2006) et l'ouvrage d'Annick Germain intitulé *Cohabitation interethnique et vie de quartier* (1995). Toutefois, ces études nous renseignent peu sur l'histoire du développement du quartier avant 1960.

Les seules informations de nature historique concernant le territoire de Parc-Extension avant son annexion à la ville de Montréal en 1910 se retrouvent sur le site Internet de l'arrondissement de Saint-Laurent ou sous la forme d'articles, dont celui de Charles Robitaille *Ville de Saint-Laurent, son expansion* (Société d'histoire de Ville Saint-Laurent, 2 mars 1983). Cependant, il nous est apparu que les informations contenues dans ces publications relatives au début de la colonisation étaient insuffisamment documentées pour pouvoir être citées en toute confiance. Des vérifications dans les sources primaires ont donc été effectuées, en nombre insuffisant cependant pour nous permettre d'épuiser toutes les questions de recherche⁴. En ce qui concerne les autres publications traitant de l'histoire du quartier, nous avons trouvé trois ouvrages dignes d'intérêts, ce qui est très peu. De plus, une seule de ces études, le mémoire de maîtrise de Robert Loranger *Parc-Extension, le quartier oublié* publié en 1995, peut être considérée comme une étude suffisamment documentée pour pouvoir être utilisée sans réserve. Quant aux deux autres ouvrages de référence, *Les débuts de Parc-Extension 1907-1914* (Julie Giguère, 2003) produit par le RAMPE et l'article de Pierre Brassard *Les origines de Parc-Extension*, publié dans le mensuel communautaire *Le Monde* de novembre 2003, elles sont les seules à aborder directement l'histoire des origines du quartier Parc-Extension. Nous avons utilisé les repères chronologiques et les sources citées dans ces ouvrages pour orienter notre recherche.

⁴ Ce sont en particulier des inconsistances dans les noms des lieux mentionnés (Côte Saint-Michel ou Côte Saint-Laurent) ainsi que la présence rapportée des Décarie (Jean et trois de ses fils) dans ces secteurs. Ces derniers sont absents de la côte Saint-Laurent selon L'aveu et dénombrement de 1731 (annexe X), mais leur présence est cependant avérée au cours de la même période, fin 17^e, dans le secteur de Notre-Dame-de-Grâces (Coteau Saint-Pierre et Côte Saint-Antoine). (Annette Bleau et plan de l'arpenteur Péladeau, de 1778, partiellement reproduit sur <http://www.n-d-g.ca>). Nous n'avons pu identifier le fond contenant ce plan.

Nous n'avons pas pu retrouver toutes les sources citées en référence par Julie Giguère. En effet, nous ne disposons pas du temps requis pour pouvoir retourner dans chacun des fonds d'archives et les références fournies pour certains documents, comme les actes notariés, étaient trop sommaires pour nous permettre de les retrouver facilement. Cependant, après avoir vérifié les fonds avec les archivistes, nous pouvons conclure à l'authenticité des sources données en référence par l'auteure. En conséquence, la section du présent rapport traitant du début de l'histoire du quartier reprend plusieurs informations fournies par le travail de Julie Giguère auxquelles nous avons ajouté les résultats de nos propres recherches.

L'article du journaliste Pierre Brassard *Les origines de Parc-Extension* (Journal communautaire *Le Monde*, nov. 2003), article cité par la quasi-totalité des études publiées par la suite, survole l'histoire du quartier de 1910 à aujourd'hui en présentant les événements marquants de l'histoire du secteur. Malheureusement, le journaliste s'est départi de ses dossiers documentaires et les indications fournies dans son article ne nous ont pas permis d'en retracer les documents sources.

Quant au mémoire de maîtrise de Robert Loranger intitulé *Parc-Extension, le quartier oublié* publié en 1995, il traite du développement social, culturel, économique et urbain du quartier entre 1970 et 1990. Ce travail est intéressant pour qui veut en savoir plus sur les vagues d'immigration qui se sont succédé durant cette période et sur les différents organismes communautaires créés après 1980. S'appuyant sur une analyse des données de Statistique Canada, ce travail nous permet de mieux saisir l'impact du passage d'une société industrielle à une société postindustrielle sur un quartier peuplé majoritairement d'immigrants peu scolarisés. Selon cet auteur, cette transformation socio-économique est notamment à la source de la hausse du chômage observée dans le quartier pendant la crise économique des années 1980.

2.2 DIFFICULTÉS DE LA RECHERCHE

Comme mentionnée plus haut, la principale difficulté rencontrée réside en l'absence d'ouvrage de référence présentant les grandes lignes de l'histoire du développement du quartier Parc-Extension au cours des cent dernières années. En raison de cette absence, notre travail ne pouvait pas se limiter à simplement enrichir par nos recherches certains aspects d'une histoire dont les grandes lignes auraient déjà été écrites. Il nous a donc fallu retrouver et classer des données éparses pour tenter de reconstituer cette histoire. Cette tâche s'est avérée assez longue, car les informations et les sources documentaires se trouvaient dispersées dans plusieurs ouvrages, centres d'archives, centres de documentations, organismes, sociétés historiques et autres lieux divers. Cette nécessaire recherche documentaire, à cause de sa nature exploratoire, a rendu difficile la planification du temps devant être alloué à chacun des aspects historiques étudiés.

Parce que chaque source secondaire ou primaire ne présente qu'une partie de l'histoire, nous devons constamment nous questionner pour éviter de tirer des conclusions trop hâtives afin de nous assurer de présenter un portrait historique juste. À cause du temps limité imparti à cette recherche, il était utopique de penser que nous pourrions aborder tous les points de recherche que nous avons identifiés au préalable, ce qui explique les quelques zones grises qui subsistent dans ce rapport. Les conclusions avancées sont basées sur les documents que nous avons pu consulter. Nous demeurons tout à fait conscients que ce travail n'est pas définitif et qu'il reste encore beaucoup à découvrir et à raconter sur l'histoire du quartier Parc-Extension.

Par exemple, certaines questions importantes restent encore sans réponses, car de nombreuses données historiques disponibles n'ont pas encore fait l'objet d'une compilation et d'une analyse complète. Pensons aux professions et métiers exercés par les habitants du quartier au cours des différentes périodes de l'histoire de ce quartier, à la répartition de la population selon ses appartenances religieuses et ses origines ethniques ainsi qu'au développement économique du quartier (industries, manufactures, usines, etc.). Les outils permettant de répondre à ces questions existent (Lovell, plans d'assurance incendie, listes électorales, registre foncier et des valeurs locatives, pour ne nommer que les principaux), mais nous ne disposons malheureusement pas du temps requis à la compilation et à l'analyse de ces informations. Une étude approfondie des journaux de l'époque (*La Patrie*, *The Gazette*, *Le Devoir*) pourrait aussi fournir des renseignements importants concernant l'évolution du quartier pour la première moitié du 20^e siècle, notamment la vie communautaire et les enjeux politiques locaux, sans oublier la consultation des journaux du quartier et de ceux des quartiers voisins pour les années 1950 à aujourd'hui. Encore une fois, les contraintes de temps ne nous ont pas permis d'exploiter cette source.

Enfin, une analyse plus approfondie de la question des promoteurs et des agents immobiliers serait à faire pour mieux comprendre l'influence qu'ils ont exercée sur le développement du quartier. En effet, certains actes de vente⁵ font état de transactions ayant été conclues entre des compagnies en apparence distinctes, mais probablement contrôlées par les mêmes intérêts. Seule une étude détaillée permettrait vraiment de bien saisir le rôle et les intérêts précis des individus qui contrôlaient ces compagnies dans le développement du territoire durant les années qui ont précédé son annexion à la ville de Montréal, soit entre 1907 et 1910⁶. Les quelques actes de vente étudiés dans

⁵Voir la liste des actes notariés provenant des archives de la CSDM, datés du 4 février 1910, 3 juin 1910, 28 juillet 1913, 26 mai 1914, 27 mai 1914, 23 mai 1916, 1^{er} juin 1919. (Cartable 2, onglet 2)

⁶ Selon une correspondance corporative de 1916 de la John Findlay Limited Co. (1916), John Findlay, en plus de la *Park Realty Company*, dirigeait (managing director) au moins 18 autres compagnies dont certaines se sont revendu entre elles des terrains dans

cette recherche ne permettent en effet pas de comprendre le rôle politique et économique de ces hommes d'affaires ainsi que leur univers social. Il faudrait étudier plus les archives municipales du début du 20^e siècle et les archives de compagnies.

Enfin, en raison de la dispersion des sources, l'information concernant la période postérieure à 1960 est plus sommaire et provient surtout, en plus des ouvrages cités précédemment, d'informations glanées dans des dépliants ou des sites Internet d'organismes ou d'institutions. Le moment serait donc venu d'amorcer l'inventaire des archives de paroisses, d'associations ethnoculturelles et d'organismes communautaires du quartier, avant qu'elles ne soient dispersées ou perdues. Ces sources seront essentielles pour faire l'histoire des périodes plus récentes de ce quartier d'accueil.

2.3 DESCRIPTION DES DOSSIERS DOCUMENTAIRES

Un des objectifs de ce travail consistait à créer des outils de recherche destinés à servir aux citoyens et chercheurs intéressés à approfondir les connaissances sur le quartier. Ces dossiers documentaires sont répartis dans cinq (5) cartables identifiés Parc-Extension 1 à 5. Un index détaillé de leur contenu respectif est inclus dans chacun des cartables. Une copie de cet index est insérée à l'appendice n^o 3 à la fin du présent rapport.

Le contenu de chacun des cartables est décrit sommairement dans les lignes qui suivent :

Parc-Extension 1 : Ce cartable elle diverses publications produites par les organismes communautaires ou par d'autres chercheurs que nous avons consultées dans le cadre de ce projet.

Parc-Extension 2 : Le contenu de ce cartable est divisé en plusieurs thématiques touchant une variété d'aspects de l'histoire du quartier. Ce contenu est constitué en majeure partie de copies des documents d'archives consultés.

Parc-Extension 3 : Nous avons rassemblé dans ce cartable l'ensemble des études et des documents d'archives relatifs aux transports en commun (train, tramway, trolleybus, autobus) et aux infrastructures telle la gare Jean-Talon.

Parc-Extension 4 : Ce cartable contient l'ensemble des cartes et plans relatifs à l'occupation du sol. Sont également classées dans ce cartable des copies des dossiers de rues provenant des archives de Montréal avec les fiches toponymiques retraçant l'histoire des rues et des parcs, des extraits des annuaires Lovell ainsi que les documents iconographiques.

3 LE QUARTIER AUJOURD'HUI

Pour Francine Dansereau (1995), la question à se poser lorsqu'on étudie Parc-Extension, au-delà du fait qu'il accueille un grand nombre d'immigrants, est la suivante : « Parc-Extension a-t-il une identité que l'on peut repérer autrement qu'en faisant le décompte des écarts ou des particularités qui démarquent cette enclave de l'ensemble montréalais et des quartiers voisins? »⁷. Pour l'urbaniste Cécile Poirier, Parc-Extension présente deux réalités : celle d'un lieu de passage, tant par le transport ferroviaire et routier que par la mobilité des résidents, et celle d'un quartier d'établissement pour des groupes précis comme les Grecs dans les années 1970 et aujourd'hui les immigrants originaires d'Asie du Sud (Inde, Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh)⁸. Ces deux descriptions illustrent bien l'image souvent associée au quartier Parc-Extension par ceux qui le connaissent mal. Il est en effet déconcertant de constater que plusieurs milliers d'automobilistes passent tous les jours aux frontières du quartier (autoroute Métropolitaine au nord et boulevard Acadie à l'ouest) sans nécessairement être capables d'identifier Parc-Extension sur une carte. La vie du quartier semble donc se dérouler en vase clos et il ne fait parler de lui que lorsqu'une étude socioculturelle et socioéconomique aborde le sujet de l'intégration des immigrants à Montréal et à la société québécoise.

Comme nous le fait encore remarquer Francine Dansereau, un quartier ne se définit pas uniquement par ses écarts de richesse et de population. Ainsi, Parc-Extension est plus que la somme des difficultés socio-économiques qui lui sont souvent associées⁹. Quartier vivant et vibrant, Parc-Extension représente pour beaucoup d'immigrants le premier contact avec Montréal et la culture québécoise. Ces hommes et femmes y apprennent à parler français et à trouver leur place dans la société, même si l'anglais demeure encore la principale langue d'usage à cause, entre autres raisons, du nombre important d'immigrants en provenance des anciennes possessions britanniques d'Asie du Sud. Interface entre les différentes cultures d'origines et la culture d'accueil, Parc-Extension regorge de petits commerces, de cafés et de clubs sociaux qui sont autant des lieux de rencontre pour les habitués que des lieux d'échanges avec les autres cultures. Malgré sa réputation de « quartier de passage », le nombre de jardins et de balcons fleuris qu'on peut y voir étonne le visiteur et témoigne d'un sentiment d'appropriation du territoire par la population.

Délimitations géographiques actuelles du quartier

Les limites du quartier donnent à Parc-Extension l'image d'un quartier enclavé, isolé des autres quartiers de Montréal. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, Parc-Extension n'est pas un « village dans la ville ». Au contraire, c'est sa vocation de lieu d'accueil multiethnique, et par définition de passage, qui fait son caractère. Toutefois, même si pour plusieurs résidents Parc-Extension n'est qu'une étape dans leur parcours d'établissement, ce quartier demeure pour plusieurs un point d'ancrage. Pensons à la communauté grecque et aux Sud-Asiatiques. Même après l'avoir quitté, on constate que

⁷ Francine Dansereau, « Parc-Extension : du quartier fondateur à la multiethnification en accéléré », *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, sous la dir. d'Annick Germain, INRS-Urbanisation, septembre 1995, p. 95.

⁸ Cécile Poirier, « Parc-Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal », *Les Cahiers du Gres*, vol. 6, no 2, 2006, p. 53.

⁹ Francine Dansereau, « Parc-Extension : du quartier fondateur à la multiethnification en accéléré », *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, sous la dir. d'Annick Germain, INRS-Urbanisation, septembre 1995, p. 96.

ces groupes culturels continuent de fréquenter ce quartier pour ses commerces ou pour assister aux cérémonies religieuses et aux défilés culturels qui s'y déroulent.

Les rues qui délimitent et traversent le quartier sont les mêmes depuis les débuts du développement du secteur par la *Park Realty Company of Montreal Ltd* en 1907 et même avant en ce qui concerne la Côte Saint-Laurent (18^e siècle), devenue aujourd'hui le boulevard Crémazie et l'autoroute Métropolitaine.

Selon la carte de l'arrondissement, les terrains situés à l'est de la voie ferrée du CP, qui incluent notamment le parc Jarry, les terrains d'Hydro-Québec, et un quartier résidentiel à la limite nord-est du secteur à la limite de Villeray sont inclus dans le quartier Parc-Extension. Cependant, cet ajout administratif récent n'est pas encore entré dans l'usage pour les résidents, sans doute à cause de la barrière physique que constitue la voie ferrée. L'histoire et la perception des résidents limitent en effet son étendue à son territoire de développement historique, circonscrit entre la Métropolitaine, au nord (boulevard Crémazie, anciennement Côte Saint-Laurent); la cour de triage du Canadien Pacifique et l'avenue Beaumont, au sud; les voies du Canadien Pacifique, à l'est; le boulevard de l'Acadie (Ville Mont-Royal), à l'ouest.

Le quartier est traversé par plusieurs voies de circulation importantes pour la circulation métropolitaine ou locale. Le boulevard Crémazie draine la circulation métropolitaine, locale, industrielle et commerciale. L'avenue Querbes sert à la circulation locale et donne accès à la métropolitaine. Le boulevard de l'Acadie, principal accès au quartier par le nord de l'île, dessert la circulation locale, mais surtout métropolitaine, conduisant à l'autoroute métropolitaine, à l'autoroute 15 et au nord de l'île. L'avenue du Parc, une artère montréalaise majeure qui se termine dans le quartier, est une des voies d'accès importantes au quartier et un lieu de passage pour les banlieusards, dont le flux de circulation est cependant dévié sur plusieurs voies secondaires déjà achalandées, dont la rue Jean-Talon, qui mène au boulevard de l'Acadie et, plus à l'ouest, au boulevard Décarie. La rue Jarry, longue voie qui naît dans le quartier d'Anjou pour se terminer dans le quartier, a, à la fois, une fonction locale, métropolitaine, résidentielle et commerciale.

Le quartier compte aussi plusieurs artères secondaires qui ont des fonctions plus locales : l'avenue Beaumont, avec ses entrepôts, ateliers et petites entreprises; la rue Jean-Talon, principale artère commerciale du quartier, présente des commerces de proximité à rayonnement montréalais. Les autres rues secondaires d'importance, comme Ogilvy, Saint-Roch et Liège, sont autant de rues commerciales au service des populations du voisinage. Si l'on inclut les artères commerciales Jean-Talon et Jarry, on peut considérer que le quartier compte cinq pôles commerciaux distincts comptant le plus souvent de très petits commerces fréquentés par une clientèle ethnoculturelle particulière.

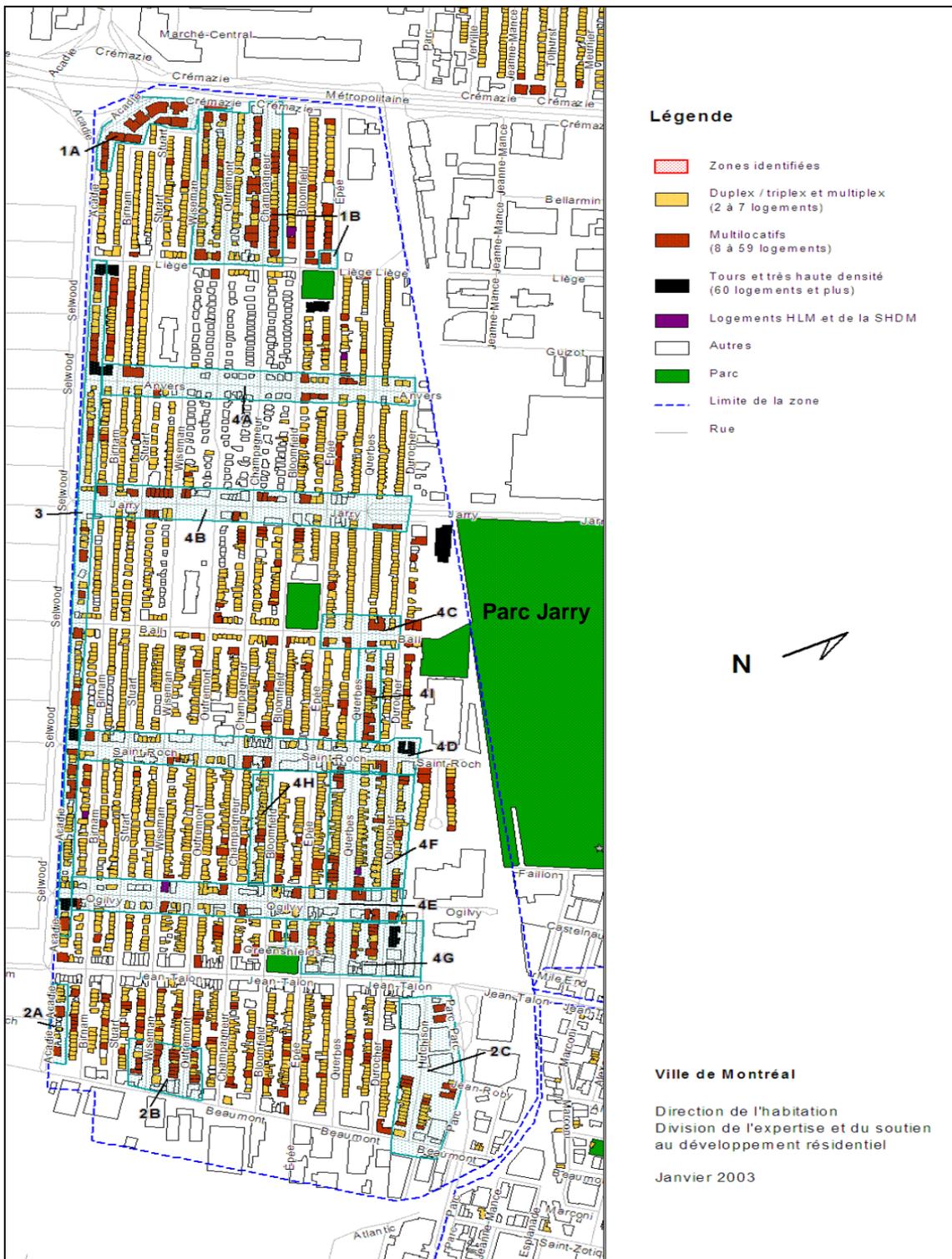


Figure 1 Le quartier Parc-Extension en 2003. Source : Projet pilote conjoint de la Direction de santé publique de Montréal et de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal, *Localisation et ampleur des conditions d'habitation problématiques à Montréal*, juin 2004, p. 7.

Circonscriptions électorales du secteur

Les limites des circonscriptions électorales incluant le secteur ont été modifiées à de nombreuses reprises au cours de l'histoire. En 2010, Parc-Extension fait partie, au fédéral, de la circonscription de Papineau, comprise dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Les circonscriptions limitrophes sont Mont-Royal, Outremont, Rosemont – La Petite-Patrie, Saint-Léonard – Saint-Michel et Ahuntsic. Au niveau provincial, la circonscription est désignée sous le nom de Laurier-Dorion. Depuis les années 1950, au fédéral comme au provincial, les électeurs ont surtout choisi d'être représentés par des candidats du parti libéral.

Dénominations officielles

Si ses limites n'ont pas vraiment changé au cours de son histoire, le quartier a pourtant porté successivement plusieurs appellations qui témoignent surtout des diverses étapes de son intégration graduelle à la Ville de Montréal au début du 20^e siècle. Toutefois, le nom de « Parc-Extension » fut utilisé depuis sa création tant dans les documents officiels que par les résidents.

Parc-Extension ou Parc-Extension

Contrairement à ce que disent certains articles qui font remonter le nom du quartier à la construction de la Park Avenue Station (devenue par la suite gare Jean-Talon) en 1931¹⁰, le nom de Parc-Extension est utilisé au tout début de l'activité immobilière de la compagnie *Park Realty of Montreal Ltd*, qui acheta en 1907 et 1908 trois lots (nos 636, 637, 638) se trouvant dans « le prolongement de l'Avenue du Parc », tel que pourrait se traduire cette expression en français¹¹. *Parc-Extension* apparaît en effet dès 1907 sous sa forme anglaise de *Park-Extension* dans les documents officiels de la municipalité de Saint-Laurent et de la Ville de Montréal. Cette désignation géographique commode, imaginée par les promoteurs immobiliers pour situer le quartier auprès d'éventuels acheteurs, a fini par s'imposer. Elle persiste après l'annexion à la Ville de Montréal en 1910 et la formation du quartier Bordeaux. Ainsi, dans une correspondance de 1916, on peut lire ceci : « Offre de la compagnie *John Findlay Limited* de céder un certain nombre de rues situées dans la portion du quartier Ahuntsic-Bordeaux connue sous le nom de Parc-Extension »¹².

Quartier Bordeaux (1910-1916)

Le village de Bordeaux fut créé au 19^e siècle dans la paroisse du Sault-au-Récollet, le long de la rivière des Prairies. Il tire son nom de la ville française de Bordeaux, d'où venait le Comte Daeylar, propriétaire de la ferme Jubinville dans cette paroisse. Constitué en municipalité de village en 1898, Bordeaux est érigé en ville en mars 1907, quelques mois avant d'être annexée à Montréal.

¹⁰ Les sources infirment l'hypothèse voulant que l'appellation Parc-Extension pour désigner le quartier soit apparue avec la construction de la gare Park Avenue Station (Jean-Talon) en 1931, comme le mentionne le rapport réalisé par le groupe de travail sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension en Septembre 2004 intitulé *Portrait du quartier Parc-Extension* et l'information publiée par l'Office national du Canada en 2005 à l'adresse www3.onf.ca/aventures/videoparadiso/excursionWeb/parcextension.php (6 février 2011).

¹¹ Julie Giguère. *Les débuts de Parc-Extension 1907-1914*. Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE), Septembre 2003. (Carte de l'annexe A)

¹² Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, Cession de diverses rues, 1916.

Le 4 juin 1910, le quartier Bordeaux est formé à partir du territoire annexé de la Ville de Bordeaux et d'une partie des territoires annexés de la paroisse de Saint-Laurent¹³. On y a ajouté une deuxième partie de ce territoire (lot 633-634), le 19 février 1914, comme on peut le lire dans les *Amendements à la charte de la Cité de Montréal* de 1910¹⁴.

Le territoire de Parc-Extension correspond alors à la partie sud du quartier Bordeaux. (Voir figure 6, page 45).

Quartier Ahuntsic-Bordeaux

Le 9 mars 1916, on réunit les quartiers Ahuntsic et Bordeaux, dont fait partie le secteur de Parc-Extension, auxquels on ajoute la partie nord du quartier Saint-Denis pour former le quartier Ahuntsic-Bordeaux¹⁵. Le 22 décembre 1916, les territoires des villes de Cartierville et du Sault-au-Récollet y sont ajoutés. Le 9 février 1918, une partie de la Montée Saint-Laurent (aujourd'hui boulevard Saint-Laurent) y est rattachée.

Quartier Saint-Jean (en souvenir de la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix) et quartier numéro 30

D'autres désignations sont plus éphémères et n'ont pas laissé beaucoup de traces dans la mémoire populaire. En 1921, Parc-Extension est intégrée au quartier Saint-Jean, nouvellement formé d'une partie du territoire des quartiers Laurier et Ahuntsic-Bordeaux. Notons que cette désignation voulait rappeler celle de la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix comprise dans les limites de ce quartier et érigée canoniquement le 19 avril 1900. Ce quartier a aussi été désigné « quartier no 30 », entre mars 1921 et mars 1922¹⁶. (Voir cartable 4, onglet 1).

Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension

L'origine des « arrondissements » de Montréal remonte à l'administration municipale du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) qui dirigea la Ville de 1986 à 1994, succédant au Parti civique de Jean Drapeau. Soucieux de démocratiser l'administration municipale, le RCM dépose en 1988 une politique-cadre de consultation publique et crée par la suite des conseils d'arrondissement, donnant certains pouvoirs aux élus locaux et un embryon d'administration locale¹⁷. C'est cependant la mise en vigueur du projet de loi 170, *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais*, le 1^{er} janvier 2002, qui divise les territoires des villes fusionnées de l'île de Montréal en 27 arrondissements, nombre réduit à 19, à la suite des défusions de 2006.

L'arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension est formé des trois quartiers de Montréal portant ces noms.

¹³ Archives de Montréal, Les quartiers municipaux de la ville de Montréal depuis 1832, p. 3.

¹⁴ Archives de Montréal, Amendements à la charte de la Cité de Montréal, 1910, p. 177, 008-06-07-03.

¹⁵ Montréal, Archives de Montréal, Les quartiers municipaux de la ville de Montréal depuis 1832, p. 3.

¹⁶ Montréal, Archives de Montréal, Les quartiers municipaux de la ville de Montréal depuis 1832, pp 55-56

¹⁷ Jean-François Léonard et Jacques Léveillé, « Les arrondissements de Montréal : des fonctionnaires enthousiastes, mais tenus en laisse », *Le Devoir*, 16 Janvier 2003, www.vrm.ca/documents/Leonard_Leveille3.pdf (6 février 2011)

Dénominations populaires

Comme c'est le cas pour de nombreux quartiers anciens et actuels¹⁸, l'usage populaire attribue souvent à certains secteurs des noms familiers, rarement officialisés par la toponymie. Par exemple, il est habituel en anglais et en français de qualifier de manière spécifique un secteur où se concentre une population ethnique particulière. Le plus souvent, on parle de « quartier » chinois ou encore, on emploie le terme « petit » suivi du nom du pays d'origine : Petite Italie, Petite Inde (Little Italy, Little India...), etc. Ces expressions utilisées par les médias et les commerçants sont parfois adoptées officiellement comme toponymes éphémères pour des raisons commerciales. Ces dénominations recouvrent des territoires aux frontières vagues et se déplacent en même temps que les populations immigrantes qu'elles identifient.

Parc-Ex

Ce nom est donné par la population du quartier, mais aussi par celle de l'extérieur. C'est le plus populaire.

Petite Grèce, Petite Inde

Les Grecs ayant marqué le quartier, ses activités, ses commerces et ses institutions, certains le voient encore le quartier grec de Montréal. Ils y sont encore visibles par les quelques cafés, pâtisseries et autres commerces, sans oublier le parc Athéna inauguré en 1986. Cette image tend à disparaître, au profit de celle qui identifie le quartier aux populations d'Asie du Sud, d'arrivée plus récente et plus visible, notamment les Indiens.

Structure urbaine du quartier

Si Parc-Extension semble isolé du reste de la ville, sa structure urbaine respecte celle de Montréal avec un plan en damier de rues nord-sud et est-ouest. Les rues Jarry et Jean-Talon sont les principales voies de circulations est-ouest. La rue Jean-Talon fait le lien avec les quartiers limitrophes et est de loin l'artère commerciale principale avec 40 % des commerces du quartier en 1995¹⁹. Quant à la rue Jarry, elle est une des voies d'accès à l'autoroute métropolitaine. Le quartier bénéficie aussi d'axes secondaires, les rues de Liège, Saint-Roch et Ogilvy, qui remplissent un rôle important dans la vie du quartier par la présence des commerces de voisinage diversifiés, des édifices institutionnels et de l'accès aux zones plus résidentielles.

Parc-Extension est principalement un quartier résidentiel, car 69 % des immeubles du quartier sont des duplex et des multiplex (4 à 12 logements)²⁰. La fonction industrielle et commerciale occupe seulement 14 % du territoire et se situe principalement au sud de la rue Jean-Talon et au nord-est, le long de la voie ferrée.

Le quadrilatère délimité par les rues Bloomfield, Jarry, Wiseman et de Liège constitue une enclave de type suburbain remarquable par ses alignements de petites maisons basses aux toits à deux versants, entourées de terrains plutôt spacieux. Il s'agit là de l'héritage des programmes de constructions de maisons unifamiliales (*Wartime Houses*

¹⁸ Par exemple, Villeray, désigné Petite Patrie, ou encore, le quartier Sainte-Marie, connu comme le Faubourg à mélasse; Victoriatown, appelé *Goose Village* ou Village-aux-Oies.

¹⁹ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1995, p. 10.

²⁰ RAMPE, *Rapport sur l'état du parc résidentiel de Parc-Extension*, janvier 2001.

ou *maisons des vétérans*) mis en œuvre au profit des familles d'ouvriers et de vétérans sans logis après la Deuxième Guerre mondiale²¹.

Langues parlées²²

Connu comme étant un quartier d'immigration, il n'est pas étonnant que la langue maternelle d'environ la moitié de la population du quartier ne soit ni l'anglais ni le français, cette proportion augmentant même de 48,9 % en 2001 et à 51,9 % en 2006. Avec le français et l'anglais, les autres langues les plus parlées à la maison sont :

- le grec (19,6 %);
- le pendjabi (9,7 %);
- l'ourdou (6,6 %);
- le bengali (6,2 %);
- le tamoul (5,3 %).

Comme on peut le lire dans le *Profil statistique de la population du territoire de Parc-Extension* publié par le CSSS de la Montagne, pour 2006 : « les communautés de langues bengali, créole, espagnole et ourdou ont connu des croissances respectives de 13,5 %, 20 %, 21,6 % et 51,9 % respectivement depuis 2001. Tandis que l'arabe, le pendjabi, le chinois, le gujarati, le tamoul et le grec ont connu des baisses respectives de 8,4 %, 9,3 %, 10,7 %, 11,7 %, 14,3 % et de 15,9 % ».

La population²³

Parc-Extension est le quartier le plus densément peuplé de Montréal avec 18 802 hab. au km² comparativement à une moyenne de 3 625 hab. au km² pour l'ensemble de Montréal (2006). Au total, 31 399 personnes cohabitent dans ce quadrilatère de 1,6 km². En 2000, 75 communautés ethnoculturelles ont été recensées dans le quartier.

- Avec 62 % de sa population née hors Canada et une vie commerciale marquée par sa diversité ethnique, on associe souvent Parc-Extension à la multiethnicité. Comme le souligne Cécile Poirier (2006), « ses petites entreprises familiales à caractère "ethnique" axées sur l'initiative individuelle, l'entraide et le "self-employment" donnent à Parc-Extension toutes les caractéristiques d'un "quartier d'intégration"²⁴ ».
- Les immigrants et les résidents non permanents comptent pour 67,6 % de la population du quartier, ce qui est plus du double de la proportion de 32,8 % retrouvée à l'échelle de l'île de Montréal.
- Les groupes venus d'Asie et du Moyen-Orient représentent 48,9 % des immigrants arrivés en 2006 dans le quartier et donc pour 30,1 % de la population totale du quartier.

²¹ Francine Dansereau, « Parc-Extension : du quartier fondateur à la multiethnicisation en accéléré », *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, sous la dir. d'Annick Germain, INRS-Urbanisation, septembre 1995, p. 97.

²² Christian Paquin, « Profil statistique de la population du territoire de Parc-Extension », *Programmation CSSS de la Montagne*, 21 décembre 2007.

²³ Christian Paquin, « Profil statistique de la population du territoire de Parc-Extension », *Programmation CSSS de la Montagne*, 21 décembre 2007.

²⁴ Cécile Poirier, « Parc-Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal », *Les Cahiers du Gres*, vol. 6, no 2, 2006, p. 59.

4 UN TERRITOIRE AUX ORIGINES RURALES

4.1 17^E SIÈCLE : UN TERRITOIRE INHABITÉ

Fondation de Ville-Marie par la Société de Notre-Dame

Après avoir été explorée brièvement par Jacques Cartier en 1535 et par Champlain en 1611, l'île de Montréal est colonisée par les Français à compter de 1642, année de fondation de Ville-Marie (Montréal) par la Société de Notre-Dame. Au mois de mai 1642, Paul Chomedey de Maisonneuve, accompagné de Jeanne Mance, fondatrice de l'Hôtel-Dieu de Montréal, débarque sur l'île à la tête d'un groupe d'une quarantaine de personnes. Une douzaine d'hommes supplémentaires les rejoindront à la fin de l'été²⁵. On ne compte que huit femmes parmi ces pionniers²⁶. Ils établiront d'abord un campement temporaire sur le bord du Saint-Laurent, au sud du mont Royal en un lieu appelé aujourd'hui « Pointe-à-Callière » situé près du Vieux-Port de Montréal. Par la suite, Ville-Marie, qui sera connue sous le nom de Montréal dès la fin du 17^e siècle²⁷, s'édifiera progressivement entre le fleuve et le Mont-Royal. L'objectif des fondateurs est d'abord missionnaire : travailler à la conversion des autochtones en les amenant à se fixer dans l'île de Montréal où ils pourront être instruits. On projette aussi la construction d'un hôpital pour les soigner, sous la direction de Jeanne Mance. Un premier hôpital est ainsi construit dès 1645²⁸. Cependant, la menace constante des Iroquois empêchera, en pratique, la mise en œuvre du projet de mission et elle aura pour effet de limiter le défrichement des terres aux environs immédiats de Ville-Marie.

Le peuplement s'étend le long de la rive sud de l'île de Montréal

En 1663, la Société de Notre-Dame, à court d'argent, cède ses droits sur l'île de Montréal aux prêtres de Saint-Sulpice qui en deviennent ainsi les seigneurs. En 1665, Chomedey De Maisonneuve se rend en France pour ne plus revenir. Il démissionnera de son poste de gouverneur en 1668. C'est sous l'administration des Sulpiciens que le développement de l'île de Montréal prendra réellement son essor. Le bourg de Ville-Marie se développera selon le plan en damier qu'on lui connaît aujourd'hui et le peuplement de l'île sera organisé d'une manière ordonnée et systématique suivant un système de côtes, mot signifiant berge ou rivage. Chaque côte regroupe plusieurs lots de terre (censives) perpendiculaires à un cours d'eau, celui-ci demeurant la voie de communication principale avant l'ouverture des chemins. Les terres donnant sur les rives du fleuve Saint-Laurent furent les premières à être regroupées en différentes « côtes » et désignées par des noms de saints catholiques ou de lieux (Côte Saint-Pierre, Côte de La Chine, etc.). Selon Ludger Beauregard (1984), « il apparaît évident, dès la deuxième moitié du XVII^e siècle, que la côte, dans un cadre seigneurial et selon l'usage de l'époque, désigne plutôt la première rangée de lots y compris les habitations

²⁵ Marcel Trudel, « Les Événements » de *La seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663*, vol. III *Histoire de la Nouvelle-France*. Fides. 1979. T- 1, p. 154-158.

²⁶ Marcel Trudel, « La Société » de *La seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663, Histoire de la Nouvelle-France*, Fides. Tome 2, vol. 3, 1983, T2, p. 148.

²⁷ Ludger Beauregard, « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, no 73-74, 1984, p. 54.

²⁸ Marcel Trudel, T. 2. « La Société » de *La seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663*, vol. III *Histoire de la Nouvelle-France*. Fides. 1983, p. 198.

présentes en bordure du fleuve²⁹. » Ce système de lotissement « par côtes » aux lots rectangulaires sera par la suite transposé aux extrémités de l'île et à l'intérieur des terres, soit en banlieue de la ville de Montréal de l'époque (actuel Vieux-Montréal). Le système des côtes devient alors la base du système de peuplement de l'île de Montréal. Comme le montre la figure 2 de la page 27 les côtes sont de forme rectangulaire et généralement orientées parallèlement aux rives de l'île. Une côte peut être subdivisée en une ou deux rangées de lots étroits et profonds ayant front sur un chemin commun (chemin de Roy ou chemin de côte). Le système des côtes avec son réseau de communication grossièrement orthogonal formé par les « chemins de côte » et les « montées », comme on appelait les chemins reliant entre elles ces côtes, a constitué canevas de base du schéma urbain actuel de l'île de Montréal. Plusieurs toponymes en portent encore la trace.

La structure des côtes a pour effet de créer une forme de voisinage particulière dans laquelle les habitations sont alignées en rangées le long des chemins de côtes à des intervalles assez rapprochés, vue l'étroitesse des lots alors que les « montées » perpendiculaires au fleuve restent inhabitées. L'intersection de ces montées et des chemins de côtes forment également des pôles d'attraction naturels où prendront forme les premières agglomérations villageoises. La figure 3 de la page 28 montre la trame du réseau de communication formé par les chemins de côtes et les montées reliant les côtes entre elles au début du peuplement du territoire. Une bonne partie de ces premières voies de communication a été préservée dans le réseau routier actuel de l'île de Montréal. Il en va de même pour la trame orthogonale originelle.

Avec l'arrivée du régiment de Carignan en 1665 et l'état de paix relatif avec les Iroquois qui s'ensuivra, on assiste à une expansion de la colonisation le long de la Rive-Sud de l'île, en amont et en aval de la ville fortifiée. L'île de Montréal compte alors quelque 760 habitants³⁰. À partir de 1684, les hostilités entre la colonie et les Iroquois reprendront. Les nouveaux heurts culmineront en 1689, avec le massacre de Lachine. Les attaques répétées des Iroquois causeront alors l'abandon des habitations rurales par les habitants qui iront se réfugier à l'abri des fortifications de Ville-Marie. Le défrichement des terres sera fortement ralenti jusqu'à la conclusion de la Grande Paix de Montréal³¹ de 1701 qui mettra définitivement fin aux guerres iroquoises. Pendant toute cette période comprise entre la fondation de Ville-Marie et la fin du 17^e siècle, la colonisation se cantonnera essentiellement au bas de l'île de Montréal, le long de la rive du fleuve, ainsi qu'aux deux extrémités de l'île. Le nord de l'île demeurant à peu près désert. La carte n° 1 de l'appendice 1, page 84, montre l'état du peuplement de l'île de Montréal en 1774 selon Marcel Trudel (1997)³².

²⁹ Ludger Beauregard, « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, no 73-74, 1984, p. 49.

³⁰ Marcel Trudel, *La seigneurie de la compagnie des Indes orientales, 1663-1674*, vol. IV, *Histoire de la Nouvelle-France*, Fides, 1997, p. 311.

³¹ À ce sujet, voir Léo Beaudoin, *Le tricentenaire de la Grande Paix de Montréal : août 1701*. Histoire Québec, vol. 7, n° 2, 2001, p. 25-42, <http://id.erudit.org/iderudit/11445ac> (6 février 2011).

³² Marcel Trudel, *La seigneurie de la compagnie des Indes orientales, 1663-1674*. Vol. IV, *Histoire de la Nouvelle-France*, Fides, 1997, p. 383.

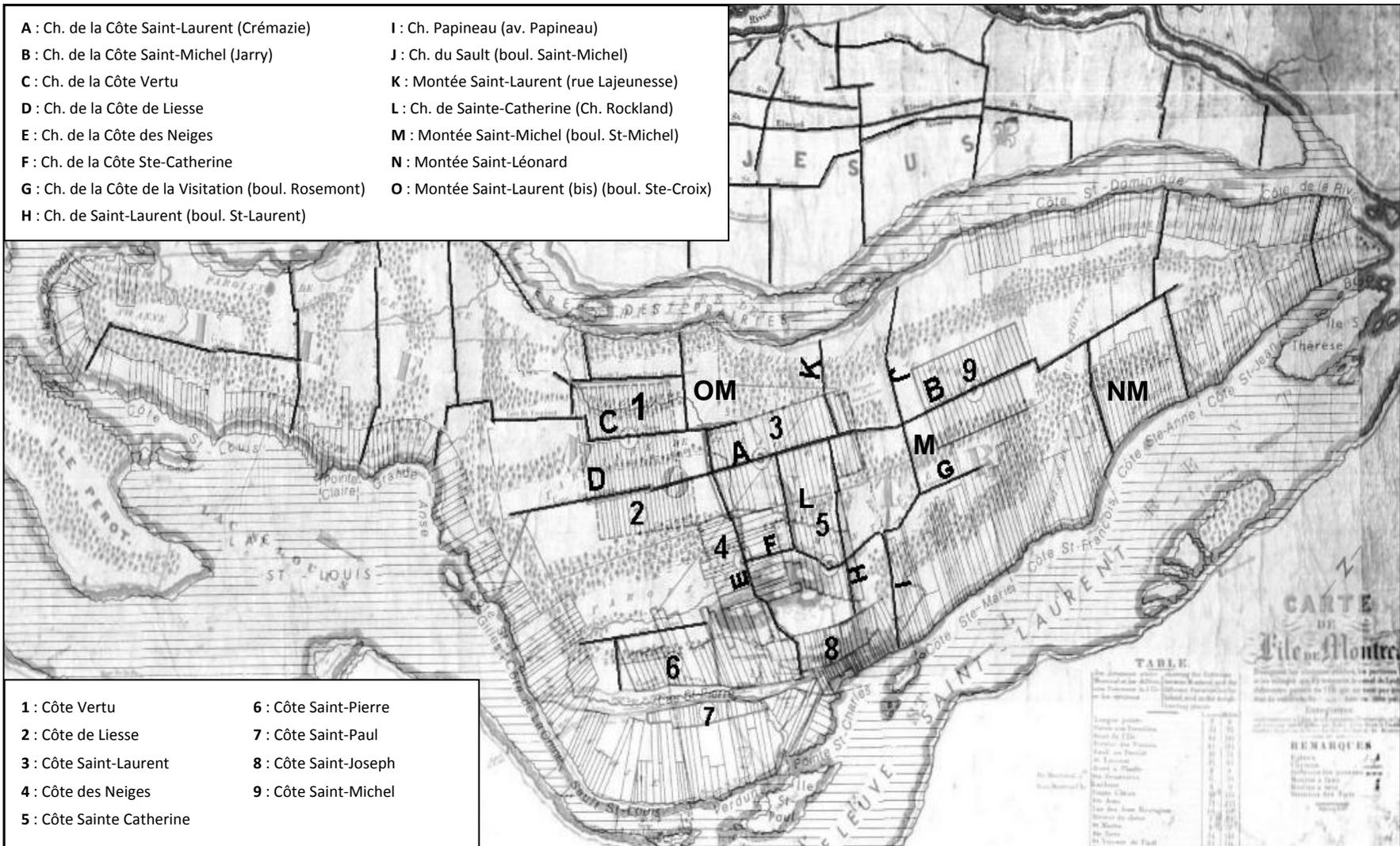


Figure 3 : Système des côtes et réseau des chemins et des montées sur l'île de Montréal au 18^e siècle. Surimposition de la carte de Ludger Beaugard (1984) de la figure 2 sur la carte d'André Jobin de 1834 (cartable 3-1). Recherche et annotations toponymiques par l'auteur.

4.2 18^E ET 19^E SIÈCLES : UN SECTEUR AGRICOLE AU SEIN D'UNE VASTE PAROISSE RURALE

Les débuts du peuplement du territoire de la Côte Saint-Laurent

La paix nouvelle et l'augmentation de la population (2025 habitants en 1698³³) permettent l'établissement de côtes intérieures au nord de la ville de Montréal. Le *Livre Terrier de la Seigneurie de l'île de Montréal*³⁴ de 1700 mentionne, en plus de la Côte Saint-Laurent l'existence au centre de l'île des côtes Saint-François de Sales, de Liesse, de Vertu et Saint-Michel. Le plan terrier de 1702³⁵ établi par les Sulpiciens est la première carte montrant l'état du peuplement de l'île de Montréal. La figure 2 de la page 27 montre les côtes de l'île de Montréal telles que représentées sur le plan terrier de 1702, transposées par Ludger Beauregard (1984) sur un fond de carte plus récent (à l'exception de la côte Saint-François de Sales)³⁶.

La Côte Saint-Laurent occupait le centre de l'île. C'était une côte double, subdivisée en deux rangs de concessions rectangulaires étroits et allongés, portant les numéros 810 à 871. Ces deux rangées de concession avaient front sur une bande de terre de deux arpents³⁷ de large appelée « commune » qui divisait la côte en son milieu dans le sens de la longueur. Cette commune était parcourue en son milieu par un chemin du Roy (chemin de la Côte Saint-Laurent) qui deviendra plus tard le boulevard Crémazie. La vaste Côte Saint-Laurent comprenait les territoires des futurs quartiers Villeray et Parc-Extension, de la partie nord-est de Ville Mont-Royal, d'une partie de l'extrémité nord-est de l'arrondissement de Saint-Laurent, une portion au sud-est du quartier Ahuntsic, ainsi que la Côte Saint-Michel, la moitié des deux rangs de la Côte Notre-Dame-des-Vertus et la Côte Notre-Dame-de-Liesse. D'autres côtes, concédées entre 1722 et 1825, se grefferont à la paroisse Saint-Laurent, notamment la Côte Des-Bois-Francis, la Côte Saint-François et la Côte-de-Liesse.

Le territoire actuel de Parc-Extension se situait alors dans la partie sud-est de la paroisse Saint-Laurent³⁸ jusqu'à son annexion à la ville de Montréal, le 4 juin 1910. Les chemins de côtes (Côte Saint-Laurent et Côte de Liesse), devenus le boulevard Crémazie et actuelle limite nord du quartier Parc-Extension, séparaient les secteurs nord et sud de la paroisse. La limite sud se trouvait à peu près à la hauteur de la rue Jean-Talon, soit bien loin de la ville de Montréal d'alors, qui occupait le site du Vieux-Montréal d'aujourd'hui et ses environs, au pied de la rue l'actuelle rue Sherbrooke. La situation géographique de la paroisse de Saint-Laurent et du futur quartier Parc-Extension est présentée à la carte 2 de l'appendice 1, en page 85.

³³ Statistique Canada, 1698 — *Recensement de la Nouvelle-France (Population/Sexes/État de mariage)*, <http://estat.statcan.gc.ca/cgi-win/CNSMCGI.EXE>. (Consulté le 8 janvier 2011).

³⁴ *Livre Terrier de la Seigneurie de l'île de Montréal*, Archives de la Compagnie des Prêtres de St.-Sulpice, vol.1, 1700, http://www.sulpc.org/sulpc_univers_culturel_archives.php. (Consulté le 8 janvier 2011)

³⁵ Ce plan, intitulé *Description générale de l'Isle de Montréal divisée par costes* est reproduit dans l'ouvrage de Raymonde L'Italien, de Jean-François Palomino et de Denis Vaugeois, *La mesure d'un continent : atlas historique de l'Amérique du Nord, 1492-1814*, Québec, Éditions du Septentrion, 2007, p. 130-131.

³⁶ Ludger Beauregard, « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, no 73-74, 1984, p. 53.

³⁷ L'arpent est une ancienne mesure française équivalant à 58,5 m (1 arpent = 10 perches).

³⁸ H. W. Hopkins. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, Carte de la paroisse Saint-Laurent et Jacques Cartier county, BAnQ, 1879, plate 98.

L'aveu et dénombrement de 1731³⁹ recense 49 lots sur la Côte Saint-Laurent, dont deux appartenant aux Sulpiciens, seigneurs de l'Île : un lot réservé pour la première église et l'autre pour la construction de la future église de Saint-Laurent (située sur le site de l'église actuelle de Ville Saint-Laurent). Les lots se répartissent également au sud et au nord du chemin du Roy (25 au sud et 24 au nord). On rapporte la présence d'une maison en bois sur seulement 29 d'entre eux et de deux maisons en pierre dont l'une était située sur le terrain de l'église. On y apprend que la majorité des lots possèdent des bâtiments de ferme (grange et/ou étable) et que le territoire se compose de terres labourables et de prairies de proportions diverses.

Le territoire du quartier Parc-Extension se trouvait à l'extrémité nord-est de la Côte Saint-Laurent, au sud du chemin de côte (Boul. Crémazie)⁴⁰. En prenant le lot sur lequel se trouve l'église comme limite ouest du quartier – on présume que cette église se trouvait sur le terrain de l'actuel Centre Rockland – ce territoire comprenait une douzaine de concessions, dont 7 comportaient une maison. La surface de ces concessions était généralement de 3 arpents de largeur par 31 arpents de profondeur. Les patronymes des censitaires titulaires de ces concessions situées dans le secteur des quartiers Parc-Extension et Villeray étaient Moquin, Lavigne, Jarry, Gervais, Bertrand, Desbois, Aubert dit La Touche, Clérin, Parent, Rapidou dit Lamer, Bayard, et Laverdure.

De nouveaux propriétaires fonciers d'origine britannique

La Conquête britannique, confirmée par traité entre la France et l'Angleterre en 1763, introduit dans la colonie de nouvelles lois. Le régime de propriété auquel les Français du Canada étaient habitués, était jusqu'à ce moment le système seigneurial. La tenure seigneuriale ne concédait que l'usage de la terre (l'usufruit) en retour de certaines obligations (cens et rentes)⁴¹ et non la pleine propriété de la terre. Ce régime est remis en question puis rétabli par l'Acte de Québec de 1774. Le maintien du régime seigneurial contribue à préserver l'homogénéité des zones rurales. À Montréal comme ailleurs, notamment dans le secteur de Parc-Extension, les paysans francophones demeurent très largement majoritaires et la paroisse est pour eux le centre de la vie sociale. Par contre, ce système de tenure seigneuriale, avec ses rentes et droits à payer au seigneur, incite les colons d'origine britannique et américaine à s'établir dans les régions administrées selon le système anglais des cantons ou townships, dans des terres non concédées en seigneurie, dans les Cantons de l'est, les Laurentides et l'Outaouais. Ils sont en effet accoutumés à un régime de propriété libre de toute servitude. Les Montréalais d'origine britannique se concentrent aussi dans la ville, hormis certains

La propriété seigneuriale pose des obstacles majeurs à la spéculation foncière et au développement de l'industrie et des chemins de fer. Comme le réclamaient les hommes d'affaires et les industriels anglophones ainsi que par certains membres de l'élite francophone, ce régime fut finalement aboli par l'Assemblée législative du Canada-Uni, le 22 juin 1854, par l'adoption de la *Loi sur l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada*. Les intérêts des seigneurs furent cependant protégés. En effet, les

³⁹ Antoine Roy, *L'île de Montréal en 1731, aveu et dénombrement des Messieurs de St-Sulpice, seigneurs de Montréal*, Archives de la province de Québec, 1943, p. 150-153.

⁴⁰ Il est impossible de savoir avec exactitude où se termine le quartier Parc-Extension et où commence le quartier Villeray dans la Côte Saint-Laurent. On peut se supposer en se fiant à la carte de l'époque et au tracé des montés qui nous orientent dans la géographie du Montréal de l'époque, car la majorité de ces tracés existent encore aujourd'hui.

⁴¹ Le censitaire doit tenir feu et lieu, c'est-à-dire qu'il doit habiter sur sa terre. Il doit la défricher et l'exploiter, payer le cens et la rente, ce qui équivaut à un loyer annuel. Le droit du seigneur au cens et à la rente est perpétuel et en aucun cas rachetable. De plus, lors de la vente d'une concession, le seigneur charge à l'acheteur les lods et ventes, soit une taxe correspondant au douzième du prix de la vente. Les obligations et charges du censitaire et surtout les lods et ventes rendent impossibles la spéculation foncière ou un usage industriel de la terre.

censitaires occupant la terre furent obligés d'acquitter tous les cens et rentes en souffrance (ceux-ci portant intérêt) et verser en plus au seigneur une somme forfaitaire en compensation de la perte par ce dernier de son droit de percevoir les cens et rentes annuels.

L'île de Montréal constituait à ce titre un cas particulier parce que les droits seigneuriaux des Sulpiciens sur l'île de Montréal n'avaient jamais été reconnus après la Conquête par l'administration britannique, au prétexte que le véritable détenteur de ses droits était le Séminaire Saint-Sulpice de Paris. Les Sulpiciens durent donc, en échange de leur reconnaissance légale par la couronne britannique, se soumettre dès 1840 à une ordonnance les obligeant de permettre à leurs censitaires de libérer leurs terres des servitudes seigneuriales en rachetant leur droit aux cens et rentes. C'est pourquoi on constate des commutations de terres en franc-alleu roturier, c'est-à-dire affranchis de toute servitude, « délivrées aux acheteurs qui voulaient des titres de propriété clairs et nets, notamment les anglophones qui achetaient des anciens censitaires francophones »⁴².

Cette possibilité d'acquérir les terres en pleine propriété aura pour effet d'ouvrir le domaine agricole à la spéculation foncière et à l'urbanisation. Le Terrier de Montréal⁴³ (cartable 2, onglet 1) montre que des acheteurs d'origine britannique commencent à acquérir des terres autour des années 1840 dans le secteur de la côte Saint-Laurent. Ces terres achetées par les nouveaux venus sont rapidement commuées en tenure de franc-alleu roturier, ce qui les rend aptes au développement urbain. On constate aussi chez les nouveaux propriétaires une tendance à regrouper les terres pour constituer de grandes propriétés. La carte de Hopkins de 1879⁴⁴ montre, en page 85, le cadastre en indiquant les noms des propriétaires. On relève notamment parmi les grands propriétaires du secteur les noms de James Hutchison, A. Lalonde, et, particulièrement, de Stanley Bagg. Ce dernier était en effet un des très grands propriétaires terriens de l'île⁴⁵. Le Terrier nous apprend que durant cette période, ils achètent plusieurs terres dans le secteur de Villeray-Parc-Extension. Toujours selon la carte de Hopkins de 1879, environ le tiers des terres du secteur Villeray-Parc-Extension était possédé à cette époque par des citoyens portant un patronyme d'origine britannique.

On peut aussi y constater que Stanley Bagg possédait une large bande de terrain (lots 628) entre le chemin de fer de la QMO&O (Québec, Montréal, Ottawa et Occidental) et le boulevard Saint-Laurent, au sud du Chemin de la Côte Saint-Laurent, secteur où se trouve actuellement le parc Jarry. Finalement, cette carte indique que les principaux propriétaires du moment dans le secteur qui deviendra le quartier de Parc-Extension portent les noms de Bremner, Cowan, Lebeau, et Small (carte 3, appendice 1, page 86). Ces propriétaires terriens ont marqué le territoire en laissant pour plusieurs leur nom à une voie de circulation : une rue qui se trouvait dans le futur quartier Villeray a porté le nom de Bagg (puis de Baby), avant de devenir un tronçon de la rue Jean-Talon alors que l'actuelle rue Querbes, dans le quartier Parc-Extension, se nommait Bremner entre 1912 et 1927.

Le regroupement par acquisition de terres contiguës en propriétés plus vastes est souvent la marque de l'activité des spéculateurs fonciers. Cependant, nous n'avons pas le temps requis pour faire les vérifications nécessaires à fin d'être en mesure d'identifier les spéculateurs fonciers parmi les acheteurs de terres au cours de cette période.

⁴² Ludger Beauregard, « Outre mont Royal 1694-1875 », *Histoire Québec*, vol.8, no 2, 2002, p. 14-15.

⁴³ Archives de la Ville de Montréal, Fonds du séminaire de Saint-Sulpice, Terriers Saint-Laurent : Cadastres 810 à 871, P73,S1,D39.

⁴⁴ H. W. Hopkins, *Atlas of the City and Island of Montreal, Including the Counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, 1879, Plate 98.

⁴⁵ Pierre Landry, 'Stanley Clark Bagg', *Dictionnaire Biographique du Canada en ligne*, 1871-1888, Volume X, http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=4808&inter, (6 février 2011).

Quelques dates clés

Vers 1700 – Construction d’une chapelle

Toujours soucieux d’assurer le service religieux aux nouveaux colons, les Prêtres de Saint-Sulpice, font construire une première chapelle.

1722 : Création de la paroisse Saint-Laurent⁴⁶

Le 3 août 1722, la paroisse Saint-Laurent est officiellement créée par un arrêt du Conseil d’État du roi. Cependant, nous savons que les registres paroissiaux étaient déjà tenus depuis 1720. La paroisse existait donc dans les faits depuis cette année-là⁴⁷.

1735 : Inauguration de la nouvelle église paroissiale de Saint-Laurent

Cette église est située à l’emplacement de l’église actuelle, avenue Sainte-Croix. L’aveu et dénombrement de 1731 mentionne la présence d’une église vers le milieu de la côte Saint-Laurent, au sud du chemin de côte, ce qui correspond aux environs du Centre Rockland.⁴⁸

1781 – Un village commence à prendre forme autour de l’église paroissiale

Le village desservant les campagnes du secteur compte quatre habitations, d’une écurie et d’une boutique de forge.⁴⁹

1825 - La Côte Saint-Michel est retranchée et rattachée à la mission du Sault-au-Récollet⁵⁰

Abolie en 1847, le territoire est alors rattaché à la municipalité du comté de Montréal pour ensuite être rétablie en 1855.

⁴⁶ Serge Courville, dir., avec la collaboration de Jacques Crochetière, Philippe Desaulniers, Johanne Noël (coll.). 1988. *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle, 1825-1861. Répertoire documentaire et cartographique*, Québec, Les presses de l’Université Laval, 1998, p. 116.

⁴⁷ Serge Courville, dir., avec la collaboration de Jacques Crochetière, Philippe Desaulniers, Johanne Noël (coll.). 1988. *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle, 1825-1861. Répertoire documentaire et cartographique*, Québec, Les presses de l’Université Laval, 1998, p. 116.

⁴⁸ Antoine Roy, *L’île de Montréal en 1731, aveu et dénombrement des Messieurs de St-Sulpice, seigneurs de Montréal*, Archives de la province de Québec, 1943. p. 151.

⁴⁹ Déclaration du fief et seigneurie de l’Isle de Montréal. Au papier terrier du Domaine de Sa Majesté en la province de Québec en Canada, faite le 3 février par Jean Brassier, p.s.s. Dans Claude Perrault, *Montréal en 1781*, Montréal, 1969, p. 144.

⁵⁰ Serge Courville, dir., avec la collaboration de Jacques Crochetière, Philippe Desaulniers, Johanne Noël (coll.). 1988. *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle, 1825-1861. Répertoire documentaire et cartographique*, Québec, Les presses de l’université Laval, 1998, p. 116.

1845 - 1^{er} juillet - Le territoire de la paroisse Saint-Laurent devient la municipalité de paroisse de Saint-Laurent.

1840 – Fin graduelle du régime seigneurial à Montréal

Une ordonnance oblige les Sulpiciens, seigneurs de l'île de Montréal, de permettre à leurs censitaires de libérer leurs terres des servitudes seigneuriales en rachetant leur droit aux cens et rentes. Le gouvernement répond la pression des colons britanniques, habitués à des propriétés libres de toute servitude et du milieu des affaires. Le régime sera aboli ailleurs en 1854. Cela ouvre la voie à la spéculation foncière.

1845 – Érection civile de la municipalité de paroisse de Saint-Laurent

Le 1^{er} juillet 1845, le territoire de la paroisse Saint-Laurent devient la municipalité de paroisse de Saint-Laurent.

Années 1840 – 1880 – Acquisition de terres dans le secteur de la côte Saint-Laurent par des acheteurs d'origine britannique

Au cours de cette période, les Hutchison, Bagg, Bremner, Cowan, et Small achètent des terres sur le territoire du futur Parc-Extension, aux côtés d'une vieille famille de Saint-Laurent, les Lebeau, et les Lalonde.

5 AU TOURNANT DU 20^E SIÈCLE : LA VILLE S'ÉTEND

À la fin du 19^e siècle, la paroisse de Saint-Laurent est une belle campagne plutôt prospère, éloignée de la ville de Montréal, avec un village rassemblé autour de l'église et du Collège Saint-Laurent (inauguré en 1854), village qui deviendra plus tard Ville Saint-Laurent (carte 2, appendice 1). Cependant, des changements profonds se préparent : la population de l'île de Montréal double entre 1831 et 1861, passant de quelques 44 000 habitants à 90 000⁵¹. En 1891, elle est déjà passée à plus de 277 000 habitants⁵². La concentration de grandes étendues de terrain entre les mains de certains individus est aussi un signe annonciateur de changements tel que mentionné dans la section précédente. Sont exemplaires à ce titre les grands lots déjà possédés dans le secteur Villeray par A. Lalonde (lot 643), et S. C. Bagg (lot 642, emplacement du futur parc Jarry). Il en est de même dans le secteur de la Côte Saint-Louis, immédiatement au sud où P. Beaulieu (lot 10) et le même S. C. Bagg ont acquis de larges bandes de terrains (respectivement les lots 10 et 11) sur le site même de la gare du Mile End. Un peu plus loin, dans Hochelaga, Hogan & Beaufort sont les propriétaires des immenses terrains qui seront acquis par le CP pour y construire les usines Angus (carte 4, appendice 1, page 87). Sans avoir pu vérifier le nombre exact des terrains effectivement sous spéculation dans le secteur, nous savons cependant que S. C. Bagg, P. Beaulieu et Hogan & Beaufort étaient des investisseurs fonciers avisés.

L'arrivée du chemin de fer dans le secteur

Depuis le milieu du siècle, le progrès et la prospérité économique accompagnent le développement du réseau de chemins de fer. Pour de nombreuses localités, l'accès au train est l'enjeu du siècle. En plus des compagnies privées, les municipalités et les gouvernements investissent donc dans l'ouverture de nouveaux circuits ferroviaires. En 1875, la compagnie *Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Railway* (QMO&O) est créée par le gouvernement de la province de Québec⁵³ pour favoriser la mise en place d'un service ferroviaire reliant Saint-Jérôme à Montréal. Cette compagnie construit une voie de chemin de fer vers la rive nord, le long de la limite entre les futurs quartiers Villeray et Parc-Extension. Le service entre Hochelaga et Saint-Jérôme est inauguré la même année⁵⁴. La liaison entre Montréal et Hull est mise en service en 1877⁵⁵ alors que celle reliant Montréal et Québec l'est en 1879⁵⁶. Cette voie sera celle du « petit train du nord », mais elle formera aussi, dès 1885, un tronçon du chemin de fer transcanadien. En 1882, le gouvernement du Québec vend la section ouest du QMO&O au *Canadien Pacifique* (CP), compagnie incorporée en 1881 pour réaliser le projet fédéral de construction d'un chemin de fer transcanadien entre Montréal et Port Moody sur la Côte Ouest. Comme Montréal avait déjà été reliée en 1876 aux provinces maritimes par la construction du Chemin de Fer Intercolonial⁵⁷. Ainsi, Montréal et son port devenaient

⁵¹ Statistique Canada, Nouvelle-France, Bas-Canada, Québec, <http://www.statcan.gc.ca/pub/98-187-x/4064824-fra.htm> (6 février 2011).

⁵² Paul-André Linteau, 1992 *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. Montréal : Boréal, p. 40.

⁵³ Julie Duchesne, *Terminus ferroviaires et espace urbain : Le Canadien Pacifique et la transformation de l'est de Montréal, 1870-1915*, Mémoire de M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 2003, p. 45-54.

⁵⁴ Gilbert Cholette, *Le chemin de fer du Nord*, La Société d'Histoire de Chute aux Iroquois, Labelle 3^e édition septembre 2008, p. 11-12.

⁵⁵ Andrew Merrilees, 'Québec, Montreal, Ottawa & Occidental Railway later Canadian Pacific Railway Hochelaga Shops, Montreal, Que.', *The Railway Rolling Stock Industry In Canada - A History of 110 Years of Canadian Railway Car Building*, 2010, <http://www.nakina.net/other/builders/builders2.html#CPH>, (6 février 2011).

⁵⁶ *Ibid.*, p. 65.

⁵⁷ Wayne Timbers, *Le développement du transport à Montréal, 1820-1918*, Musée McCord d'Histoire canadienne, 2002, p. 9.

la plaque tournante de tout le réseau ferroviaire canadien, ce qui résultera en un développement urbain et industriel absolument remarquable.

La gare de triage d'Outremont, ainsi que la voie du *Chemin de fer Ontario Québec*, qui fait jonction avec celle de la QMO&O à la gare du Mile End, seront quant à elles mises en place au sud du secteur de Parc-Extension entre les années 1882 et 1891. En 1882, le gouvernement du Québec vend la section ouest du QMO&O au *Canadien Pacifique* (CP), compagnie incorporée en 1881 pour réaliser le projet fédéral de construction d'un chemin de fer transcanadien entre Montréal et Port Moody sur la Côte Ouest. La section de l'est de la QMO&O est quant à elle vendue le même jour à la *North Shore Railway*, une compagnie liée aux intérêts du Grand Tronc (En 1885, La North Shore Railway est finalement vendue elle aussi au CP)⁵⁸. Dans les années suivantes le CP prendra également le contrôle du Chemin de fer Ontario et Québec. En 1884, le Chemin de Fer Union Jacques Cartier rejoint le Chemin de fer QMO&O à la station Jacques Cartier, située à la limite sud des villages de Bordeaux et Ahuntsic, en traversant le territoire de Ville Saint-Laurent à partir du sud-ouest⁵⁹.

Notons que le tracé du nouveau chemin de fer de la MQO&O traverse en très grande partie des lots de terres dont les propriétaires portent un patronyme d'origine britannique. (Voir à ce titre, en page 87, la carte 4 de l'appendice 1 et la carte intégrale de Hopkins 1879 sous l'onglet 1 du cartable 4). Coïncidence? Voici la description que nous fournit Marie-Hélène Lachance (2009) des liens qui existaient entre les différents acteurs du développement du quartier Rosemont : « Les promoteurs ayant participé au développement de Rosemont font partie d'un petit groupe d'initiés gravitant autour des mêmes sphères d'activités. Les tractations financières et foncières dans lesquelles ils sont impliqués ainsi que leurs parcours professionnels révèlent des liens étroitement ficelés »⁶⁰. Dans le cas du secteur Villeray-Park-Extension, nous savons tout de même que S. C. Bagg, dont le nom apparaît très tôt dans les transactions enregistrées dans le Terrier, était bel et bien un investisseur foncier. De plus, le propriétaire d'une grande bande de terre située immédiatement au sud du secteur Villeray, dans la côte Saint-Louis, toujours sur le parcours de la voie ferrée, est nul autre que Pierre Beaubien, un autre grand propriétaire foncier montréalais de l'époque⁶¹. Une recherche plus poussée permettrait sans doute de mettre en lumière leurs liens avec les compagnies de transport ferroviaire et les promoteurs fonciers.

Compte tenu des transactions relevées dans le Terrier dès les années 1840, et des observations relevées sur la carte cadastrale de Hopkins de 1879, il est permis de formuler l'hypothèse que la phase initiale de spéculation foncière annonçant l'urbanisation de la paroisse de Saint-Laurent était probablement déjà engagée dès le milieu du 19^e siècle. Des recherches supplémentaires permettraient de vérifier et de documenter ce point.

Le tramway électrique rejoint la campagne du nord de l'île

Autre innovation de l'époque, le tramway électrique arrive dans le nord de l'île à partir de 1893⁶². La Montreal Park & Island Railway Company ouvre en effet une première ligne de tramway vers le nord de l'île, la ligne Back River (toponyme populaire anglais de

⁵⁸ Julie Duchesne, *Terminus ferroviaires et espace urbain : Le Canadien Pacifique et la transformation de l'est de Montréal, 1870-1915*, Mémoire de M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 2003, p. 45-54.

⁵⁹ Michael Leduc. 1994. *Montreal Island Railway Stations – CN & Constituent Companies*. Michael Leduc enr, DDO, Québec. p 57.

⁶⁰ Michael Leduc. 1994. *Montreal Island Railway Stations – CN & Constituent Companies*. Michael Leduc enr., DDO, Québec. p 57.

⁶¹ Jacques Bernier, 'Pierre Beaubien', *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, 1881-1890, Volume XI, <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?Bioid=39485&PHPSESSID=ijtn1ff5806b6h4t72ntjvne93>, (6 février 2011).

⁶² Robert Prévost, *Cent ans de transport en commun motorisé*, Les publications Proteau, Montréal, 1993, p. 99.

la rivière des Prairies). Cette ligne rejoignait le village d'Ahuntsic en suivant d'abord la montée du Sault (future rue Lajeunesse) à partir de Bélanger (alors rue Daniel) et Drolet (alors rue Cowan), puis en coupant en travers champs. Le circuit fut prolongé jusqu'au Sault au Récollet en 1894⁶³. (Voir cartable 3, onglet 2).

Ce fut un agent déterminant dans la transformation rapide du paysage rural de cette région en celui d'une banlieue en expansion. Ce moyen de transport pratique et abordable allait désormais permettre aux ouvriers d'éloigner leur résidence de leur lieu de travail, milieu souvent malsain et constitué de logements anciens et exigus. Mettant à contribution leur expérience des divers métiers de la construction, ils construisent souvent eux-mêmes leur maison, généralement des maisons en bois bon marché, ce qui était interdit par les normes d'urbanisme de la Ville de Montréal à cause du risque élevé d'incendie, mais cependant autorisé à l'extérieur de celle-ci. Les emplois, encore peu nombreux, se concentrent principalement en bordure de la voie ferrée et des lignes de tramway. Les emplois fournis par la cours de triage du CP, de petits ateliers et les carrières de Villeray attirent les ouvriers, les tailleurs de pierre, les commerçants et autres hommes de métier dans le secteur du futur quartier Villeray. Parmi ceux-ci, des Italiens, qui commencent à arriver à Montréal en grand nombre à partir de 1899. Plusieurs seront employés aux chemins de fer. Ils s'installent principalement dans le Mile-End, de part et d'autre de la voie du CP pour former un voisinage qui sera surnommé « La petite Italie »⁶⁴.

Avec l'arrivée des transports en commun, le coup d'envoi était donné à l'étalement urbain dans le nord de l'île. Toutefois, on constate qu'il est plus rapide dans les quartiers avoisinant le territoire du futur Parc-Extension que dans ce secteur lui-même. Le fait pour le secteur soit déjà enserré par des voies ferrées au sud et à l'est peut expliquer ce retard dans son développement (tramway, entreprises, commerces) et l'établissement de la population.

De nouveaux villages et villes

Ces moyens de transport reliant la ville à ses campagnes de l'île a un impact important sur leur développement. Les secteurs de la paroisse Saint-Laurent nouvellement desservis par le tramway, voient se former des agglomérations de nouveaux arrivants qui s'étendent rapidement à partir des noyaux préexistants, comme le village Saint-Laurent, situé dans le secteur de la Côte Vertu (secteur à l'ouest de ce qui deviendra Ville Mont-Royal) et le secteur de l'hôtel Vervais (Bougie's Corner), situé à l'intersection du Chemin du Sault (Lajeunesse) et du Chemin Vervais (Anciennement Chemin de la Côte Saint-Laurent, futur boulevard Crémazie). Pour pouvoir se doter des infrastructures essentielles que sont les égouts, les rues, les trottoirs, l'éclairage, etc., ces bourgs doivent s'incorporer en municipalités. C'est ainsi qu'en 1893, le village formant le centre urbain de la paroisse Saint-Laurent, se détache de la municipalité de paroisse et obtient le statut de ville sous le nom de « Ville Saint-Laurent ». C'est ce que fera aussi le village de Villeray, en 1896.

Le secteur du futur quartier Parc-Extension, enserré à l'est et au sud par le chemin de fer et la cour de triage du CP, demeure à l'extérieur de cette dynamique. Il ne se développera pas autour du tramway comme ce fut le cas pour les quartiers voisins. Au contraire, le tramway arrivera dans le quartier bien plus tard, suite aux demandes de ses résidents.

⁶³ Archives de la STM, trajets provenant du CD de Jacques Pharand, Trajet 24.

⁶⁴ Michel Benoît et Roger Gratton, *La Cité du Nord*, Montréal, Ville de Montréal, chapitre 9, coll. « Pignons sur rue », 1983, p. 255.

Quelques dates clés

1876 – Construction première infrastructure ferroviaire du secteur, un chemin de fer reliant Montréal à Ottawa

La compagnie Quebec, Montreal, Ottawa et Occidental Railway (QMO&O) fait passer une première voie ferrée le long de la limite entre les futurs quartiers Villeray et Parc-Extension.

1886 – Inauguration du chemin de fer Transcanadien entre Montréal et Port Moody, près de Vancouver, qui traverse le secteur

Au mois de juin 1886, les trains en route pour Port Moody, situé sur la rive de l’océan Pacifique non loin de Vancouver, commencent à circuler dans le secteur du futur quartier Parc-Extension⁶⁵.

1893 – Ouverture de la ligne de tramway Back River

En 1893, la Montreal Park & Island Railway Company ouvre une première ligne de tramway vers le nord de l’île (Rivière des prairies ou Back River), en suivant d’abord la montée du Sault (future rue Lajeunesse).

1893 – Naissance de Ville Saint-Laurent

En 1893, le centre urbain de la paroisse Saint-Laurent, se détache de la municipalité de paroisse et obtient le statut de ville sous le nom de « Ville Saint-Laurent ».

1895 – Ouverture de la ligne de tramway Cartierville

En 1895, la Montreal Park & Island met en service la ligne de tramway Cartierville, seconde ligne vers le nord, reliant le quartier Côte des Neiges et le village de Saint-Laurent. Cette ligne sera rapidement prolongée jusqu’à Cartierville.

⁶⁵ J. Lorne McDougall, *Le canadien pacifique. Brève histoire de la compagnie de chemin de fer canadien du pacifique*, Les Presses de l’université de Montréal, Montréal.1968 p. 77.

6 NAISSANCE DE PARC-EXTENSION : UN PROJET SPÉCULATIF (1907-1910)

La Cité du nord

Le quartier de Parc-Extension naît à une époque pendant laquelle Montréal connaît une croissance extraordinaire comme le décrit l'historien Paul-André Linteau : « La population triple entre 1881 et 1911 : celle de la ville passant de 140 747 hab. à 467 986 hab., celle de l'agglomération de 170 745 hab. à 528 397 hab. S'appuyant sur le port et les chemins de fer, sur une base industrielle diversifiée et sur de nombreuses institutions financières, l'économie de la ville est en expansion. Montréal est alors au faîte de sa puissance comme métropole du Canada.»

Les nouveaux résidents affluent dans les territoires récemment reliés à la ville par le train et le tramway. Ces nouveaux pôles d'urbanisation attirent aussi des promoteurs immobiliers qui voient dans ces secteurs des occasions d'affaires. L'histoire est la même pour les quartiers voisins de Parc-Extension, comme Villeray et Rosemont, mais aussi du Plateau Mont-Royal et de Maisonneuve. Les spéculateurs font l'acquisition de terres agricoles, et procèdent à leur lotissement pour les revendre. La carte de Hopkins de 1879⁶⁶ (carte 4, appendice 1) montre que des lotissements existaient déjà avant même l'arrivée du tramway dans le secteur de Villeray, le long du Chemin Saint-Laurent (futur boulevard Saint-Laurent). Le développement urbain du nord de l'île s'accéléra après l'arrivée du tramway, à tel point que ce secteur sera surnommé « la Cité du Nord »⁶⁷.

Cependant, séparé de Villeray et d'Outremont par la voie ferrée et la cour de triage du CP, le secteur du futur quartier de Parc-Extension a échappé à l'effervescence immobilière qui anime Villeray depuis déjà plus de dix ans. Il semble bien que dès le départ, ce secteur soit destiné à subir les effets du développement environnant plutôt que d'en profiter.

Le promoteur : La Park Realty Company of Montreal Ltd.

En 1907, la *Park Realty Company of Montreal Ltd.* jette les bases du futur quartier Parc-Extension lorsqu'elle acquiert les lots nos 636, 637 et 638, localisés le long de la voie ferrée du CP, à l'extrémité sud-est du futur quartier⁶⁸. La carte de la figure 4, page 87, montre la localisation de ces premiers lots acquis par le promoteur. Le nom de Parc-Extension attribué au projet dès ses tous débuts, origine probablement du fait qu'il se situe dans « le prolongement de l'avenue du Parc » (*Park Avenue extension* en anglais)⁶⁹. Plusieurs autres compagnies de promoteurs et entreprises immobilières gravitaient autour de la *Park Realty Company of Montreal*, dont la *Tayside Realty Company*, la *Birnam Company*, et la *Findlay Realty Company*. Au cœur de ce réseau de compagnies, et impliqué de diverses façons dans chacune d'entre elles se trouve un financier du nom de John Findlay. Nous ne sommes pas parvenus à retrouver la biographie de cet homme qui présida à la formation du Quartier Parc-Extension. Nous ne sommes pas plus en mesure d'expliquer les relations qui existaient entre les différentes compagnies dont on voit apparaître le nom à un moment ou à un autre et le rôle joué par chacune d'elle.

⁶⁶ Hopkins, H. W. *Atlas of the City and Island of Montreal, Including the Counties of Jacques Cartier and Hochelaga*. 1879, Plate 98.

⁶⁷ Michel Benoît et Roger Gratton. *La Cité du Nord*, Chapitre 9, coll. 'Pignons sur rue', 1983, p. 249-271.

⁶⁸ Julie Giguère, *Les débuts de Parc-Extension : 1907-1914*, Comité d'action de Parc-Extension, Septembre 2003. p. 5.

⁶⁹ Charles Edward Goad, *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1911, Vol. VI, Plate 435.

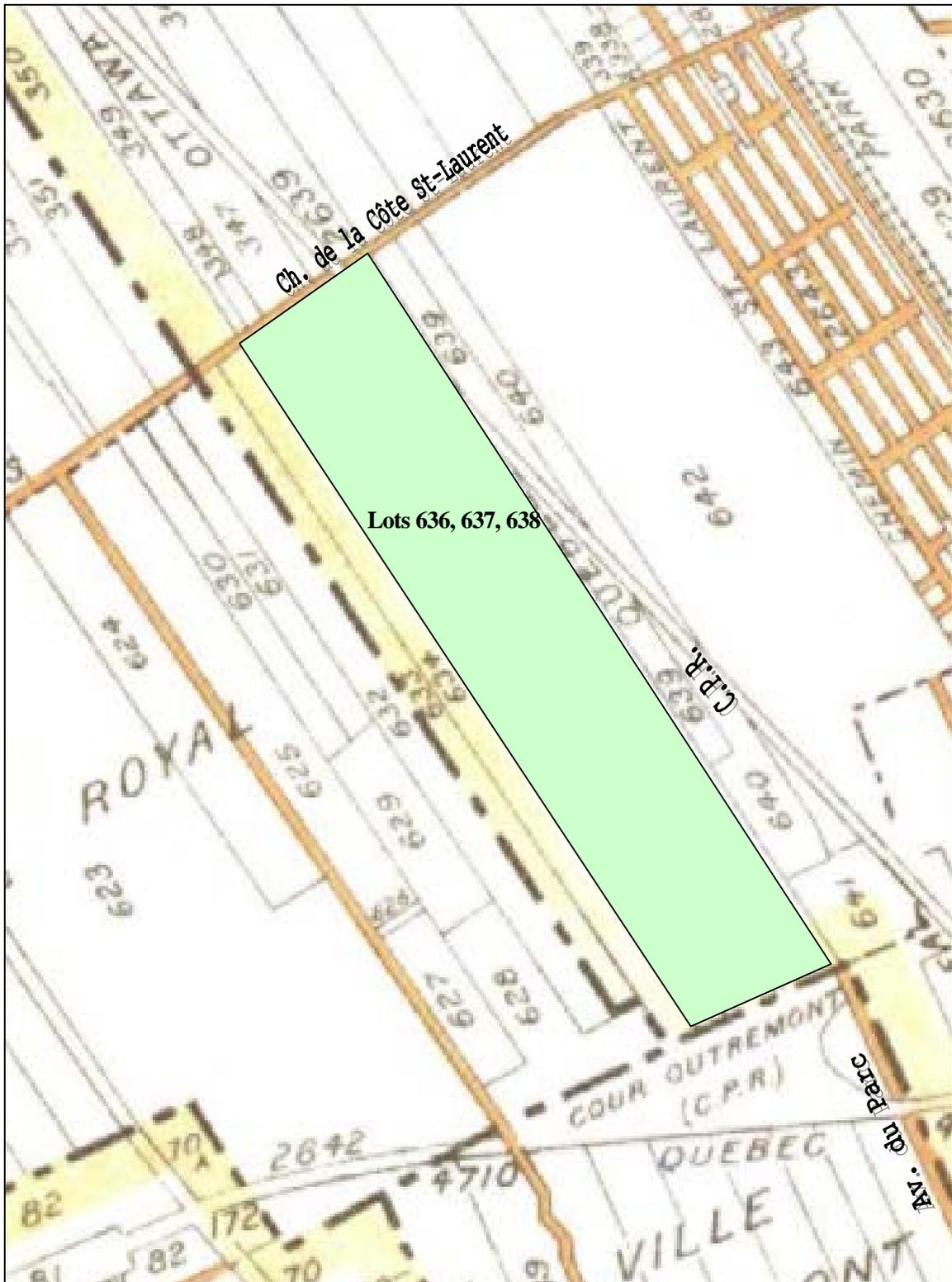


Figure 4 : Emplacement des lots 636, 637 et 638, achetés en 1907 et 1908 par la Park Realty Ltd dans le prolongement de l'avenue du Parc.. KIRK, Thomas. *L'île de Montréal* constituant les comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier et la cité de Montréal construite d'après les plans du cadastre, Montréal : Service du cadastre, 1915, image 2.

La stratégie du promoteur

Qu'est-ce qui a pu inciter les promoteurs à acheter des terres qui n'étaient pas desservies par le tramway et qui étaient séparées du développement du secteur Villeray par une voie ferrée? Espéraient-ils profiter de l'attraction que la proximité de la cour de triage du CP exercerait sur les entreprises? Comptaient-ils sur une arrivée prochaine du tramway dans le secteur? Julie Giguère (2003) rapporte à cet égard que pendant les tractations qui ont précédé l'annexion de Parc-Extension et du Village de Bordeaux au nord, la Ville de Montréal a fourni l'assurance que ces nouveaux territoires seraient rapidement reliés au réseau du tramway⁷⁰. Toutefois, le tramway est arrivé dans le quartier plus de 10 ans après, soit en 1920, probablement lorsque le nombre de résidents l'a justifiée⁷¹.

L'intérêt des promoteurs est de valoriser leurs terrains en y aménageant les infrastructures nécessaires à leur urbanisation. Or, tant que ces terres se trouvent dans un territoire rural, les coûts importants des infrastructures doivent être supportés par les propriétaires. Pour se décharger de cette dette, les promoteurs recherchent soit l'obtention d'une charte municipale, soit l'annexion à Montréal. De cette façon, ce sont les contribuables qui financent les infrastructures nécessaires au lotissement et à la mise en valeur des terrains des promoteurs.

Les circonstances du moment sont propices: Montréal connaît une expansion démographique sans précédent et les élus de Montréal sont favorables aux annexions. Déjà au tournant du siècle, le maire nouvellement élu Raymond Préfontaine (maire de 1898 à 1902) déclarait: « Enfin, le moment est arrivé d'étudier et de réaliser le plus tôt possible l'annexion des municipalités de l'île de Montréal adjacentes à notre cité, dont elles font virtuellement et géographiquement partie, au point que leurs limites se définissent très difficilement. Cette question s'impose à l'attention des citoyens de Montréal et également de ces municipalités. [...] Quant à l'annexion des municipalités voisines, un comité spécial s'occupe sérieusement à étudier cette question et à discuter avec les conseils intéressés, les bases sur lesquelles cette annexion peut s'opérer. Le projet a déjà fait beaucoup de progrès et semble être sur le point de se réaliser »⁷².

De même, le conseiller Arsène Lavallée, élu pour une sixième fois dans la Lafontaine, continue de croire que Montréal peut rattraper New York, et que la seule façon d'y arriver c'est par l'annexion des municipalités suburbaines. Le maire de Montréal, James John Edmund Guérin (1910-1912), poursuivant le même objectif, met sur pied une Commission spéciale chargée du dossier des annexions. Comme l'explique Linteau: « les municipalités à l'aise s'offusquent de cette gourmandise, de cette boulimie! [...] Mais Ahuntsic doit 100 000 \$; Bordeaux en doit 84 000 \$; Ville-Émard, 327 000 \$; Ville Saint-Paul, 374 000 \$; la Longue-Pointe 360 000 \$; Notre-Dame-de-Grâce, 1 145 000 \$. [...] Ces municipalités ont besoin d'ouvrir, d'élargir, de prolonger ou de macadamiser des rues, de construire des égouts, des conduites d'eau et des trottoirs, et leur pouvoir d'emprunt est épuisé »⁷³.

Par ailleurs, les intérêts des promoteurs sont bien représentés au conseil municipal. Linteau (1998) note en effet que les hommes d'affaires représentent 73 % des élus municipaux entre 1880 et 1914 et que les courtiers et entrepreneurs en construction y sont bien représentés⁷⁴. L'exemple d'Ucal-Henri Dandurand⁷⁵ est frappant: l'un des

⁷⁰ Julie Giguère, *Les débuts de Parc-Extension : 1907-1914*, Comité d'action de Parc-Extension, Septembre 2003. p. 7-8.

⁷¹ Archives de la STM, trajets provenant du CD de Jacques Pharand, Trajet 76.

⁷² J. Cléophas Lamothe, *Histoire de la corporation de la cité de Montréal depuis son origine jusqu'à nos jours*, Montreal printing and publishing company, limited, Montréal, 1903. p. 182.

⁷³ Robert Rumilly, *Histoire de Montréal*, Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1969, p. 416.

⁷⁴ Paul-André Linteau, « Le personnel politique de Montréal, 1880-1914 : évolution d'une élite municipale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, no 2, 1998, p. 13.

plus importants promoteurs de Montréal et constructeur de Rosemont, il est élu échevin dans Saint-Jacques en 1910 et il est membre de la commission municipale « Montréal Agrandi » mise sur pied pour convaincre les municipalités de l'île de s'annexer à Montréal⁷⁶. De plus, en cette période de développement effréné, la propriété foncière est l'investissement de choix pour tout individu disposant d'un capital.

Julie Giguère (2003), décrit les tractations menées par le promoteur de Parc-Extension pour en arriver à l'annexion de ses terrains par la ville de Montréal en 1910. Elle nous apprend que par une résolution datée du 2 décembre 1907, la municipalité de la paroisse Saint-Laurent accorde des allègements de taxe foncière au promoteur. L'évaluation des propriétés résidentielles devait être gelée pour 10 ans et un congé de taxe de 20 ans était accordé aux manufactures⁷⁷. De son côté, Robert Rumilly (1969) écrit ce qui suit à propos des négociations de la Park Realty avec la paroisse Saint-Laurent : « La compagnie a l'habileté – élémentaire et traditionnelle – de se faire représenter par un avocat 'de la place' et bien en cours, Philémon Cousineau, qui a ses grandes entrées devant le conseil »⁷⁸. On n'aurait pas pu mieux dire. En effet, Me Philémon Cousineau avait été maire de la ville de Saint-Laurent de 1905 à 1909⁷⁹, et son frère, Gervais Cousineau, avait lui-même été maire de la municipalité de paroisse Saint-Laurent de 1906 à 1908⁸⁰. (Il faut prendre garde de ne pas confondre cette dernière avec la première). Apparemment, Me Cousineau a su satisfaire tout le monde parce que le procès-verbal du 4 juillet 1910 de l'assemblée du conseil de la municipalité de Saint-Laurent signé par le maire Laurent Jasmin, fait mention d'une résolution visant à adresser les remerciements du Conseil à Me Philémon Cousineau pour ses bons offices au cours des négociations avec la ville de Montréal⁸¹. Toutefois, nous ne connaissons pas le rôle exact joué par Me. Philémon Cousineau au cours des tractations qui ont précédé l'annexion des terrains de la *Park Realty Company of Montreal Ltd* par la ville de Montréal ni pourquoi le maire Jasmin tient à le remercier.

De son côté, la ville de Bordeaux, une municipalité créée en 1898 au bord de la Rivière des Prairies à l'ouest d'Ahuntsic, souhaite accélérer sa croissance en étant reliée à Montréal par le tramway. Pour ce faire, elle doit demander à être annexée à Montréal. Julie Giguère (2003) cite cet extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil de cette ville tenue le 9 février 1910 :

« Attendu que les intérêts de la ville de Bordeaux sont de s'annexer le plus tôt possible à la cité de Montréal; Attendu que le service de tramway en ligne directe que telle annexion donnerait immédiatement serait un avantage primordial pour cette localité; Attendu que notre municipalité jouirait en outre immédiatement de tous les avantages et protections dont jouissent les habitants d'une grande ville; que demande soit faite à la législature de la province de Québec [...]. »⁸²

Cependant, son territoire est séparé de la Cité de Montréal par des terrains appartenant à la paroisse Saint-Laurent. Pour arriver à ses fins, elle doit donc s'associer avec celle-ci

⁷⁵ Centre d'histoire de Montréal, Ucal-Henri Dandurand,

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2497,3090497&_dad=portal&_schema=PORTAL, (18 janv. 2011).

⁷⁶ Archives de Montréal, Rapport annuel du Greffier de la Ville pour l'exercice de 1910, p. 33.

⁷⁷ Julie Giguère, *Les débuts de Parc-Extension : 1907-1914*, Comité d'action de Parc-Extension, Septembre 2003, p. 5.

⁷⁸ Robert Rumilly, *Histoire de Montréal*, Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1969, 152-153.

⁷⁹ Il sera élu député de Jacques Cartier en 1908, et 1912, professeur à la faculté de droit l'université Laval à Montréal puis juge à la cour supérieure en 1920.

⁸⁰ 'Rue Cousineau', *Les rues de Saint-Laurent. Répertoire toponymique*,

<http://mesancetres.ca/pages.php?section=6&lang=fr&texte=80> consultée, (18 janvier 2011).

⁸¹ Société d'histoire de Parc-Extension, Séance ou assemblée générale du 4 juillet 1910.

⁸² Archives de Montréal, collection Bordeaux, Doc. 177-1-4-5, cité dans : Julie Giguère, *Les débuts de Parc-Extension 1907-1914*, RAMPE, Septembre 2003, p. 7.

(et avec la Park Realty) afin que les territoires de la paroisse Saint-Laurent qui la séparent de Montréal soient également annexés. John Findlay et la Park Realty sauront utiliser cette situation pour obtenir l'annexion de leurs terrains par la Cité de Montréal. On les voit même participer activement aux négociations avec la Cité de Montréal sur le même pied que les deux administrations municipales concernées, allant même jusqu'à formuler leurs conditions à la commission montréalaise dans une lettre datée du 15 mars 1910 (à la demande de cette dernière, selon la lettre). Cela en dit long sur la "privatisation" de fait des administrations municipales qui avait cours à l'époque. Ainsi, lorsque le 4 mars 1910 les représentants de la ville de Bordeaux se présentent devant la Commission montréalaise chargée des dossiers d'annexion pour discuter des conditions d'annexion de leur municipalité, elle est accompagnée de John Findlay et George Ball de la Park Realty. Julie Giguère ne mentionne pas la présence des représentants de la paroisse Saint-Laurent⁸³.

Dans cette lettre datée du 15 mars 1910 adressée à la commission spéciale "Annexion" du conseil de la Cité de Montréal (cartable 2, onglet 2), la Park Realty Co., énonce les conditions qu'elle pose pour une annexion à l'amiable de ses terrains par la Cité de Montréal⁸⁴. Parmi ces conditions, on retrouve :

- le respect des ententes conclues entre la Park Realty et la paroisse de Saint-Laurent (document notarié annexé à la lettre que nous n'avons pas pu consulter);
- le remboursement des coûts d'installation d'une conduite d'aqueduc installés le long du prolongement de l'avenue du Parc;
- que Montréal garantisse l'installation des infrastructures urbaines tels l'aqueduc, les égouts, l'éclairage et l'entretien des rues dans le développement de Park Avenue Extension à mesure que celui-ci s'étendra;
- que Montréal procède immédiatement au macadamisage (revêtement) de la rue Beaumont sur toute sa longueur et à celui du prolongement de Park Avenue jusqu'à la rue Abraham;
- que Montréal fasse les arrangements nécessaires avec la Montreal Water & Power Company, compagnie détenant la franchise pour la fourniture de l'eau, pour assurer la fourniture d'eau dans le nouveau territoire;
- et, comme nous le verrons plus loin, un dernier point important : que la Cité de Montréal oblige (*to compell*) la Montreal Street Railway (une compagnie privée détenant une franchise exclusive) à allonger la ligne de tramway de Park-Avenue vers le nord de façon à desservir les terrains de la compagnie en passant par la rue King-Edward (devenue Bremner, puis Querbes) dont la largeur a été portée à 80 pi.

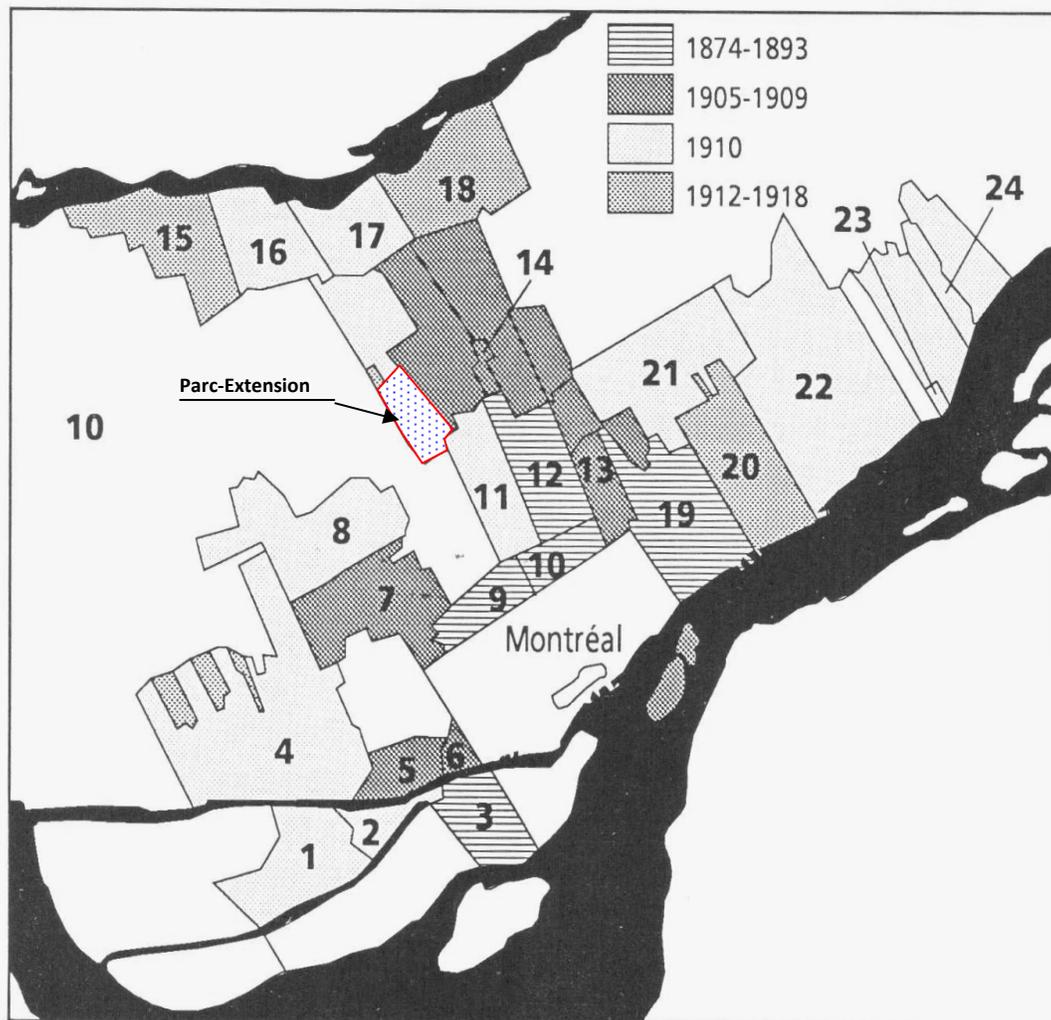
Finalement, par l'effet d'une loi sanctionnée le 4 juin en 1910 par le parlement de la province de Québec⁸⁵, le secteur de la paroisse de Saint-Laurent développé par la Park Realty Co. est annexé à la Cité de Montréal en même temps qu'une autre partie de cette paroisse située au nord du chemin Vervais (anciennement Chemin de la Côte Saint-Laurent, futur boulevard Crémazie) et que la ville de Bordeaux, Ces territoires formeront désormais le quartier Bordeaux de Montréal. En cette seule année 1910, Montréal absorbe un total de 11 municipalités. La figure 5, page suivante, montre les territoires annexés par la Cité de Montréal entre 1874 et 1918 (Linteau, 1991).

⁸³ Julie Giguère, *Les débuts de Parc-Extension 1907-1914*, RAMPE, Septembre 2003, p. 9.

⁸⁴ Archives de Montréal, Park Realty Company of Montreal Ltd., 15 mars 1910.

⁸⁵ Archives de Montréal, Amendements à la charte de la Cité de Montréal, 4 juin 1910.

Le mouvement d'annexion à Montréal



- | | | |
|--------------------------|-------------------------|----------------------|
| 1- Ville-Émard | 9- Parc du Mont-Royal | 17- Ahuntsic |
| 2- Côte-Saint-Paul | 10- Saint-Jean-Baptiste | 18- Sault-au-Récolet |
| 3- Saint-Gabriel | 11- Saint-Louis | 19- Hochelaga |
| 4- Notre-Dame-de-Grâce | 12- Côte-Saint-Louis | 20- Maisonneuve |
| 5- Saint-Henri | 13- DeLorimier | 21- Rosemont |
| 6- Sainte-Cunégonde | 14- Villeray | 22- Longue Pointe |
| 7- Notre-Dame-des-Neiges | 15- Cartierville | 23- Beaurivage |
| 8- Côte-des-Neiges | 16- Bordeaux | 24- Tétéraultville |

Figure 5 : Territoires annexés par la Cité de Montréal entre 1874 et 1918. Source : Linteau, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. Boréal, 1991, p. 207. (Dessin surimposé par l'auteure).

Les paragraphes de la loi concernant les conditions de l'annexion et de création du nouveau quartier Bordeaux sont énoncés comme suit⁸⁶ :

Territoire

« j. Sont annexés et forment un quartier sous le nom de « quartier Bordeaux » [...]

I. La ville de Bordeaux [...]

II. La partie de la paroisse Saint-Laurent comprenant les lots des plans et livre de renvoi officiel de la paroisse de Saint-Laurent, numéros 341,342,343, 343A, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 635, **636**, **637**, partie de **638**, partie de 639, partie de 640, partie de 641, partie de 642, lesdites parties de lots bornées au nord-est par le chemin de fer Canadien du Pacifique, au sud-est par les limites de la cité de Montréal et la ville d'Outremont, au sud-ouest par le lot du cadastre numéro 634 des plans et livre de renvoi officiel de la paroisse Saint-Laurent, au nord-ouest par le chemin de la Côte Saint-Laurent [...]. »

Évaluation foncière des terres en culture et taxation des agriculteurs

« [...] Les terres en culture dans le dernier territoire actuellement détaché de la paroisse Saint-Laurent, et tant qu'elles resteront entre les mains de leurs détenteurs actuels ou qu'elles n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir, ne devront pas être évaluées pendant une période de cinq ans à plus de 100 piastres l'arpent. Les cultivateurs dudit territoire ne seront pas non plus astreints à aucune taxe générale ou spéciale pour les chevaux ou bêtes à cornes qu'ils garderont dans ledit territoire durant ladite période de cinq ans, à dater de la mise en vigueur de l'annexion [...]. »

Liquidation des actifs et des dettes

« [...] La paroisse de Saint-Laurent sera chargée, au moment de l'annexion, du passif, des dettes et autres obligations affectant ledit territoire, imposées par elle pour ses propres fins et pour des fins de comté, mais aux fins d'aider ladite paroisse de Saint-Laurent et à titre de compensation pour assumer telles autres dettes et obligations affectant ledit territoire, la cité de Montréal paiera dans les trente jours suivants l'entrée en vigueur de ladite annexion la somme de 4000 piastres à ladite corporation de la paroisse de Saint-Laurent [...] ⁸⁷. »

Compensation versée à la Park Realty Co. pour les conduites d'eau

« [...] Dans les trente jours après l'entrée en vigueur de la présente loi, a cité paiera à la *Park Realty Company of Montreal Ltd.* 4262 piastres, représentant pour ladite compagnie le coût des conduites d'eau principales, placées dans le territoire annexé dans la rue Belmont, en allant à l'ouest jusqu'au prolongement de l'avenue du Parc et dans le prolongement de l'avenue du Parc, en allant au nord jusqu'à la rue Abraham [...]. »

⁸⁶ Archives de Montréal, Amendement à la chartre de la Cité de Montréal, 4 juin 1910, Montréal. Chapitre 48, p. 18-21.

⁸⁷ Voir à ce titre le procès-verbal de la réunion du 4 juillet 1910 du conseil municipal de la paroisse Saint-Laurent, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Explication du procès-verbal du 4 juillet 1910 de la municipalité de Saint-Laurent quand à l'annexion.

Services municipaux à pourvoir par la cité de Montréal

« [...] La cité fera des arrangements pour continuer de fournir l'eau aux habitants du territoire annexé, à compter du 30 juin 1910 inclusivement, date à laquelle le contrat pour l'approvisionnement de ladite eau doit expirer. La cité construira, dans le territoire annexé, un tuyau d'égout le long de la rue Beaumont, sur toute sa longueur et le long du prolongement de l'avenue du Parc, en allant au nord jusqu'à la rue Abraham, et macadamisera lesdites rues ou parties de rues, dans les deux ans à compter de l'adoption de la présente loi, pour le prolongement de l'avenue du Parc [...]. »

« [...] La cité devra, dans le territoire annexé, éclairer la rue Beaumont dans toute sa longueur durant le cours de l'année courante et le prolongement de l'avenue du Parc, ainsi que l'avenue Vendôme dans les deux ans à compter de l'adoption de la présente loi. Les susdites obligations de la Cité seront sujettes à la condition que la compagnie remette à la Cité, libre de toute charge, toutes les rues présentement existantes dans le territoire annexé, en allant vers le nord jusqu'à la rue Abraham [...]. »

Comme on peut le voir, les conditions de la Park Realty telles qu'énoncées dans sa lettre du 15 mars 1910 sont textuellement reprises dans le texte de la loi, ce qui montre bien l'efficacité des démarches effectuées par John Findlay et ses associés. On notera cependant qu'il n'est pas fait mention de la prolongation de la ligne de tramway. La figure 6 de la page suivante montre le nouveau quartier Bordeaux formé par l'effet de la loi précitée.



Figure 6 : Étendue du nouveau quartier Bordeaux formé lors des annexions de 1910. Fond de carte tiré de KIRK, Thomas. L'île de Montréal constituant les comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier et la cité de Montréal construite d'après les plans du cadastre, Montréal : Service du cadastre, 1915, image 2. (Dessin des limites du quartier par l'auteur).

Quelques dates clés

1907 – Achats des premiers terrains par la Park Realty Co.

En 1907, la Park Realty Company of Montreal Ltd. acquiert les lots nos 636, 637 et 638, localisés le long de la voie ferrée du CP, à l'extrémité sud-est du futur quartier. Plusieurs autres compagnies immobilières seront associées à la vente, autour du financier John Findlay.

1907 – 2 décembre. Des allègements fonciers pour la Park Realty

La municipalité de la paroisse Saint-Laurent accorde des allègements de taxe foncière à la Park Realty. L'évaluation des propriétés résidentielles devait être gelée pour 10 ans et un congé de taxe de 20 ans était accordé aux manufactures.

1910 – 9 février. La ville de Bordeaux demande son annexion à Montréal

Résolution du conseil de la ville de Bordeaux manifestant son intention de demander son annexion afin d'être reliée au réseau de transport par Tramway. John Findlay et la Park Realty profitent de cette situation pour obtenir l'annexion de leurs terrains située entre Bordeaux et Montréal.

1910 – 15 mars. La Park-Realty Co. pose ses conditions

La Park Realty énonce les conditions qu'elle pose pour une annexion à l'amiable de ses terrains par la Cité de Montréal.

1910 – 4 juin. Annexion du secteur de Park Avenue Extension à la Ville de Montréal, dans le nouveau quartier Bordeaux

Sanction par le parlement de la province de Québec de la loi amendant la chartre de la cité de Montréal pour annexer le secteur de la paroisse de Saint-Laurent développé par la Park Realty Co., en même temps qu'une autre partie de cette paroisse et que la ville de Bordeaux. Ces territoires formeront désormais le quartier Bordeaux de Montréal.

7 UNE BANLIEUE EN FORMATION : DES DÉBUTS DIFFICILES (1910-1919)

La planification du territoire par le promoteur

L'année 1910 marque les débuts du développement du territoire comme partie de la ville de Montréal. Ce sont les promoteurs qui sont à l'origine du lotissement du territoire et du tracé actuel des rues. En cela, ils ont simplement suivi le cadastre original et tracé les rues dans le prolongement des rues existantes dans les secteurs adjacents d'Outremont au sud et de Villeray à l'est, ignorant la barrière physique représentée par la voie ferrée et la cour de triage du CP qui bordait leur lotissement au sud et à l'est. Le projet se développa du sud vers le nord, à partir de la rue Beaumont. Les plans les plus anciens du projet que nous avons consultés montrent que des lots ont dès le début été réservés par les promoteurs pour l'aménagement de 3 parcs⁸⁸.

Notre recherche montre qu'en plus de la Park Realty, premier acheteur des terrains, plusieurs autres compagnies sont entrées en scène durant cette période, à titre d'agents de vente, d'intermédiaires financiers et autres. En témoigne la toponymie des rues antérieure aux années 1925-1927, laquelle évoque les noms de certaines de ces diverses compagnies comme les avenues Birnam et Ball (Birnam Co. et Ball Real Estate). Notre recherche a retrouvé les traces de certaines des transactions intervenues entre ces diverses compagnies apparemment liées entre elles et portant sur des lots de terrains du projet Park Avenue Extension. Cependant, un individu demeure central au cours de la période de développement de Park Avenue Extension : John Findlay. Ce personnage demeure plutôt énigmatique puisque nous ne sommes pas parvenus à retrouver sa biographie.

Julie Giguère (2003), qui a consulté les rôles d'évaluation foncière relatifs aux années 1910 à 1912, nous apprend ce qui suit sur le développement du projet au cours de ces années⁸⁹ :

- En 1910, on compte 108 bâtiments, dont une église anglicane érigée par la Mission St. Cuthbert⁹⁰. On note que 139 lots ont été vendus à un intermédiaire du nom de James A. Brook. Une école préexistante au projet et appartenant à la commission scolaire de la paroisse St-Laurent (lot 635), située au coin de Wiseman et de la Côte Saint-Laurent (aujourd'hui boulevard Crémazie), est également portée au rôle d'évaluation de 1910.
- En 1911, on compte 141 bâtiments. La Findlay & Howard Ltd, a acquis 223 terrains pour la revente. La Belgo Canadian Pulp and Paper Company Ltd., achète quelques terrains sur les lots (638-69, 84, 85, 86 et 70). Le Protestant School Board a acquis les terrains qui seront occupés plus tard par l'école Barclay. La mission St. Cuthbert érige une autre église sur l'avenue Ogilvie^{91 92 93}.

⁸⁸ Charles Edward Goad, *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Vol. III, 1914, Plates 339 et 342.

⁸⁹ Julie Giguère, *Les débuts de Parc-Extension 1907-1914*, RAMPE, Septembre 2003, pp. 10-12.

⁹⁰ Une carte de 1911 montre une église de bois identifiée à la mission St-Cuthbert au coin de Beaumont et King-Edward (devenu par la suite Bremner, aujourd'hui Querbes). Réf. : Charles Edward Goad, *Insurance plan of City of Montreal*, Vol. VI, 1911. Plate 435. (Voir cartable 3, onglet 1). Première mention dans l'annuaire Lovell dans l'édition de 1913-1914, entre Bremner et Greenshields.

⁹¹ Une carte de 1914 montre église en bois identifiée à la mission St-Cuthbert sur Ogilvy entre O'Shaughnessy (devenue Outremont) et Lanoraie (Wiseman). Réf. : Chas. E. Goad de 1914 (*Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Vol. III, 1914, Plates 339, (voir cartable 3, onglet 1).

- En 1912, on compte 170 constructions sur l'ensemble du lotissement. Les plans de Chas. E. Goad de 1914 montrent que la majorité de ces constructions sont en bois et qu'on ne dénombre pas plus d'une dizaine de bâtiments revêtus de brique ou de pierre.

On constate que les rôles d'évaluation ne confirment pas la publicité publiée dans la Gazette de Montréal du 3 avril 1912⁹⁴, par la Findlay & Howard Ltd dans laquelle cette compagnie se vantait d'avoir déjà vendu 3200 lots.

Bien que 1910 puisse être considérée à juste titre comme la date fondatrice du secteur comme quartier montréalais, le processus d'annexion de l'ensemble du territoire mettra plusieurs années à être complétée. En 1914, les lots 633 (famille Lebeau) et 634 (Famille Verdon) séparant Parc-Extension de Ville Mont-Royal⁹⁵ sont intégrés à la ville de Montréal. Des problèmes de titres de propriété empêcheront que plusieurs rues ouvertes par les promoteurs immobiliers ne soient officiellement acquises par la ville avant les années 1920, comme nous le verrons plus loin.

Les industries

Nous ne sommes pas parvenus à consulter l'ensemble des plans d'assurances publiés par Goad à l'époque. Les feuillets manquants sont introuvables. Cependant, les feuillets que nous avons pu consulter⁹⁶ indiquent qu'en 1914, les établissements industriels ou commerciaux sont rares dans les limites du futur quartier Parc-Extension. On n'y relève quelques établissements industriels d'importance dont La McLaren Belting Factory (courroies d'entraînement), la Senour Paint and Varnish Ltd, et la Bishop Construction Co. Ltd, un entrepreneur. Les trois sont situés à l'extrémité sud du quartier. Adjacente au sud, du côté d'Outremont, la cour de triage du CP constituait certainement un employeur important à l'époque. Combien de ses employés ont pu s'établir dans le nouveau quartier Parc-Extension, nous l'ignorons.

Les acheteurs

Les annuaires Lovell des années 1910 à 1912 montrent que les premiers résidents du quartier sont en majorité d'origine britannique, comme semble le confirmer l'établissement rapide de la mission anglicane St-Cuthbert et l'achat de terrains par la Protestant School Board pour la construction d'une école alors que les institutions catholiques sont encore absentes. Les noms des signataires des pétitions que ces résidents adresseront à la ville dans les années suivantes, sujet que nous aborderons plus loin, en est une autre preuve⁹⁷. Les plans montrent aussi que la majorité des constructions sont en bois ce qui indique qu'il s'agit de gens de condition plutôt modeste.

Selon les témoignages des premiers résidents recueillis dans les années 1970, certains acheteurs payent leurs lots à tempérament, espérant se construire un jour; d'autres

⁹² La St. Cuthbert's Anglican Church actuelle occupe le même emplacement et elle date de 1925. Réf. : Ville de Montréal, inventaire des propriétés municipales. Sur <http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca>

⁹³ Cependant, les annuaires Lovell continuent de mentionner la présence de la Mission St-Cuthbert au site de la rue Beaumont au moins jusqu'à l'année 1920.

⁹⁴ Voir cartable 2, onglet 2

⁹⁵ Archive de Montréal, Amendements à la Charte de la Cité de Montréal du 4 juin 1910, chapitre 73, 1914.

⁹⁶ Charles Edward Goad, *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1911, Vol. VI, Plate 435 et Chas. E. Goad, *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, 1914, Vol. III, plate 339 et 342.

⁹⁷ Un témoin affirme que les résidents venaient Presque tous directement d'Angleterre. SHPE, OG3, p.66.

bâtissent une petite maison de bois, ou à un étage, auquel ils ajouteront un autre étage lorsque leurs moyens le leur permettront⁹⁸. Un témoin rappelle que la plupart des résidents s'installent en construisant une maison recouverte de papier goudron, qu'ils briquetteront ensuite graduellement, en commençant par la façade⁹⁹.

Plusieurs des nouveaux résidents sont des immigrants fraîchement arrivés au Canada avec tous leurs rêves de succès et de prospérité. Un citoyen du quartier, dont les parents étaient arrivés d'Ukraine en 1912, raconte que les immigrants voyaient le Canada comme une terre de richesse : "People had the idea they were going to pick up money in the street. (...) But when they came here and found that they really had to work and work hard." Selon ce témoin, ses parents économisaient le moindre sou pour construire¹⁰⁰. Après deux ans de séjours, très peu voulaient retourner dans leur pays, même si plusieurs y avaient laissé leur femme.

Les contraintes au développement de Parc-Extension

Dès ses débuts, le développement du quartier de Parc-Extension est soumis à des contraintes extérieures qui l'empêchent de participer pleinement à l'élan qui animait les quartiers environnants, particulièrement le quartier Villeray. Le chemin de fer et la gare de triage du CP constituent une véritable barrière physique qui a pour effet de le mettre à l'écart du développement urbain de son secteur. À défaut d'un tunnel passant sous la voie du CP, le quartier ne pourra être relié au réseau de tramway avant 1921.

Une résolution du 28 novembre 1910 du conseil municipal obligeant la compagnie de tramways à desservir les territoires nouvellement annexés¹⁰¹ restera sans effet pour Parc-Extension, malgré le fait que la largeur de la rue Bremner (aujourd'hui Querbes) ait été augmentée à 80 pieds spécifiquement pour accommoder la ligne de tramway. La ligne de tramway 80 desservant l'avenue du Parc s'arrêtait à la voie de chemin de fer et les résidents devaient se rendre à pied jusqu'à l'intersection de l'avenue Atlantic et avenue du Parc pour prendre le tramway vers le centre-ville. Les plans et fiches des circuits de transport en commun ayant desservi le quartier sont insérés dans le cartable 3, onglet 2.

En 1910, les mandataires des dirigeants de la Canadian Northern Railway avaient acheté les terrains situés à l'ouest de Parc-Extension dans le but de construire une banlieue de luxe sur le modèle des « cités jardins ». Leur but : construire en même temps que le tunnel sous le mont Royal une banlieue à l'intention de leur future clientèle. En effet, les résidents de ce qui allait devenir Ville Mont-Royal allaient profiter d'une liaison directe par train au centre-ville de Montréal. Ville Mont-Royal fut incorporée en municipalité en 1912. Planifiée à l'extérieur du tissu urbain environnant comme une entité indépendante reliée directement au quartier des affaires de la cité et destinée à une clientèle de gens aisés, Ville Mont-Royal formera un voisinage clos et refermé sur lui-même qui crée une nouvelle barrière à l'ouest de Parc-Extension. Pendant plusieurs années, la seule sortie pour la circulation automobile se situera à son extrémité nord, du côté du boulevard Crémazie. Il est ici important de noter que le transport urbain par train sur courtes distances coûtait 5 fois plus cher que le transport par tramway, ce qui le mettait hors de portée des gens modeste habitant le quartier.

⁹⁸ Témoin CH5, pp.13-14. SHPE. Un ancien cultivateur aurait, selon sa femme, acheté un terrain à 7.19 \$ par mois puis construit une maison avec les 3000 \$ obtenus de la vente de sa terre Témoin CH-4, p.34. SHPE

⁹⁹ Société d'histoire de Parc-Extension (SHPE), Recueil d'entrevues réalisées dans les années 1970. OG-3, p. 66

¹⁰⁰ Selon ce témoin, la plupart des Ukrainiens arrivent au cours des années 1927-1928 et des années 1930. Ils s'installent à Parc-Extension et dans Rosemont. Société d'histoire de Parc-Extension (SHPE). Témoin AC 1 p. 15

¹⁰¹ Archives de Montréal, Rapport annuel du Greffier de la Ville pour l'exercice de 1910, p. 31.

La carte de la figure 7 à la page suivante montre l'étendue du réseau de tramway en 1909. Cette carte illustre de façon frappante de quelle façon les deux axes de développement qu'on voit se déployer vers le nord de part et d'autre du Mont-Royal passent littéralement à côté du secteur de Parc-Extension qui se retrouve pour ainsi dire laissé pour compte entre les deux.

Un réseau diffus d'institutions

Dans les années 1910, Anglicans et Protestants semblent être les premiers à organiser la vie sociale du quartier Parc-Extension, même si, selon Julie Giguère (2003), on retrouvait une petite école catholique sur le Chemin de la Côte Saint-Laurent (Crémazie), près de l'intersection de la rue Vendôme (Wiseman)¹⁰². En effet, nous avons vu que dès 1910, une première église anglicane en bois, l'église de la mission St-Cuthbert, est construite à l'intersection de Beaumont et Kings Edwards (devenue par la suite Bremner puis Querbes). L'école protestante Greenshields est construite en 1914 à l'angle de la rue Greenshields (de l'Épée) et Abraham (St-Roch)¹⁰³.

Des conditions de vie difficiles

Le retard dans l'établissement du service de tramway sera une source de frustration pour la population du quartier pendant les dix premières années de son existence¹⁰⁴. L'installation des autres services urbains, dont en particulier l'égout, connaîtra aussi des retards importants qui affecteront les résidents des lots situés à l'ouest de Lanoraie (aujourd'hui Wiseman) et au nord de l'avenue Abraham (aujourd'hui St-Roch), ce qui leur fera vivre pendant des années dans des conditions sanitaires difficiles. Cabinets d'aisance extérieurs, rues inondées, cave inondées, rues défoncées, le tout apparemment assorti d'une évaluation foncière ne tenant pas compte de l'absence des services de base et de la diminution de la valeur marchande des propriétés que cela entraîne. Selon un témoin, les résidants n'auraient eu accès à l'eau courante qu'en 1912. Jusque là, les plusieurs résidants avaient du s'approvisionner à des puits privés ou à des fontaines¹⁰⁵. Les propriétaires sont en général de gens d'une condition plutôt modeste qui ne sont pas en mesure d'exercer facilement des pressions sur les décideurs.

Ils feront preuve néanmoins d'une énergie et d'un esprit citoyen remarquables dans l'expression de leurs doléances aux administrateurs de la ville de Montréal. Ils fondent en effet la Parc-Extension Municipal Reform Association pour parler en leur nom. L'association est domiciliée en 1912-1913 à l'adresse de son secrétaire, Geo Jefferies, au 3119, avenue Ste-Adèle (aujourd'hui rue Champagneur). Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à se plaindre dans les territoires nouvellement annexés du nord de l'île, comme en fait foi un article publié dans la Gazette de Montréal en juillet 1913 dans lequel il est rapporté qu'une assemblée de citoyens est prévue pour protester contre la lenteur de la Cité de Montréal à pourvoir les services urbains promis au moment des annexions¹⁰⁶.

¹⁰² Julie Giguère, 2003. Les débuts de Parc-Extension : 1907-1914. Rampe. p. 10. Aucune trace de cette école n'a été retrouvée dans les annuaires Lovell de l'époque, ce qui laisse croire qu'elle a été fermée par la paroisse Saint-Laurent dès après l'annexion du territoire à la Cité de Montréal.

¹⁰³ SHPE, témoin C-1. Cependant, la première mention de l'existence de cette école dans les sources n'apparaît pas avant l'édition 1916-1917 de l'annuaire Lovell.

¹⁰⁴ S.n. 'Stop Tramway Work on Jarry Street', *The Montreal Gazette*, 30 juin 1916.

¹⁰⁵ SHPE OG-3, p60.

¹⁰⁶ S.n. 'Thresten to Form New Municipality. Electors of Laurier Ward Parishes to Coerce City for Improvemets', *The Montreal Gazette*, 26 juillet 1913.

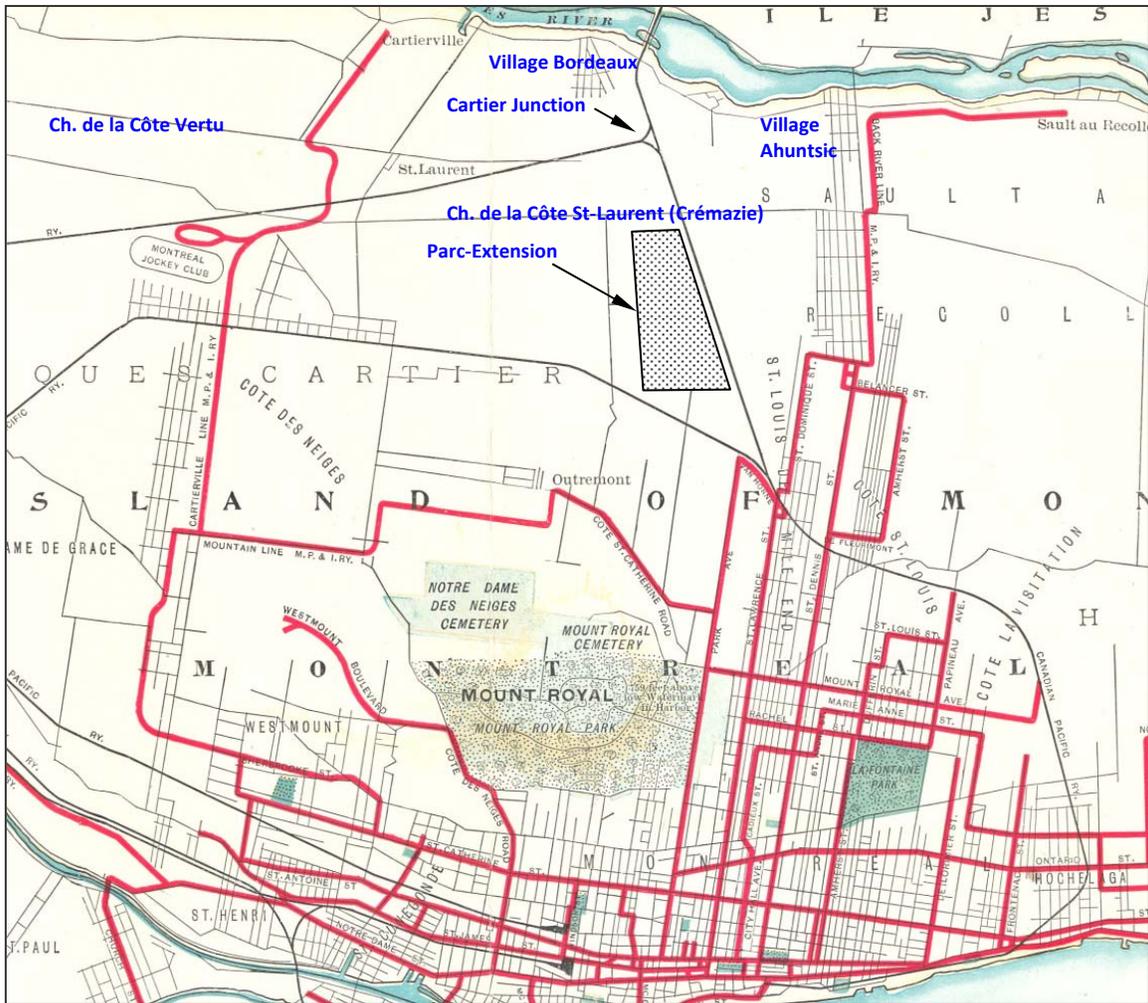


Figure 7 : Les deux axes de développement urbains en direction du haut de l'île de Montréal induits par le développement du réseau de tramway en 1909. Noter la situation du quartier de Parc Extension entre ces deux axes. Source : Montreal Street Railway Co's. Local and Suburban Lines, 1909. (Indications toponymiques additionnelles par l'auteur.)

Des retards inexplicables dans la cession des rues à la Cité de Montréal par les promoteurs de Parc-Extension sont à la source d'un imbroglio au milieu duquel les résidents se trouveront coincés pendant plus de 10 ans, leurs propriétés étant invendables. À leurs demandes légitimes, les administrateurs répondent en effet que la ville ne peut rien faire n'étant pas légalement propriétaire des rues, parce que John Findlay néglige de leur transmettre tous les titres et documents requis pour finaliser la cession de propriété des lots où sont tracées les rues¹⁰⁷. Par exemple, dans une lettre du 22 février 1917, la *Parc-Extension Municipal Reform Association* se plaint encore des retards apportés dans certains à l'ouest de Lanorais et au nord d'Abraham à l'aménagement de trottoirs, des rues, des égouts et de l'éclairage :

“At the last meeting of the above Association, I was instructed to write you in connection with the local improvements which are absolutely necessary in the streets recently ceded to the City by Mr. John Findlay. This matter has been brought up by our Association now for some two or the years, and we have been informed that the City was powerless to comply with our request, as the Streets had not been ceded to the City: and until such time as Mr. Findlay was prepared to surrender these streets, nothing could be done.”

Dans une lettre datée du 14 novembre 1918 adressée à son directeur, S. Boucher, le surintendant de la division de la Salubrité J. E. Durocher confirme leurs dires : « Après un examen des lieux fait le 12 courant par l'inspecteur sanitaire M. J. B. Bisailon il a été constaté qu'il y a 10 maisons bâties et toutes occupées dans la rue Stuart. Les caves sont inondées et aujourd'hui ladite rue a l'aspect d'un lac, les gens sont obligés de mettre des madriers pour traverser d'un bord à l'autre de cette dernière. Dans l'intérêt de la santé publique, un égout devrait être construit dans cette partie de ladite rue tel que le demande la requête ci-annexée »¹⁰⁸.

Dans une lettre du 25 novembre, l'association (maintenant logée au 603 Ogilvy) décrit de manière éloquente ainsi les conditions de vie dans le quartier :

“For the last four of five years we have endured all the privations that could be attended by the want of sewerage and drainage, being for the most part of the year, subjected to stagnant water being around our doors, flooded cellars and outside. It's a menace to our health, not taking into account, at all, the fact that we are without garbage collection of any kind. (...) Another painful feature is the fact that roads are impassable to rigs and coal to deliver our wares, all these conditions existing and taxes collected with all kind of threats...”¹⁰⁹

Une abondante correspondance permet de suivre la bataille épique que les résidents ont dû mener pour finalement obtenir, après plusieurs années de lutte, les services de base auxquels ils avaient droit. Après plusieurs lettres et pétitions et même une mise en demeure en règle adressée aux administrateurs municipaux¹¹⁰, les actes de cession d'au moins une partie des rues sont acceptés par la commission administrative de la cité de Montréal le 18 mars 1920¹¹¹. Cependant, le procès-verbal d'une assemblée du comité exécutif tenue le 6 février 1923 montre que le problème n'est toujours pas complètement réglé à cette date, la cession à la ville de certaines rues du lot no 634 n'ayant toujours pas été complétée¹¹².

¹⁰⁷ Archives Montréal, Lettre du notaire de la ville à E. Decary en réponse au demande de la Parc-Extension Municipal Reform Association, 10 juillet 1918 et lettre du notaire de la ville à John Findlay, 4 février 1919, VM1 3^e série 2925.

¹⁰⁸

¹⁰⁹

¹¹⁰ Archives Montréal. Pétition de la Parc-Extension Municipal Reform Association, 25 novembre 1918, VM1 3^e série 2925.

¹¹¹ Archives Montréal. 18 mars 1920, VM1 3^e série 2925.

¹¹² Archives Montréal, 6 février 1923, VM1 3^e série 2925.

Quelques dates clés

1910 – Fondation et construction de la première église de la mission St. Cuthbert

Cette première église anglicane est construite en bois au coin de l'avenue Beaumont et du boulevard King Edward (devenu par la suite Bremner, aujourd'hui Querbes)¹¹³. Elle porte le nom de la mission qui s'y est installée.

5 juillet 1910 – Premières élections municipales dans quartier Bordeaux

Premières élections dans le nouveau quartier Bordeaux. M. E. Lussier est élu échevin.

1911 – Fondation de la Park Extension Municipal Reform Association¹¹⁴

Des citoyens forment l'association Parc-Extension Municipal Reform Association : South end Bordeaux Ward Org. Son conseil d'administration est le suivant : Président : D. Campbell; 1^{er} vice-président : P. F. Rowell; 2^e vice-président : M. Trottier; Trésorier : Geo Egan; Secrétaire : Geo Jefferies.

1912 - Incorporation de Ville-Mont-Royal.

Incorporation de Ville Mont-Royal, suite au percement du tunnel du chemin de fer du Canadien National sous le mont Royal donnant accès au nord de l'île. Quoique adjacente au quartier Parc-Extension, son développement se fera indépendamment de celui de ce quartier.

Vers 1913 – Construction de la seconde église de la mission St. Cuthbert

Cette église, d'abord construite en bois¹¹⁵ a été rénovée en 1925 pour devenir le bâtiment actuel¹¹⁶. Sise sur l'avenue Ogilvy, à l'intersection Wiseman, l'église est maintenant propriété de la ville et est devenue le Centre Ogilvy¹¹⁷.

1914 - Annexion des lots 633 et 634 limitrophes à l'ouest par la Cité de Montréal

Les lots 633 (famille Lebeau) et 634 (famille Verdon) séparant Parc-Extension de Ville Mont-Royal sont annexés à la ville de Montréal¹¹⁸.

¹¹³ Julie Giguère, 2003. Parc Extension. Circuit patrimonial. Rampe. p. 7. L'annuaire Lovell en mentionne la présence pour la première fois dans son édition 1913-1914.

¹¹⁴ L'en-tête du papier à lettre de cette association est sous-titré comme suit : 'South End Bordeaux Ward, Org. Dec 1911'.

¹¹⁵ Charles Edward Goad, *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1911, Vol. VI, Plate 435 et Chas. E. Goad, *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, 1914, Vol. III, plate 339

¹¹⁶ Ville de Montréal, inventaire des propriétés municipales. Sur <http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca>

¹¹⁷ Julie Giguère, 2003. Parc Extension. Circuit patrimonial. Rampe. p. 7

1914 - Construction de l'école Greenshields (Greenshields Av. School)

Construction de l'école Greenshields, à l'angle des rues Greenshields (de l'Épée) et Abraham (Saint-Roch). Vers 1927, elle est déménagée sur la rue Saint-Roch (anc. Abraham) où elle prend le nom du révérend James Barclay, de l'église Saint-Paul à Montréal qui fut un membre important de la commission scolaire entre 1903 et 1912.

18 novembre 1916 –Promesse de cession de rues à la Ville

John Findlay Ltd offre dans une lettre au maire et à la commission de contrôle de la Cité de Montréal de céder gratuitement et inconditionnellement au nom des propriétaires, en tout ou en partie, les avenues et rues suivantes : Beaumont, Hopper, Ogilvy, Abraham, Ball, Blair, Anvers, Howard, Verville, Bremner, Greenshields, Bickerdike, Ste-Adèle, O'Shaughnessy, Lanoraie, Stuard Birnam et Allan.

22 février 1917 - Les citoyens demandent à la Ville de respecter ses engagements pris lors de l'annexion

Dans une lettre du 22 février 1917, la Parc-Extension Municipal Reform Association demande à la Ville de respecter ses obligations, maintenant qu'elle est propriétaire des rues auparavant privées.

15 mars 1917 – Projets de macadamisage

La direction des travaux publics de la Cité de Montréal (bureau de l'ingénieur-chef) fait les estimés pour le macadamisage des rues que la John Findlay offre de céder à la ville.

31 décembre 1917 - Demande à la Ville d'éclairer certaines rues

Dans une lettre du 31 décembre 1917 de la Parc-Extension Municipal Reform Association, les citoyens rappellent l'urgence d'illuminer les rues Ste-Adèle (coins Anvers, Blair et Dixon), Ogilvie (coin "Burnham") et Abraham (coins "Burnham" et Allan).

19 janvier 1918 - La Ville déclare être dans l'impossibilité d'entretenir certaines rues

Dans une lettre du 10 janvier 1918, le bureau des Commissaires répond que les rues mentionnées ci-haut ne sont pas la propriété de la ville et que par conséquent, elle ne peut pas effectuer les travaux demandés par la commission.

¹¹⁸ Archive de Montréal, Amendements à la Charte de la Cité de Montréal du 4 juin 1910, chapitre 73, 1914.

8 novembre 1918 - Demande de résidants pour des égouts

Pétition des résidents de la rue Stuart entre Beaumont et Abraham pour obtenir un égout selon la loi et la charte de la ville Même pétition, mais pour la rue Lanoraie à partir de la rue Allan jusqu'à Ogilvy et Abraham. (Voir la liste des pétitionnaires dans le cartable 2, sous l'onglet 2).

14 novembre 1918 - Un rapport confirme la nécessité d'un égout dans la rue Stuart

25 novembre.1918 - La Parc-Extension Municipal Reform Association rappelle les problèmes du quartier

31 janvier 1919 - Mise en demeure servie à la Ville par des résidants mécontents

Les résidants des rues privées de service signifient à la Cité de Montréal une mise en demeure officielle (Notification and protest) de corriger la situation dans un délai de 6 mois sous peine de poursuites éventuelles¹¹⁹.

1^{er} février 1919 - La Ville se dit incapable d'obtempérer

Les avocats de la Ville, en réponse à une question de la commission administrative, avisent celle-ci que rien n'oblige la ville à faire les travaux et qu'en conséquence, les résidants n'ont pas de recours.

26 février 19 - La Ville explique sa décision

Dans une lettre au notaire Lavimodière qui représente les résidants, le greffier-adjoint de la Cité de Montréal écrit : "Je dois vous dire qu'il est vrai que M. John Findlay a offert à la cité de céder gratuitement et sans condition les rues sur lesquelles MM. J. Miles Gardiner & al. demandent que la ville fasse des améliorations, seulement nous n'avons jamais pu compléter cette transaction. Le notaire de la Cité a préparé un projet d'acte de cession et il a demandé à M. John Findlay de lui fournir ses titres de propriété aux rues en question et, malheureusement, il n'a jamais pu obtenir des titres au complet."

18 mars 1920 - Cession d'une partie des rues du quartier à la Ville

Les actes de cession d'au moins une partie des rues sont acceptés par la commission administrative de la Cité de Montréal. Le document ne les énumère pas, mais des documents de 1923 montrent que certaines rues n'avaient toujours pas été cédées à la cité de Montréal à cette date.

¹¹⁹ Archives Montréal, Pétition de résidents du secteur Parc-Extension du Quartier Bordeaux, VM1 3^e série 2925, 31 janvier 1919.

8 DE BANLIEUE EN FORMATION À QUARTIER MONTRÉALAIS (1920-1945)

Un premier noyau urbain

Après des débuts parfois difficiles, la situation se normalise au cours des années 1920 avec le rattachement du secteur au quartier Saint-Jean, le rapprochant ainsi du centre de Montréal : la vie sociale s'organise et le quartier poursuit, quoique lentement, son développement. (La carte 5 de l'appendice 1, en page 88, montre l'étendue du quartier Saint-Jean.)

Le 9 mai 1921, le tramway arrive enfin dans le quartier avec l'inauguration du circuit 76 *Park Avenue Extension* par la *Montreal Tramways Company* (Voir cartable 3, onglet 2). Ce tramway, allant de la rue Ball aux voies du CP (avenue Atlantic, aujourd'hui St-Zotique) par la rue Bremner (aujourd'hui Querbes), est le premier lien unissant le secteur Parc-Extension aux autres quartiers montréalais. C'est cependant vers la fin des années 1920 que le véritable centre urbain du quartier commence à se structurer. La construction d'une caserne de pompiers vers 1916¹²⁰ amorce l'organisation des services publics locaux.

Cette caserne est d'abord aménagée sur l'avenue Beaumont. Selon un témoin, l'avenue Beaumont menant à Ville Mont-Royal (désignée à l'époque *Model City* par plusieurs résidents de Parc-Extension), devait devenir l'artère principale du quartier. Ce même témoin raconte que la rue profitait déjà d'un éclairage public.¹²¹ Mentionnons qu'au bout de cette rue, un imposant gazomètre – un réservoir de gaz – domine de manière bien visible ce secteur pendant de nombreuses années. La hauteur de son toit fluctue selon les variations de la consommation et de la quantité de gaz qu'il contenait, ce qui en faisait une sorte d'attraction. Il aurait été démoli dans les années 1940.¹²²

Vers 1927, la caserne de pompier est déplacée à l'intersection des avenues Champagnieur et Ogilvy¹²³. Le secteur compris entre Saint-Roch et Hopper (futur Jean-Talon) semble en effet promis à devenir le cœur institutionnel et commercial du quartier. La création d'un noyau urbain avait commencé en 1926 avec la construction de l'école Viger (aujourd'hui école Saint-Roch)¹²⁴ sur l'avenue Abraham (Saint-Roch). Les premières institutrices de l'école Viger avaient alors la charge d'une quarantaine d'élèves allant de la 2^e à la 6^e. Selon un autre témoin, il y avait aussi deux petites écoles sur Beaumont, avec 4 ou 5 classes par école et 3 ou 4 enfants par classe.¹²⁵ L'une serait francophone et l'autre anglophone.¹²⁶

Ce développement se poursuit l'année suivante avec le déménagement de la petite école Greenshields Avenue School sur l'avenue Saint-Roch (anc. Abraham), où elle est renommée Barclay¹²⁷. En 1931, l'école Barclay est relocalisée dans le nouveau bâtiment

¹²⁰ Première mention de la caserne 41 dans l'édition 1917-1918 de l'annuaire Lovell, au 399, av. Beaumont. Dernière mention à cette adresse dans l'édition de 1926-1927.

¹²¹ SHPE. Témoignage CH3, p.30.

¹²² SHPE Témoignage JT1, p.13, et CH1, pp. 9-10.

¹²³ Première mention de la nouvelle caserne 41 au coin de Champagnieur et Ogilvy dans l'annuaire Lovell de 1927-1928.

¹²⁴ Première mention au 430 av. Abraham (futur Saint-Roch) dans l'annuaire Lovell de 1926-1927.

¹²⁵ Les annuaires Lovell mentionnent effectivement l'existence de 2 écoles sur la rue Beaumont au cours de cette période : La St-Michael School (de 1920 à 1923, au no. Civ. 263) et la Beaumont School (de 1921 à 1930). Un témoin mentionne l'existence d'une petite école francophone sur Crémazie, côté sud.

¹²⁶ Selon ce témoin, une enseignante anglophone, Mme McGregor ayant du mal à prononcer les noms étrangers, elle les changeait pour des noms anglais, ce à quoi personne ne s'objecta, la mère du témoin ne parlant pas anglais. Témoin AC2, p. 10. SHPE.

¹²⁷ Première mention sur la rue Saint-Roch (anc. Abraham), au no, 330, dans l'annuaire Lovell 1929-1930.

du 7941 Wiseman qu'on connaît aujourd'hui¹²⁸. Cette école devient alors le plus important établissement scolaire du quartier¹²⁹. C'est à l'époque de son inauguration, en 1931, l'une des plus grandes écoles primaires protestantes de Montréal avec ses trois étages et ses trente salles pouvant accueillir 744 élèves.

Un quartier fonctionnel ne peut exister à l'époque sans église. Un témoin signale qu'il y avait 30 à 32 familles canadiennes- françaises catholiques dans le secteur. Elles étaient desservies par la paroisse St-Jean-de-la-Croix, située dans le quartier Villeray. En 1927, les résidants Bourdon, Lebeau et O'Neil vont à l'archevêché pour obtenir un curé et une paroisse. Un témoin rapporte que les catholiques anglophones devaient se rendre à ce moment à l'église irlandaise St-Michaels, rue St-Viateur.¹³⁰ En 1927, l'érection des paroisses catholiques Saint-Roch et St- Francis of Assisi, et la construction de l'église Saint-Roch, constituent un moment charnière dans l'établissement d'un noyau urbain. Particularité de la paroisse Saint-Roch, elle fut l'une des rares paroisses bilingues de Montréal. Les Canadiens-français et les Irlandais du quartier auraient en effet jugé qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour avoir chacun leur église, selon ce que rapporte un témoin.¹³¹ En 1927, on assiste à la construction de l'église Livingstone Presbyterian (7110, avenue de l'Épée). La vie profane du quartier n'est pas délaissée, puisque le cinéma Empire s'installe dans le quartier en 1937, avenue Ogilvy, signe que la population peut se payer à l'occasion ces loisirs populaires.

Au cours des années 1920, le développement demeure cependant très lent et confiné au secteur sud du quartier. La plupart des rues ne sont pas pavées ni éclairées, et les trottoirs sont constitués de longues planches de bois. Selon des témoins, la plupart des lots au nord de Saint-Roch demeurent vacants et sont utilisés par les résidants pour leurs jardins, volailles et autres animaux. L'un d'eux se souvient même que beaucoup de gens qui vivaient vers l'avenue d'Anvers avaient leur propre vache avec une petite étable ou hangar pour les garder.¹³²

Un approvisionnement public en eau pour tous

Le 24 février 1926 un article du journal *La Patrie* nous apprend que "le conseil municipal a voté hier (23 février 1926) à l'unanimité une motion par laquelle il se déclare favorable à l'acquisition ou l'expropriation immédiate du service de distribution d'eau de la *Montreal Water & Power Company*. [...] Il se trouve en effet que les contrats de cette Compagnie, lui permettent de réclamer pour la fourniture de l'eau un prix plus élevé que le prix payé pour le même service par les contribuables desservis par l'aqueduc municipal. Puisque Montréal a le monopole de la distribution de l'eau, il serait désirable en principe que son monopole s'étendent automatiquement aux quartiers annexés."¹³³

Le 21 avril 1926, le maire de Montréal Médéric Martin, considère comme son devoir de faire rapidement l'acquisition de la compagnie, car cette question en est une de santé publique. En effet, il est jugé inadmissible que la compagnie puisse priver d'eau ceux qui n'ont pas les moyens de la payer, car cette politique augmente le risque de maladie et d'épidémie, selon le conseiller municipal du quartier Saint-Jean le Dr. Ernest Poulin. De plus, cette situation entraîne une différence de traitement entre les résidants des

¹²⁸ Selon la CSDM et la SHPE, l'école Barclay a été inaugurée en 1931. (Cartable 2, onglet 5).

¹²⁹ Exposition de la Société d'histoire de Parc-Extension, 3 juillet 2010, panneau 1.

¹³⁰ SPHE, Témoins CH1, pp.1-2; AN1; CH1, p.1.

¹³¹ Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Programme souvenir de la communauté chrétienne St-Roch 1927-1977, Dossier églises.

¹³² Témoin AC2, p.23. SHPE.

¹³³ S.n. 'Sought Free Water for Poor Families', *The Gazette*, 16 novembre 1926.

quartiers récemment annexés et les résidents des autres quartiers, alors que tous sont des citoyens montréalais à part entière.

Des liens avec le reste de Montréal par le tramway et la toponymie

Au moment où il se structure, le quartier s'ouvre un peu plus, concrètement et symboliquement, sur Montréal et sur ses quartiers voisins. Après une décennie d'attente, un circuit, dessert enfin le quartier en 1920, le "Park Avenue Extension – 76" de la *Montreal Tramways Company*. Les résidents ne seront plus obligés de prendre un taxi ou de marcher pour rejoindre l'arrêt de tramway de l'avenue du Parc les menant au centre-ville, cet arrêt étant situé à l'intersection de l'avenue Atlantic (aujourd'hui St-Zotique), au-delà de la voie ferrée. Néanmoins, il leur faut parfois attendre le passage des convois ferroviaires avant de pouvoir traverser cette voie ferrée.¹³⁴ Plusieurs résidents désignent le tramway 76 sous le nom de *Toonerville Trolley*¹³⁵, nom probablement tiré de la célèbre bande dessinée américaine *Toonerville Folks* mettant en vedette dans les années 1920 un tramway du même nom.¹³⁶

La création d'un lien plus direct avec le centre-ville est suivie, en janvier 1927, par l'intégration des toponymes de rues du quartier à ceux des secteurs environnants d'Outremont et de Villeray, comme cela s'est fait dans plusieurs quartiers montréalais. Cette décision fait disparaître la plupart des noms de promoteurs immobiliers et propriétaires agricoles qui rappelaient les origines du secteur. (Voir toponymie appendice 2). Cette harmonisation toponymique ne change pas l'enclavement géographique du quartier et le sentiment d'isolement que peuvent ressentir certains citoyens.¹³⁷ Les contraintes territoriales continuent de nuire au développement de Parc-Extension comme en témoigne l'article du 3 août 1928 dans lequel le vice-président de l'association des propriétaires d'Outremont-Nord (secteur Parc-Extension) Mr. F.W. Parnell "attributed the previous slow development of the section to lack of transportation facilities". Invité par l'association, William Murphy "referred to the need for subways and tramway extensions in the district before great development can be expected."¹³⁸

La construction de la gare Jean-Talon (à l'époque, Park Avenue Station) et de viaducs ferroviaires au dessus de l'avenue de Parc et de la rue Jean-Talon, en 1931, marque un moment important dans l'histoire du quartier. Pour la première fois, un lien direct est créé avec le reste de la ville par automobile et par tramway, sous la voie ferrée du Canadien Pacifique. Jusqu'à ce moment, comme le note un témoin, les résidents motorisés ne pouvaient accéder au centre-ville qu'en passant par Crémazie pour rejoindre le boulevard Saint-Laurent.¹³⁹ La construction du viaduc entraîne la démolition de quelques commerces et maisons. Nous reviendrons plus loin sur la construction par de la Park Avenue Station.

¹³⁴ Témoin CH3, p.16, SHPE.

¹³⁵ Témoins AC1 AC2-13 AC2-24. CH2-11 CH2-11 CH3-16 DU-2, 24 OG-2, p. 41. SHPE. En dépit de son nom familier de trolley, le véhicule est vraisemblablement un tramway, comme l'indiquent les sources. Le premier véritable trolleybus montréalais, un autobus sur roue relié à un système d'alimentation électrique aérien, n'a été mis à l'essai pour la première fois qu'en 1935, sur Beaubien.

¹³⁶ http://en.wikipedia.org/wiki/Toonerville_Folks. Consulté le 31 janvier 2011.

¹³⁷ Cela fait dire à un témoin que ce changement fut provoqué par le souhait de plusieurs citoyens d'annexer Parc-Extension à Outremont pour contrer l'impression des Montréalais que ce quartier était au bout du monde. Témoin JT1, p.6.SHPE. Il n'est pas anodin que selon un autre témoin, certains résidents avaient pris l'habitude de désigner Parc-Extension comme 'Outremont-Nord'. Témoins QU1, p.35.

¹³⁸ S.n. 'Proprietors Organize: Park Extension Realty Owners Form Association', *The Montreal Gazette*, 3 août 1928.

¹³⁹ JT-1.

La construction de la gare Park Avenue Station (gare Jean-Talon)¹⁴⁰.

Le processus d'intégration à Montréal connaît son apogée avec la construction de la prestigieuse gare *Park Avenue Station* (gare Jean-Talon) en 1931 qui remplace la vieille gare du Mile End (1876-1930) au début de la Crise économique de 1929. La gare est inaugurée le 31 octobre 1931 par le *Canadian Pacific Railway* en présence du maire de Montréal Camillien Houde. Conçue par l'architecte torontois d'origine britannique Colin Drewitt, sa construction est en partie financée par un programme de relance de l'emploi,¹⁴¹ au même titre que le chalet du Mont-Royal, des viaducs et d'autres infrastructures publiques. Sa construction fut rapide et à moindres coûts, car le CP utilise des matériaux solides, sans s'accorder trop de luxes architecturaux. Les seules fantaisies se retrouvent dans le traitement des ouvertures et accessoires qui arborent le style Art-Déco. Ce bâtiment est l'une des deux seules gares néo-classiques d'inspiration Beaux-arts au Québec.

La gare Jean-Talon fait partie des grands projets urbains, mais sa construction est également justifiée par les modifications des trajets et l'évolution des besoins des passagers survenus au cours des années 1920. À cette époque, les passagers voulant se rendre au nord de Montréal partaient de la gare Viger. À la gare Mile-End (Van Horne et Bernard), ils pouvaient descendre et faire la correspondance pour poursuivre leur voyage en direction de Québec. À la station Ste-Thérèse, dans les Basses-Laurentides, il était possible de transiter vers Mont-Laurier, St-Lin ou Ottawa.

En 1927, l'express de Québec est transféré de la gare Viger à la gare Windsor. Ses passagers perdent la possibilité rejoindre les autres lignes puisque ce train ne s'arrêtait désormais ni à la gare du Mile-End ni à celle de Ste-Thérèse. Tant pour les passagers réguliers du CP, que pour la nouvelle clientèle de la ville en pleine expansion et les résidents d'Outremont, il apparut judicieux de procéder à l'érection d'une nouvelle gare qui tiendrait compte de ces besoins intermodaux. Cette gare remplacerait les stations Mile-End et Ste-Thérèse, devenant également le nouveau point de jonction des lignes ferroviaires et de tramway. Un point de jonction existant, désigné sous le nom Breslay¹⁴², au croisement de Parc et de l'actuelle Jean-Talon, semblait le lieu tout indiqué pour l'établir. Il se trouvait en effet au cœur du réseau de l'île et à la jonction des lignes en direction nord, avec le faisceau des lignes qui passaient par la cours de triage d'Outremont.¹⁴³ Selon l'étude patrimoniale réalisée dans les années 1990 par Louis Brillant, la nouvelle gare intermodale est conçue, "comme le cœur d'un arrondissement appelé à jouer un rôle économique important. La particularité de ce cœur c'est de se trouver entre deux zones de développement : Outremont et Jean-Talon vers l'est." Chose certaine, la gare relie des lignes allant vers les Laurentides, Québec, Ottawa, et les États-Unis, devenant un lieu de passage incontournable pour de nombreux passagers.

En attendant une étude spécifique sur l'économie du quartier, l'impact indéniable de cette gare est la construction du viaduc Jean-Talon, qui contribue à ouvrir le quartier au réseau de transports en communs et à la circulation vers le centre-ville. Pour le reste, si on peut présumer que la présence de ce majestueux rouage du réseau ferroviaire

¹⁴⁰ La gare n'est pas protégée par la Loi sur les Gares de Chemins de fer Patrimoine du Canada de 1990 (ayant été vendue par le CP à la Ville de Montréal en 1984), il faut consulter l'Inventaire du patrimoine ferroviaire au Canada de 1973-1974 (Inventory of Railway Station Buildings in Canada) et l'étude de Louis Brillant, *Évaluation historique et inspection architecturale, Gare Jean-Talon*, vol. 1, 4 avril 1997

¹⁴¹ Évaluation du patrimoine urbain : arrondissement Villieray – Saint-Michel – Parc-Extension, Étude réalisée par le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, 2005, p. 22.

¹⁴² Breslay était le point de jonction entre la subdivision des Adirondack au nord et celle de Park Avenue au sud. Un témoin mentionne même que c'était le véritable nom de la nouvelle gare, surnommé par les usagers Park Avenue Station. SHPE, OG-2, p.41

¹⁴³ Louis Brillant, *Évaluation historique et inspection architecturale, Gare Jean-Talon*, vol. 1, 4 avril 1997.

dynamise la vie commerciale dans son environnement immédiat, en particulier sur Jean-Talon¹⁴⁴, son impact sur l'expansion du quartier nous semble moins important que ce qu'avancent plusieurs sources secondaires. Même si la gare se veut un symbole de développement pour Parc-Extension et d'ouverture sur le reste de la ville, peu de résidants se souviennent de l'avoir utilisé, sinon pour de brèves vacances dans des lieux de villégiature à l'ouest de Montréal. Quant aux passagers, comme c'est souvent le cas, seuls quelques commerces profitent probablement de leurs achats et ce, ponctuellement. Le dimanche, jour de retour des skieurs du Petit train du nord, demeure le jour le plus achalandé à la gare¹⁴⁵.

Les sources ne permettent pas d'affirmer que l'arrivée de la gare dans le quartier eut un impact majeur sur ses activités industrielles et commerciales, d'autant plus que le développement économique du quartier ainsi que le profil professionnel des habitants du secteur sont peu ou pas documentés¹⁴⁶. Notons que la présence de la cour de triage du CP au sud du quartier avait attiré un certain nombre d'entreprises dans le secteur sud du quartier et du côté d'Outremont bien avant la construction de la gare Jean-Talon. Bon nombre de ces entreprises sont de petits ateliers dont les activités sont liées aux chemins de fer, tels des entrepôts, ateliers d'outillage et d'usinage, des fabricants de graisses et lubrifiants et des fabricants et réparateurs de bouilloires pour engins à vapeur. On relève dès le début des années 1910, la présence d'usines plus considérables, telles la McLaren Belting Co. Ltd, un fabricant de courroies d'entraînement¹⁴⁷, la *Martin Senour Co Ltd*, un fabricant de vernis et peintures¹⁴⁸ et la Northern Electric (à Outremont)¹⁴⁹. Cependant, en dépit de nos recherches, les archives publiques ne semblent pas avoir conservé les cartes montrant l'occupation du sol dans l'ensemble du quartier Parc-Extension entre 1914 et 1939. Seules des cartes montrant l'extrémité sud est du quartier et les secteurs de la ville d'Outremont situés au sud et à l'est de la gare de triage en 1939 ont pu être consultées.

La vie de quartier et les loisirs

Pour les résidants, le caractère champêtre du lieu ne comporte pas que des inconvénients. Les premières maisons se construisent en bois pour ensuite se couvrir de briques à mesure que le budget des propriétaires le permet. Les jardins côtoient les fermes encore présentes qui approvisionnent la population qui bénéficie aussi de la proximité du marché du Nord à partir des années 1930 (aujourd'hui marché Jean-Talon).

Le quartier demeure paisible. Deux policiers francophones débonnaires font leur ronde à pied (ou en motocyclette¹⁵⁰). Ils sont surnommés Fatty et Skinny (l'un d'eux, Narbonne de son vrai nom). Ils ont rarement à intervenir, sauf pour corriger quelques enfants un peu turbulents. Vivant dans le quartier, ils sont rattachés à un autre poste de police¹⁵¹, celui de Parc-Extension n'ayant jamais servi à cette fin après sa construction.

Les loisirs de ce quartier ouvrier dépendent de l'initiative des citoyens. En plus des parties de cartes et des fêtes à la maison entre voisins¹⁵², il y a peu de loisirs organisés,

¹⁴⁴ Commission consultative sur le réaménagement du site de la Gare Jean-Talon, *Commission consultative sur le réaménagement du site de la Gare Jean-Talon : rapport de consultation publique*, Coalition Gare Jean-Talon, Avril 1997, p. 10.

¹⁴⁵ SHPE JT-1, p.1.

¹⁴⁶ Une recherche approfondie des annuaires Lovell, des listes électorales, des archives d'entreprises ainsi que des témoignages de la Société d'histoire de Parc-Extension serait à réaliser pour avoir plus de réponses.

¹⁴⁷ Goad, Chas. 1911. *Insurance Plan of City of Montreal*. Vol VI, Plate 435.

¹⁴⁸ Goad, Chas. 1914. *Atlas of the City of Montreal and Vicinity*, Vol 3, Plate 339.

¹⁴⁹ Goad, Chas. 1920 (révision de 1939), *Atlas of the City of Montreal and Vicinity*, Vol 3, Plate 329 (Outremont).

¹⁵⁰ OG-2, p.20.

¹⁵¹ DU-2, p 34-36.

¹⁵² AC7.

sinon par des institutions religieuses anglophones et par la Légion¹⁵³. La Salvation Army Hall sur Bloomfield, est un lieu de rencontre de jeunes pour les scouts et guides et organise plusieurs activités pour les enfants. Leur fanfare se rend tous les dimanches d'une rue et place à l'autre, et y joue de la musique, au grand plaisir des enfants.¹⁵⁴ L'église United Church présente des petites pièces de théâtre pour enfants¹⁵⁵. L'église anglicane St. Cuthbert, quant à elle, sur Ogilvy, organise des activités extérieures dans un champ à proximité telles des "sing-song" et des danses de rue sur le coin de Bloomfield et Ogilvy¹⁵⁶. Mais le lieu de prédilection des résidents est le terrain vague appelé "the piggery" qui se trouvait près de la voie ferrée entre Hopper (Jean-Talon) et Ball. Des fêtes, des rassemblements, des danses, des pique-niques, des activités sportives s'y tiennent régulièrement, en particulier près d'Ogilvy. "The Piggery was really our spot. That's where the games were played. That's where everything was done"¹⁵⁷. Le nom de ce lieu viendrait du fait qu'on y aurait élevé quelques porcs, même si la plupart des témoins n'en ont jamais vus à cet endroit, hormis quelques vaches¹⁵⁸. Les célébrations les plus importantes du quartier se déroulaient lors du *Spring Day* (Fête de la Reine), le 24 mai¹⁵⁹.

Les nombreux lots restés vacants en attendant d'être construits permettent aux résidents d'en profiter en prenant des bains de soleil, en pique-niquant ou en pratiquant des sports comme la balle molle, le soccer, ou le tennis, très à la mode dans la première moitié du 20^e siècle, sans oublier évidemment le patin et hockey pratiqué sur des patinoires improvisées en hiver. Une centaine de jeunes pouvaient se retrouver sur une de ces patinoires au coin de Bloomfield et d'Abraham. La paroisse St-Roch aurait essayé en vain d'attirer la jeunesse du quartier sur une autre patinoire placée sous son patronage ce lieu n'ayant fonctionné que pendant deux ans¹⁶⁰. L'engouement pour la pratique des sports suscite la création d'un grand nombre de clubs sportifs, dont certains, selon les dires de témoins, atteignirent des niveaux d'excellence remarquables et furent des écoles formidables pour les Dickie Moore, le champion compteur du Canadien de Montréal des années 1950 ou pour son copain Larry Zeidel, un robuste défenseur qui joua brièvement pour les Flyers de Philadelphie à la fin des années 1960. Selon un témoin, Parc-extension était mieux organisé que partout ailleurs en ville pour les sports pour les jeunes garçons et filles. Le quartier avait huit terrains de softball, une équipe de softball de la ligue majeure, les North End Eagles, ainsi qu'une des meilleures ligues de soccer, la Montreal North End¹⁶¹. Une association, la Parc-Extension Hockey Association, entretient aussi une patinoire et trouve du financement pour les équipements¹⁶².

Les témoignages évoquent une forme de démocratie participative locale qui mériterait certainement d'être plus étudiée. Lorsque les résidents identifiaient un problème comme, par exemple, l'enlèvement de la neige, des amis se regroupaient et présentaient ensuite leurs demandes au député ou au conseiller municipal. Le projet controversé d'un clos de charbon fait ainsi l'objet de maints débats avant d'être accepté, sur la promesse du propriétaire que l'endroit serait propre et sans trop de bruit¹⁶³. Bien que la date de son existence n'est pas clairement identifiée, les résidents

¹⁵³ AC2-28/29.

¹⁵⁴ AC2-29-30.

¹⁵⁵ AC 7.

¹⁵⁶ AC2 – 14 AC2-26 CH2-11 OG-2, p.21.

¹⁵⁷ AC2-18 BI1-9; CH3-22.

¹⁵⁸ DU-2, 32. OG-2, p.42.

¹⁵⁹ BI2-20. CH3-27.

¹⁶⁰ DU-2,34.

¹⁶¹ DU-2, 26-27.

¹⁶² JT-1, p.9.

¹⁶³ JT-1, p.11, OU-2, p.12.

se réunissent semble-t-il dans un “community hall”. Un témoin mentionne qu’on utilise à cette fin un bâtiment du côté nord de la rue Beaumont, au coin de Wiseman, qui abrite aussi l’association de hockey ou le club Parc-Extension Amateur Athletic Association; un autre le situe plutôt dans l’édifice attenant à celui de la station de police¹⁶⁴. On peut penser que plusieurs locaux publics ou associatifs étaient utilisés au besoin pour ces réunions locales.

Le développement du quartier et la crise économique

La grave crise économique des années 1930 mondiale ralentit le développement urbain. Selon un témoin rapportant les soucis d’un agent immobilier du nom de McKenna, « La promotion en 1925 ou 30 ou 28, 31, 32, c’était pas chose facile. Y avait rien qui bougeait, rien marchait. Ça été comme ça jusqu’en ’40. C’était assez difficile de promouvoir quelque chose »¹⁶⁵. La caserne de pompiers est fermée. Le bâtiment sert par la suite successivement de lieu de culte pour une communauté protestante, de garage pour les motocyclettes du service de police et enfin d’atelier de peinture pour les camions de pompier. La caserne sera remise en service en 1939, comme le rapport le 27 décembre le journal *La Presse* sous le titre « Ré-inauguration du poste de pompiers 41 ». L’échevin (conseiller municipal) du quartier Saint-Jean de l’époque, le Dr. Z-H. Lesage explique cette réouverture de la façon suivante : « les voitures du poste voisin ne peuvent pas toujours pénétrer dans le territoire du 41 lorsque de fortes pluies inondent les viaducs de ce district, ce qui est du reste trop fréquent ».

La Crise économique affecte plusieurs petits propriétaires. Un témoin raconte que son beau-père, un immigrant, avait acheté 10 ou 12 lots dans Parc-Extension avant de venir au Canada, dans l’espoir qu’ils seraient construits, mais les a perdus pour non paiement de taxes pendant la Crise¹⁶⁶. Ces petits propriétaires endettés cèdent leur propriété à des créanciers. Un commerçant local agissant comme prêteur, il est le premier à profiter de leurs revers de fortune. Il fait réparer et loue les maisons que lui cèdent ses débiteurs faute de le rembourser. Une de ces maisons lui coûte ainsi 3,500 \$ de réparations, mais il peut la louer en 1935, 25 \$ par mois, plus 2 \$ pour deux garages, soit au total 27 \$ par mois. Il loue 15 \$ par mois un des logements de 5 pièces au premier étage, sur le côté venteux, plus cher à chauffer, et 18 \$, le logement du côté mitoyen, plus isolé¹⁶⁷. La Ville serait aussi devenue, selon un résidant, un important propriétaire foncier pendant quelques années, suite à la saisie de plusieurs terrains pour non paiement de taxes.¹⁶⁸ Selon un témoin, la valeur des terrains était ridicule : un lot se transige dans les années 1930 pour aussi peu qu’un dollar.¹⁶⁹

Les restrictions économiques amènent bien des résidants à cultiver des potagers sur les terrains vagues qui ne manquent pas, une habitude qui se maintient jusqu’à la fin de la deuxième guerre mondiale. Certains enfants vont ramasser les pommes de terre non récoltées dans les champs des cultivateurs situés au nord de Crémazie. La culture des potagers se maintient pendant la guerre. Les résidants ont même accès à une conserverie locale qui leur permet de mettre en conserve leur petite récolte pour quelques sous. Cette initiative est probablement reliée aux efforts de rationnement du gouvernement fédéral encourageant l’autoproduction.¹⁷⁰

¹⁶⁴ Qu-1, p.5,

¹⁶⁵ Témoin JT 1, p.14. SHPE.

¹⁶⁶ Témoin AC 4. SHPE.

¹⁶⁷ AN1/3-5

¹⁶⁸ OG2,p.32

¹⁶⁹ SPHE, AC2, p.22.

¹⁷⁰ BI 1-11

Quelques dates clés

Vers 1916 – Ouverture d’une première caserne de pompier sur l’avenue Beaumont

L’annuaire Lovell de 1917-1918 mentionne pour la première fois la présence de la caserne de pompier 41 au 399, avenue Beaumont. Elle est dirigée par M. Jas Fernand¹⁷¹.

1922 – Construction du bâtiment de l’Armée du salut

Situé au 7060 Bloomfield, ce bâtiment aurait été construit vers 1922 selon les documents de la Ville de Montréal. Ce bâtiment est passé aux mains de la Ville de Montréal en 1972. Depuis, ces locaux sont utilisés par différents groupes communautaires du quartier, dont une maison de jeunes. Un petit parc sera aussi aménagé par la ville à proximité. Il est depuis 1972 connu sous le nom de Centre Bloomfield¹⁷².

1925 – Agrandissement et rénovation de l’Église St. Cuthbert

L’église est agrandie en 1925 selon les plans de l’architecte Philip J. Turner, dont elle serait la première réalisation. Il signera trois autres projets d’église pour la communauté anglicane de Montréal.¹⁷³

1927 – Inauguration de la nouvelle caserne de pompiers, avenue Ogilvy

En 1927, on inaugure la caserne du 687 avenue Ogilvy (encore en fonction de nos jours). Elle dessert le quartier avec des voitures tirées par les chevaux jusqu’en 1933. A été désaffecté cette année là¹⁷⁴. Le bâtiment sert par la suite successivement de lieu de culte pour une communauté protestante, de garage pour les motocyclettes du service de police et enfin d’atelier de peinture pour les camions de pompier. Il sera remis en service en 1939.

1927 -- Érection de la Paroisse Saint-Roch

Le 19 janvier 1927, Mgr Georges Gauthier, archevêque coadjuteur de Montréal, signe le décret d’érection la paroisse Saint-Roch. Le 27 janvier 1927, Eugène Dufresne est nommé curé de St-Roch. En attendant la fin de la construction de l’église Saint-Roch (22 août 1927) les messes sont données à l’école Viger. Quelques paroissiens participent en

¹⁷¹ s.n. « Ré-inauguration du poste de pompiers 41 », *La Presse*, 27 décembre 1939.

¹⁷² Propriétés municipales d’intérêt patrimonial. Ville de Montréal, Fiche du Hall de l’Armée du Salut, <http://patrimoine.ville.qc.ca>

¹⁷³ Propriétés municipales d’intérêt patrimonial, Fiche de l’église anglicane Saint-Cuthbert, http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/patri_municipal/fiche_bat.php?batiment=oui&requete=simple&id_bat=9999-14-0001-01, (7 février 2011).

¹⁷⁴ s.n. « Ré-inauguration du poste de pompiers 41 », *La Presse*, 27 décembre 1939.

construisant un autel et un tabernacle. Le 20 octobre 1929, Mgr Georges Gauthier, archevêque coadjuteur de Montréal, préside la bénédiction solennelle de l'Église alors que l'abbé Alexandre Lebeau célèbre la messe étant donné que sa famille était l'ancien propriétaire de la terre sur laquelle est bâtie l'église¹⁷⁵.

1931 -- Construction du poste de police, au 671, avenue Ogilvy

Le poste de police d'inspiration art-déco est construit en 1931, à côté de la caserne 41. Il aurait été fermé en raison de l'implantation de la radio-patrouille¹⁷⁶.

1931 – Construction de la gare Park Avenue Station et du viaduc de l'avenue du Parc

La nouvelle gare est inaugurée en 1931 par le *Canadian Pacific Railway* en présence du maire de Montréal, Camilien Houde. Elle remplace celle du Mile-End, rues Saint-Laurent et Bernard. Tous les trains en direction de Québec, d'Ottawa et des Laurentides, dont le Petit Train du nord, y transitent. Pour permettre les connections intermodales, un viaduc est percé sous la voie ferrée du CP au niveau de la rue Atlantic (St-Zotique), permettant de prolonger l'avenue du Parc jusqu'à la gare.

1931 – Inauguration de l'école Barclay sur l'avenue Wiseman

En 1931, la nouvelle école Barclay est inaugurée au 7941 Wiseman. C'est alors l'une des plus grandes écoles primaires protestantes de Montréal avec ses trois étages et ses trente salles pouvant accueillir 744 élèves.

1931 – Projet d'agrandissement de l'école Viger

Un plan de l'architecte Henri Labelle daté de 1931 intitulé "Agrandissement de l'école Viger" montre cette école telle qu'elle est encore aujourd'hui¹⁷⁷. (Voir cartable 2, onglet 5). L'école sera renommée plus tard école Saint-Roch.

1937 – Ouverture du cinéma Empire

Situé sur la rue Ogilvy, le cinéma Empire Théâtre, propriété de la famille Rosenbloom, présente des films populaires et des matinées pour enfants.

¹⁷⁵ SHPE, Programme souvenir 192-1977 de la paroisse Saint-Roch, p. 5-6.

¹⁷⁶ s.n. « Ré-inauguration du poste de pompiers 41 », *La Presse*, 27 décembre 1939.

¹⁷⁷ BAnQ, *Plan de l'agrandissement de l'école Viger*, P823, S1, D31, 314-C.

9 UN QUARTIER D'ACCUEIL EN PLEINE CROISSANCE (1945-1980)

Un véritable décollage immobilier

La période suivant la fin de la Deuxième Guerre mondiale est synonyme d'essor économique pour plusieurs villes nord-américaines. Il en va de même pour Montréal qui voit la reprise des projets de développement urbains dont un bon nombre avait été mis en suspens ou abandonné à cause de la crise économique des années 1930. Même le bas prix des lots n'arrivait pas à stimuler la construction, lots qui pourtant se vendaient pour une bouchée de pain (aussi peu que 1 \$ selon on résidant de l'époque¹⁷⁸). Après la guerre, le quartier de Parc-Extension connaît une activité effervescente qui marquera particulièrement son identité et son patrimoine bâti.

En plus d'une hausse des natalités, la fin de la guerre amène un flux d'émigrants qui quittent leur pays dévasté dans l'espoir une vie meilleure en Amérique. On fuit alors la misère ou pour plusieurs immigrants, futurs résidents de Parc-Extension, un régime totalitaire. Cette croissance démographique cause une véritable crise du logement à Montréal, comme en témoigne un Montréalais de l'époque : « Because you see during the War, you could'nt get a house. It was impossible to get a house in Park Extension. Or anywhere as far as that goes¹⁷⁹ ». Il n'est donc pas surprenant que les anciennes banlieues de Montréal connaissent entre 1945 et 1970 une urbanisation rapide afin de palier à la crise du logement. Si la construction multiplie les duplex et triplex typiques de Montréal, Parc-Extension, voit aussi l'apparition de nouvelles formes d'habitations dont des multiplex et des bungalows aussi appelés « maisons de vétérans ». Situés au nord de la rue Jarry, ces derniers forment littéralement une petite banlieue au cœur du quartier avec ses petites maisons unifamiliales entourées de leurs cours clôturées. Conçues par la société fédérale *Wartime Housing Ltd* (connue par la suite sous le nom de Société centrale d'hypothèque et de logement), ces coquettes maisonnettes à toits versants devaient résoudre la crise du logement qui suivit le retour des soldats. On retrouve d'ailleurs ces petites maisons dans de nombreux quartiers de Montréal dont Villieray et Rosemont.

Entre 1945 et 1970, 10 600 logements, soit plus de 88 % des logements du quartier sont construits afin de répondre à une hausse toute aussi importante de la population¹⁸⁰. En effet, cette dernière passe de 7 000 habitants en 1941 à 27 000 en 1961 pour ensuite atteindre 35 000 résidents dix ans plus tard¹⁸¹. Toutes ces nouvelles constructions seront et sont encore aujourd'hui principalement occupée par des immigrants, confirmant ainsi la vocation de Parc-Extension comme quartier d'accueil et d'intégration. En raison du parcours d'immigration de la majorité de sa population, il n'est pas surprenant de constater qu'encore de nos jours, 82 % des résidents du quartier sont locataires¹⁸².

¹⁷⁸ SHPE, AC2.

¹⁷⁹ SHPE, BI1-5

¹⁸⁰ Groupe de travail sur les portraits des quartiers Villieray – Saint-Michel – Parc-Extension, *Portrait du quartier Parc-Extension*, Septembre 2004, p.35.

¹⁸¹ Groupe de travail sur les portraits des quartiers Villieray – Saint-Michel – Parc-Extension, *Portrait du quartier Parc-Extension*, Septembre 2004, p. 7.

¹⁸² Groupe de travail sur les portraits des quartiers Villieray – Saint-Michel – Parc-Extension, *Portrait du quartier Parc-Extension*, Septembre 2004, p. 36.

Une population issue de l'immigration

Situé dans le prolongement du couloir ethnique de l'Avenue du Parc et du boulevard Saint-Laurent, le quartier a été traversé successivement par presque toutes les vagues d'immigrants du 20^e siècle, en commençant par les immigrants venant des îles britanniques, puis les Juifs, les Italiens et les Grecs. Certains ne font que passer comme les Juifs, alors que d'autres vont s'y arrêter pour un temps et laisser leur marque dans le paysage immobiliers et culturel comme les Italiens, mais surtout les Grecs. D'abord habité au début du 20^e siècle par une population principalement composée de Canadiens-Français et d'immigrants d'origine britannique, le quartier accueillera après la guerre des nouveaux arrivants d'origine européenne (Italiens, Juifs, Hongrois, Ukrainiens, Grecs, etc.) qui s'y établiront à mesure que les premiers occupants le quitteront pour aller s'établir dans les nouvelles banlieues qui se développent en périphérie des zones urbanisées de l'île.

L'expérience de la communauté arménienne dans Parc-Extension, analysée par Aïda Boudjikianian¹⁸³ est probablement typique du parcours des autres communautés qui ont marqué ce quartier. Issue de la diaspora arménienne, cette communauté arrive principalement de Grèce et d'Égypte au cours des années 1950 et 1960. Ces immigrants font de Parc-Extension leur principal quartier d'accueil à Montréal.

« Parc-Extension est le premier havre des immigrants arméniens. Il le demeurera jusqu'au début des années 80, à partir desquelles d'autres quartiers/grappes dont Ville Saint-Laurent, Chomedey et Cartierville par exemple commencent à attirer les migrants. Le choix de "Parc-Ex." est motivé à l'origine par des raisons "urbaines", soit la modicité des loyers, la centralité du quartier, son accessibilité par des transports en commun..., mais aussi par des variables sociales, puisque 66 % des immigrants y sont accueillis par des parents qui les y ont précédés, et que 61 % y sont hébergés; quand ces nouveaux migrants s'établissent dans leur propre logis, ils choisissent de vivre près de ces parents. C'est par l'action d'un fort réseau parental que la première grappe de Parc-Ex se crée. »¹⁸⁴

Selon l'auteure, plusieurs atouts font à l'époque de Parc-Extension un quartier d'enracinement : des logements spacieux et à loyer modique, de lieux de sociabilité, un réseau familial déjà installé et un réseau social en formation capable de tenir dans les rues et les places publiques du quartier des événements communautaires (fêtes, parades, kermesses, commémorations). Comme l'observe Aïda Boudjikianian, après les premières années d'installation, c'est ce réseau ethnique communautaire et social qui remplace le réseau parental pour soutenir les nouveaux arrivants. L'aménagement de lieux de culte et la fondation d'associations communautaires sont le signe de cette appropriation du quartier, sans toutefois être une condition essentielle au confort de la communauté, en autant que ces institutions se trouvent dans les quartiers voisins. À Parc-Extension, les Arméniens occuperont pendant plusieurs années l'ancien temple de la Livingstone United Church de la rue Bloomfield, à l'intersection de la rue Ogilvy. En somme, ces immigrants recherchent, comme l'écrit l'auteure, « un maximum de conditions favorables et un minimum de distance à parcourir, pour s'aménager un lieu d'enracinement, créer un territoire communautaire familier à proximité de ce qui peut

¹⁸³ Aïda Boudjikianian, « Les insertions résidentielle et économique des Arméniens de Montréal : comportements d'une communauté culturelle ou d'une communauté diasporique ? », *Espace populations sociétés*, Numéro 2006/1

¹⁸⁴ Aïda Boudjikianian, « Les insertions résidentielle et économique des Arméniens de Montréal : comportements d'une communauté culturelle ou d'une communauté diasporique ? », *Espace populations sociétés*, Numéro 2006/1, p.02.

le plus refléter sa propre image¹⁸⁵. Lorsque le quartier cesse d'offrir des conditions de logement favorables – notamment pour l'accès à la propriété, rêve de beaucoup d'immigrants — et si les événements communautaires se déplacent ou cessent pour diverses raisons, c'est souvent le signal d'une nouvelle migration vers un autre quartier de Montréal ou vers des banlieues plus éloignées. »

Un quartier d'accueil pour la communauté grecque

Suivant probablement la même dynamique d'installation, ce sont les Grecs qui, en un peu plus d'une décennie, vont marquer profondément le quartier. La population grecque de Parc-Extension passe ainsi de 414 en 1951 à 1650 en 1961 et à 14 600 en 1971. De 1960 à 1980, ils en viennent ainsi à former près de la moitié de la population du quartier. Issus de milieux pauvres, peu scolarisés, ils quittent leur pays pour des raisons économiques avec la ferme intention de faire fortune dans l'espoir de retourner un jour dans leur patrie. À force de travail acharné et d'épargne, plusieurs gravissent rapidement l'échelle sociale et investissent dans l'immobilier¹⁸⁶. Comparativement à d'autres groupes ethniques nouvellement arrivés, la communauté grecque possède rapidement une indépendance institutionnelle importante comme en témoigne l'achat de commerces et d'églises (l'église catholique St-Roch est rachetée par la communauté pour devenir l'église orthodoxe), l'ouverture d'école comme l'école Socrate du quartier Parc-Extension, et la mise en place de journaux, d'émissions de radio et de télévision en langue grecque. La communauté grecque sera aussi très présente dans la vie politique à Montréal, mais aussi localement, comme en témoigne des élus du secteur d'origine grecque.

Comme on le voit souvent, l'intégration des Grecs à la société montréalaise et québécoise est d'abord perçue par plusieurs de ces migrants comme temporaire et se passe majoritairement en anglais. Outre l'attrait de la langue de la majorité, ce choix s'explique en partie par le statut confessionnel du système scolaire du Québec dont les écoles catholiques destinées aux Canadiens-français refusent souvent les enfants orthodoxes jusque dans les années 1969¹⁸⁷. Face aux revendications de plus en plus fermes des francophones majoritaires à devenir la société de référence et d'accueil, lesquelles ont conduit à l'adoption de la Loi 101 en 1977, les immigrants grecs firent preuve d'une grande capacité d'intégration civique (renoncement aux projets de retours au pays d'origine et adoption de la citoyenneté canadienne), mais d'une faible intégration culturelle étant encore aujourd'hui reconnus pour vivre proche de leur communauté et de ses institutions.

Les associations

Les associations communautaires et organisations religieuses catholiques, anglicane et protestantes d'abord, puis d'autres dénominations religieuses continuent à assumer l'essentiel des services de soutien, d'animation et de loisirs à la population locale. Au cours des années 1950, 1960 et 1970, des organisations laïques prennent peu à peu le relais pour répondre aux besoins les plus pressants de cette nouvelle population en matière d'intégration et d'établissement, mais aussi en ce qui concerne l'aide sociale offerte aux démunis. En 1946, le « Community Council of Park Extension » invite une des

¹⁸⁵ Aïda Boudjikianian, « Les insertions résidentielle et économique des Arméniens de Montréal : comportements d'une communauté culturelle ou d'une communauté diasporique ? », *Espace populations sociétés*, Numéro 2006/1, p.102.

¹⁸⁶ Nadia Brédimas-Assimopoulos, « Intégration civique sans acculturation. Les Grecs à Montréal », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no 2, 1975, p. 129-142.

¹⁸⁷ *Ibid*, p.132

associations locales à se joindre à l'organisation et à participer à l'assemblée générale annuelle¹⁸⁸. En 1949, l'Association des hommes d'affaires de Parc-Extension est fondée par trois membres reconnus de l'Église anglicane St-Cuthbert, Messieurs Ross, North et Hartman. Ce club était 'ouvert à tous les hommes de la communauté, pour leur donner la possibilité de développer camaraderie, service et amitié'¹⁸⁹. Mentionnons que selon un témoin, un groupe de citoyens s'était organisé en 1954 pour faire venir le YMCA dans le quartier et créer un centre récréatif, en vain. La présence de quelques communistes dans leur groupe fut dénoncée par le journal Herald, à l'époque de la guerre froide, ce qui tua dans l'œuf leur initiative. La *Parc-Extension Amateur Athletic Association* (PEAAA) regroupe dès 1951 de nombreuses équipes sportives pour les jeunes (hockey baseball, basketball), contribuant ainsi à faire du quartier un leader dans le domaine des loisirs destinés aux jeunes. Un autre organisme, la *Royal Canadian Legion*, Flanders Branch 63, semble aussi avoir joué un rôle social important.

La création du *Parc-Extension Youth Association* (PEYO) en 1967, avec la collaboration d'organismes philanthropiques locaux marque sans doute moment clé de cette évolution. Cette même année, trois animateurs sociaux sont embauchés dans le cadre de l'*Opération Parc-Extension*, qui vise à offrir des activités récréatives aux résidants avec le soutien du *Montreal Parks Department* (le département des parcs de la Ville de Montréal) et le *Montreal Council of Social Agencies* (le Conseil des services sociaux de Montréal). De nombreuses associations destinées à la communauté grecque sont créées ou s'installent dans le quartier à compter des années 1950, selon les données recueillies par le Société d'histoire, dont l'Association Kefalonitiki Ainos Canada, vers 1951, la Kalavritinon Agia Lavra et la Manation, vers 1961, la Société Roumeliotan de Montréal en 1962, l'Association Lefkathion Arostotelis Valaorites, vers 1964.

Selon un témoin, il y aurait eu au cours de cette période des journaux locaux, le Weekly Post, bilingue, puis le Community News.¹⁹⁰

En 1978, s'installe un Centre local de services communautaires (CLSC), un service né des revendications de militants de gauche, pendant la Révolution tranquille. Un comité de quartier en réclamait la création depuis quelques années¹⁹¹. Le CLSC jouera dès ce moment un rôle majeur dans les services aux résidants de toutes origines.

Des infrastructures publiques

En réponse à la croissance rapide de la population, quelques infrastructures publiques sont créées dans le quartier : une nouvelle école primaire anglophone, Mother Seaton et en 1972 la polyvalente William-Hingston, une importante institution avec son amphithéâtre et ses gymnases, pour la population locale largement anglophone. En 1979, la Ville de Montréal dote le quartier d'un premier aréna, sous le nom de Howie Morenz, que certains résidents auraient cependant préféré voir nommé Dickie Moore,

¹⁸⁸ SHPE, Chairman Membership Committee to Mr. Chas. Vaughan, Moutain View Tennis & Bowling Club, December 13th, 1946; SHPE, OG-2, p. 3. Selon un site Internet, dont la source n'a cependant pu être vérifiée, un article de la section "On and Off the Record" de la Montreal Gazette (April 24, 1956, page 4) semble confirmer ses dires: "The Park Extension district is currently a hot-bed of Communist activity; much or all of which is known to anti-communist authorities and groups, who are keeping it under surveillance." http://en.wikipedia.org/wiki/Park_Extension. Consulté le 4 février 2011. Selon un témoin du quartier, le pasteur de l'église St-Cuthbert aurait été accusé d'être socialiste, ce qui fit grand scandale. CH2-11. Cette piste qui n'a pas été vérifiée, mériterait certainement d'être explorée, étant donné le rôle important des communistes et des socialistes européens dans l'organisation des syndicats et de certains services au Canada à cette époque.

¹⁸⁹ Exposition de la Société d'histoire de Parc-Extension, Panneau 4, 3 juillet 2010.

¹⁹⁰ AN1, 15.

¹⁹¹ Benoît Gaumer, Georges Desrosiers, *L'Histoire des CLSC au Québec : reflet des contradictions et des luttes à l'intérieur du Système*, http://www.medsp.umontreal.ca/ruptures/pdf/articles/rup101_052.pdf, (13 décembre 2010).

du nom d'un grand joueur de hockey originaire du quartier. Présent depuis 1937, le Cinéma Empire (1937-1978) contribue à la vie sociale et culturelle du quartier tout comme la librairie locale des enfants (Montreal Children's Library), inaugurée en 1948. Celle-ci est une initiative d'un groupe de femmes bénévoles en collaboration avec le Conseil local des femmes qui commença, dès 1929, à ouvrir un réseau de bibliothèques destiné aux enfants à travers la ville. La succursale de Parc-Extension restera ouverte pendant plus de 50 ans

Au cours des années 1970, les besoins du quartier en logements abordables incitent l'Office municipal d'habitation de Montréal à ouvrir plusieurs habitations à loyer modiques. Le premier projet accueille ses résidents en 1972, au 425 – 445 Beaumont¹⁹².

Quelques dates clés

1945 - La Ville de Montréal fait l'acquisition du parc Jarry

Après avoir acquis le parc, la Ville procède à divers travaux d'aménagement au cours des années 1950-1960 : aires de jeu, terrains de balle et de tennis extérieurs, sentiers, etc.

1948 – Inauguration de la 3^e église de la St.-Cuthbert's Mission sur la rue Saint-Roch

En 1948, inauguration de la 3^e église de la Mission Saint-Cuthbert par le Révérend John Dixon et achat de la première église St-Cuthbert par la *Park Avenue Extension Social & Recreation Club* qui en sera propriétaire jusqu'en 1978 sous le nom de *Ogilvy Gospel Hall*¹⁹³.

1952 – Ascension Evangelical Lutheran Church

Construction de l'*Ascension Evangelical Lutheran Church*, coin Outremont et Jarry par des missionnaires luthériens américains d'origine slovaque pour desservir leurs compatriotes de Montréal dans leur langue¹⁹⁴.

1953 – Construction de la synagogue Beth Aaron

Construction de la synagogue Beth Aaron, sur la rue Stuart, par la Parc-Extension Jewish Community Association.¹⁹⁵

¹⁹² Exposition de la Société d'histoire de Parc-Extension, Panneau 7, 3 juillet 2010.

¹⁹³ Julie Giguère, Parc-extension : Circuit patrimonial, RAMPE, septembre 2003, p. 7.

¹⁹⁴ Ascension Lutheran Church, <http://www.ascensionlutheran.ca/history.htm>, (13 décembre 2010).

1956 – Construction de l'église orthodoxe grecque Saint-Markos

L'Église orthodoxe grecque Saint-Markos (810, rue Ogilvy) est construite là où se situait la Royal Canadian Legion (anciennement Flanders Hall)¹⁹⁶.

1959 – Érection de la Paroisse catholique St-Francis of Assisi

Le 24 février 1959, la paroisse catholique de langue anglaise St-Francis of Assisi est fondée suite à l'augmentation de la population d'origine britannique catholique (surtout irlandaise). Le 19 mars 1961, la première messe est dite dans l'ancienne église catholique francophone Saint-Roch¹⁹⁷. La communauté catholique francophone signe un bail de location avec les nouveaux propriétaires de la première église de la paroisse¹⁹⁸.

Années 1960 – Expropriations pour la construction de l'école Mother Seaton

Dans les années 1960, cinq habitations situées entre les numéros 7980 et 8002 de la rue de l'Épée furent expropriées ainsi que d'autres sur la rue Bloomfield pour la construction de l'école Mother Seaton. Cette nouvelle école était répondait à l'augmentation rapide de la population du quartier. (Voir actes d'expropriation et photographies des maisons dans le dossier documentaire)¹⁹⁹.

1961 – Inauguration de la nouvelle église catholique Saint-Roch

Les catholiques de la paroisse Saint-Roch construisent une nouvelle église située au 777 Saint-Roch. La première messe est célébrée le 19 mars 1961.

1961 – Installation de la station CFCF

La Canadian Marconi Company installe la station CFCF dans ses nouveaux locaux rue Ogilvy. Ce poste de radio diffusait à Montréal depuis 1922.

1962 - Inauguration de la piscine municipale du parc Jarry par le maire Jean Drapeau

1966 - Arrivée de l'équipe de soccer de Montréal au parc Jarry

¹⁹⁵ Exposition de la Société d'histoire de Parc-Extension, Panneau 4 1940-1949, 3 juillet 2010.

¹⁹⁶ Dossier Parc-Extension, L'Autre Montréal, Été 2010.

¹⁹⁷ SHPE, Programme souvenir 192-1977 de la paroisse Saint-Roch, p. 7-8.

¹⁹⁸ SHPE, Programme souvenir 192-1977 de la paroisse Saint-Roch, p. 7-8.

¹⁹⁹ Dossiers d'expropriation, Archives CSDM

1968 – Inauguration de l'église orthodoxe grecque Koimisis Tis Thetokou

Acquisition par l'Église orthodoxe grecque du temple de l'Église Apostolique, construit en 1962²⁰⁰, pour y installer l'église Koimisis Tis Thetokou (7700, avenue de l'Épée).

1969 - Les Expos, l'équipe de baseball de Montréal élit domicile au Parc Jarry

1971 - 7 juin – Construction de l'école William Hingston sur la rue Saint-Roch

Début de la construction de l'école William Kingston qui coûta au total 8 181 000\$²⁰¹. Cette école était la seule école secondaire catholique de langue anglaise située dans le secteur central de la ville et la seule école secondaire anglophone de Parc-Extension.

1972 - 5 septembre – Inauguration de l'école William Hingston (rue Saint-Roch)

Le 5 septembre 1972, ouverture de la polyvalente William Hingston ayant une capacité de 2,500 élèves. Dans une brochure du *Relations Department of the MCSC*²⁰², on pouvait lire : "The philosophy of Wiliam Hingston High School is 'Youth and Love' centred. The whole person is the school's concern. Its aim is to meet the students' intellectual, physical, social, spiritual and emotional needs."

1975 – Inauguration de l'église orthodoxe grecque Évangélismo Tis Theodoku

Le 4 août 1975, l'église Saint-Roch est vendue à la communauté Helléno-Canadienne (orthodoxe grecque) en raison de la baisse du nombre des catholiques francophones pratiquants dans le quartier. Une partie du presbytère de St-Roch devient un lieu de culte, alors que l'autre devient le Centre Communautaire des catholiques francophones. À partir de cette vente, les messes sont célébrées dans l'église anglophone de St-Francis of Assisi²⁰³.

²⁰⁰ Église Koimisis Tis Theotokou, <http://grandquebec.com/montreal-touristique/eglise-koimisis-tis-theotokou/>, (6 février 2011).

²⁰¹ Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, *William Hingston Comprehensive Hign School*, Relations Department of the M.C.S.C, 1972, p. 1.

²⁰² Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, *William Hingston Comprehensive Hign School*, Relations Department of the M.C.S.C, 1972, p. 2.

²⁰³ SHPE, Programme souvenir 192-1977 de la paroisse Saint-Roch, p. 7-8.

10 LA RÉCESSION ET LA SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE (1980-2000)

Le déclin industriel de Montréal et la crise économique mondiale qui affecte la ville dans les années 1980 touchent durement ce quartier ouvrier entouré de manufactures et d'infrastructures qui ne lui apportent plus la prospérité. Nombre d'ateliers de textile ferment leurs portes et se délocalisent. L'industrie ferroviaire ralentit également avec la fermeture de la gare Jean-Talon en 1983 et l'essor du transport routiers des marchandises, malgré l'arrivée du train de banlieue en 1997. Avec un taux de chômage avoisinant les 30 %, ce quartier densément peuplé, peu doté en termes d'infrastructure de loisirs et d'espaces verts, connaît son lot de problèmes sociaux qui lui donneront la mauvaise réputation dont il mettra du temps à se débarrasser.

La récession de 1980 touche beaucoup plus ce quartier que le reste de la ville et les régions périphériques. Robert Loranger nous apprend que 'les taux de chômage de Montréal et de sa grande région sont respectivement passés de 7,5 % et 10,1 % à 10 % et 14 % entre 1981 et 1986 pendant que celui de Parc-Extension enregistrait une spectaculaire hausse de 10,1 % à 19,5 % au cours de ces cinq années »²⁰⁴. En 1991, le quartier est affligé du plus haut taux de chômage de tous les quartiers montréalais avec 24 %, soit quasiment le double du taux mesuré pour l'ensemble de Montréal, déjà très élevé à 14 %²⁰⁵. Cet énorme écart s'explique par le fait que plus de 40 % de la population du quartier travaillait dans les usines en 1991 contre 18 % pour l'ensemble le reste de Montréal. Les chiffres du recensement de 1991 nous apprennent aussi que près de 63 % des hommes et 59 % des femmes de Parc-Extension travaillaient dans des usines, les services ou la vente alors que ces chiffres étaient de 39 % chez les hommes et de 31 % chez les femmes pour Montréal²⁰⁶.

Déjà en 1981, les hommes et les femmes de Parc-Extension déclarent un revenu total moyen de 20 % inférieur à celui des autres résidents de la ville, en 1991 cet écart est passé à 40 %. La différence s'explique par le nombre élevé de résidents du quartier occupant des emplois à temps partiel²⁰⁷. Selon Irène Le Bot, les trois employeurs les plus importants dans Parc-Extension au début des années 1980, sont Vidéotron Ltée (926 emplois), Samuelsohn Limited (350 emplois) et Tommy Hilfiger Mc (300 emplois)²⁰⁸. Au milieu des années 1990, Robert Loranger décrit encore le quartier Parc-Extension comme étant : « un espace urbain multiethnique physiquement enclavé et souvent oublié des décideurs publics et privés. Son profil socio-économique classe le quartier parmi les plus défavorisés à Montréal »²⁰⁹.

De nouveaux immigrants

Pendant cette période, de nouvelles vagues d'immigrants d'origine antillaise et sud-asiatique remplacent prendre les Européens qui eux iront s'établir à Ville Saint-Laurent (en particulier les Juifs), à Montréal Nord (les Italiens) et à Laval (surtout les Grecs). Aménagé d'abord pour desservir une population majoritairement ouvrière, de souche britannique et canadienne-française, donc de confession catholique, anglicane ou protestante, le quartier Parc-Extension prend de nouvelles couleurs à mesure que les

²⁰⁴ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1995, p. 62.

²⁰⁵ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1995, p. 61.

²⁰⁶ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1995, p. 64.

²⁰⁷ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A géographie, Université de Montréal, 1995, p. 62.

²⁰⁸ Irène Le Bot, *Territoire : l'arrondissement Villeray / Saint-Michel / Parc-Extension*, Service d'allocation et d'analyse sociale, Novembre 2003, p. 9.

²⁰⁹ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1995, p. 4.

nouveaux arrivants y établissent des institutions et des services à l'image de leur culture. L'histoire des vagues d'immigrants et des organismes religieux et communautaires ethnoculturels dans le quartier reste à faire, car les sources sont encore dispersées. Certaines sources sont produites dans d'autres langues que le français et l'anglais.

Grâce aux données sociodémographiques, on peut cependant souligner qu'en 1991, vingt ans après l'apogée de l'immigration grecque, c'est au tour de l'immigration venant de l'hémisphère sud de connaître son apogée dans le quartier. (Amérique Latine, Asie orientale et Asie du Sud, Caraïbe, etc.), faisant apparaître des lieux de culte nouveaux. La progression socio-économique des résidents grecs de vieille date les pousse vers d'autres banlieues montréalaises, suivant en cela le parcours de milliers de Montréalais de toutes origines en quête de confort et de promotion sociale. De près de 50 % dans les années 1970, la proportion des résidents d'origine grecque passe à 36 % de la population du quartier en 1991²¹⁰. Le quartier conserve cependant son statut symbolique de cœur du quartier historique grec avec ses églises, ses institutions, ses commerces, ses associations, ses lieux de rencontre et ses fêtes communautaires. Au cours de la même période, Parc-Extension perd plus de 14 000 de ses résidents d'origines française, britannique, italienne et grecque²¹¹.

À partir de la fin des années 1980, la récession économique provoque toutefois la mobilisation de plusieurs citoyens et la formation d'organismes communautaires ethnoculturels, mais aussi de regroupements de quartiers. La majorité des associations et groupes communautaires vont être formés dans les années 1990, à l'exception de l'Organisation des jeunes de Parc-Extension (OJPE) ou Parc-Extension Youth Organisation (PEYO) fondée en 1967. Encore active aujourd'hui, l'OJPE offre des activités sportives aux jeunes et un soutien communautaire aux résidents du quartier comme une cafétéria communautaire, la popote roulante, les 'Arts et contes', un programme d'été d'explorateurs de Parc-Extension, des fêtes et des manifestations culturelles²¹². À la même époque, des regroupements se forment pour revitaliser le quartier, comme le Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE) et le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)

Au milieu des années 1990, les organismes engagés dans le projet Quartiers en santé décrivent ainsi les défis que présente alors le quartier :

« Malgré des lacunes, par exemple le manque de piscine, le quartier n'est pas totalement dépourvu d'équipements sportif et communautaire, puisqu'il dispose de cinq centres communautaires, d'un centre de loisirs mis sur pied avec les organismes du milieu et d'un aréna. On ne saurait dire la même chose de l'équipement culturel : les services de bibliothèques sont insuffisants et précaires. Ce qui est d'autant plus surprenant que le quartier a une population jeune et une vocation en grande partie résidentielle. On n'y trouve en effet qu'une faible zone industrielle, située majoritairement au sud du quartier et constituée de petites et moyennes entreprises liées au secteur du textile. Il y a donc d'importants défis à relever pour la cinquantaine de groupes communautaires de Parc-Extension, les trois principales tables de concertation

²¹⁰ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1995, p. 18.

²¹¹ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1995, p. 38.

²¹² Exposition de la Société d'histoire de Parc-Extension, panneau 6, 3 juillet 2010.

et leurs partenaires institutionnels, tels le CLSC Parc-Extension et le Service des sports, loisirs et développement social de la Ville de Montréal. »²¹³

Notons que l'époque voit la création des 'arrondissements' de Montréal sous l'administration municipale du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) qui dirigea la Ville de 1986 à 1994, succédant au Parti civique de Jean Drapeau. Pour démocratiser l'administration municipale, le RCM dépose en 1988 une politique-cadre de consultation publique et crée par la suite des conseils d'arrondissement, donnant certains pouvoirs aux élus locaux et un embryon d'administration locale²¹⁴.

Le déclasserement du transport ferroviaire des passagers et des marchandises, au profit de l'automobile et des camions, entraîne la fermeture en 1983 de la Park-Avenue Station, devenue la Gare Jean-Talon, puissant symbole des promesses de développement du quartier. Une partie de la vocation initiale de cette gare sera préservée par l'ouverture de la station de métro Parc, qui redonnera au secteur un peu de son animation d'antan. À la fin des années 1990, le dossier entourant le réaménagement de l'ancienne gare Jean-Talon occupe la place publique, en plus de poser la question de l'utilisation de cet espace dans un quartier en manque d'infrastructures et d'espaces verts, elle représente pour plusieurs le symbole de la revitalisation du quartier. Lors des consultations publiques à ce sujet organisées en 1997, voici comme la voit un des témoins : « (...) la Gare est identifiée, non seulement pour tous les résidents de Parc-Extension, mais par beaucoup de résidents de Montréal, comme le bâtiment qui est associé à Parc-Extension. Cela a une valeur, une image qui est très importante. Le point de vue qu'on a de la Gare depuis l'avenue du Parc du Mile-End quand on arrive dans Parc-Extension annonce notre arrivée et je pense que ce symbole est très important pour beaucoup de gens et surtout les résidents du quartier qui s'identifient par ce bâtiment-là ».²¹⁵

À compter de la fin des années 1970, avec la loi 101 notamment, l'affirmation du français comme langue commune, d'intégration, de travail et d'enseignement entraîne de nouvelles pressions sur une population qui jusqu'alors utilisait l'anglais comme langue de communication avec la société d'accueil. L'application de la Loi 101 réserve en effet l'enseignement en anglais aux enfants dont un parent a été instruit en anglais au primaire au Canada. L'intégration obligatoire des nouveaux arrivants à l'école française tarit l'afflux des enfants dans le réseau anglophone du quartier. L'école Barclay et la polyvalente William Hingston, qui étaient considérées comme des institutions locales majeures vont connaître une baisse significative de leur population, comme en témoignera la fermeture de William-Hingston en 1989. Dans un article du *Montreal Daily News* du 22 décembre 1988, on peut y lire la colère des parents et des résidents anglophones du quartier, car William-Hingston était la seule école secondaire anglophone du quartier Parc-Extension. Pour la CECM, ce sont des raisons financières qui la poussent à envisager la fermeture de l'école, mais aussi d'autres établissements²¹⁶. La baisse de la fréquentation conduit également dans les années 1990 à la fusion des écoles Mother Seton et St. Francis sous un nouveau nom, Camille-Laurin, honorant le ministre à l'origine de la Loi 101²¹⁷.

²¹³ Parc-Extension Quartier en santé Quartier Solidaire, *Développement des communautés locales. Portrait de concertations de quartiers à Montréal*, février 2000.

²¹⁴ Jean-François Léonard et Jacques Léveillé, « Les arrondissements de Montréal : des fonctionnaires enthousiastes, mais tenus en laisse », *Le Devoir*, 16 Janvier 2003, www.vrm.ca/documents/Leonard_Leveillee3.pdf, (6 février 2011)

²¹⁵ Témoignage d'Alforf Douglas, Groupe CDH, présentation du 5 mars 1997 présenté dans la Commission consultative sur le réaménagement du site de la Gare Jean-Talon : *Rapport de consultation publique*, avril 1997, p. 20.

²¹⁶ Ron Charles, 'Hingston is doomed', *Montreal Daily News*, 22 décembre 1988.

²¹⁷ SPHE, Exposition du 3 juillet 2010, Panneau 9.

Quelques dates clés

1980 - Premier tournoi de tennis professionnel au stade Jarry

1981 – L'école Barclay devient francophone

L'école Barclay devient un établissement bilingue par manque d'élèves, dans un quartier où une forte proportion des parents est née à l'étranger.²¹⁸ Subissant une baisse continue de clientèle pour le secteur anglophone, les élèves anglophones et les enseignants sont transférés à l'école Sinclair Laird. Barclay devient une école francophone.

1983 – Fermeture de la gare Jean-Talon

Fermeture de la Park Avenue Station par le Canadien Pacifique. La gestion des trains de passagers est confiée à la compagnie Via Rail Canada.

1984 - Acquisition de la gare Jean-Talon par la Ville de Montréal

La Ville de Montréal fait l'acquisition de la gare et du terrain adjacent. Un des projets proposé alors est une Maison de la culture, qui ne sera pas réalisé à cet endroit.

1986 - Naissance de Télévision Quatre saisons

La station de télévision est lancée par la famille Pouliot, propriétaire de CFCF. Cette station est ensuite acquise par Vidéotron. Elle est située sur la rue Ogilvy.

15 juin 1987 – Inauguration de la station de métro Parc

Une portion de 335 m² de l'aile ouest de la Gare est aménagée pour abriter la station de métro Parc.

1989 – Fermeture de la polyvalente William-Hingston

Suite à l'adoption de la Loi 101, l'école William-Hingston doit fermer ses portes. Seulement 849 élèves la fréquentent sur 2 100 places disponibles.

²¹⁸ Site officiel de l'école Barclay, <http://www2.csdm.qc.ca/barclay/>, (17 décembre 2010).

1990 – Création du RAMPE (Regroupement en aménagement de Parc-Extension)

Né d'une réflexion collective sur l'urbanisme et l'action locale en 1990, le Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE) est le résultat d'une concertation entre divers intervenants du quartier intéressés à l'aménagement et au développement communautaire. Les représentants d'organismes du quartier y siègent.

1993 – Début du projet Quartier en Santé

Début d'un projet de Quartier en santé dans Parc-Extension, dans le cadre de Vivre Montréal en santé. Tenue d'un premier forum populaire et création d'une table de concertation intersectorielle avec le soutien du CLSC et représentant cinq secteurs : les citoyens, les organismes communautaires, les organismes publics et parapublics, les églises et les partenaires économiques.

1995 – Réouverture des plateaux sportifs de William-Hingston

Réouverture des plateaux sportifs de l'ancienne polyvalente Hingston, après une rénovation de 1 million de dollars.

1996 – Incorporation de Parc-Extension, Quartier en santé

Parc-Extension Quartier en Santé devient un organisme autonome. Cette table de quartier vise l'amélioration de la qualité et des conditions de vie de la population du quartier. Un des défis majeurs auxquels est confronté Parc-Extension, selon un intervenant auprès des jeunes, est « de combattre cette publicité négative des médias qui fait qu'on ne parle de Parc-Extension que pour rapporter des histoires de drogue, de criminalité »²¹⁹.

1996 – Étude sur le réaménagement de la gare Jean-Talon

1997 – Début de la mise en service de la ligne de train de banlieue Blainville – Saint-Jérôme

²¹⁹ Francine Dansereau, « Parc-Extension : du quartier fondateur à la multiethnicisation en accéléré », *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, sous la dir. d'Annick Germain, INRS-Urbanisation, septembre, p. 111.

11 LES ANNÉES 2000 : LE RATTRAPAGE

Bien des jalons de l'histoire récente du quartier sont encore inconnus, dispersés dans les articles des médias ou seulement accessibles dans les archives associatives et communautaires, ou par la mémoire des résidents, commerçants et autres acteurs du quartier. La consultation de ces sources aurait demandé des recherches importantes. L'histoire de la vie associative et communautaire du quartier pour cette décennie reste donc à faire. Si le portrait de la décennie 2000 sera sommaire, on peut cependant souligner certains éléments.

La fusion municipale suivie de la défusion partielle de certaines municipalités confirment et renforcent les pouvoirs des arrondissements, dont celui qui comprend le quartier, l'arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension. Ces années sont celles d'un rattrapage important en termes d'aménagement urbain et d'infrastructures avec la réhabilitation de la gare Jean-Talon par l'installation du Loblaw's, d'une succursale de la Société des alcools du Québec et l'aménagement d'une place publique en face du prestigieux bâtiment. Quelques travaux améliorent l'apparence du quartier, comme la réfection de plusieurs parcs, la revitalisation de la rue St-Roch. On peut toutefois considérer que la conversion de la polyvalente William-Hingston en centre multifonctionnel (sportif, culturel et sociocommunautaire) et la mise en place d'une bibliothèque, d'une salle de diffusion et d'une piscine publique sont des événements marquants de la période.

Après la réouverture des plateaux sportifs de l'école en 1995 et une rénovation de 1 million de dollars, le RAMPE avait proposé un projet de réaménagement de la polyvalente afin de redonner l'espace aux citoyens du quartier et de répondre aux besoins d'une population en croissance. Ce projet comprenait l'établissement d'une école primaire, d'un centre d'éducation aux adultes, d'une bibliothèque, d'un centre communautaire et de cuisines collectives en plus du centre de loisirs déjà sur place. C'est l'ouverture de la bibliothèque en février 2003, avec son programme multiculturel qui lance officiellement le Centre William-Hingston, connu aujourd'hui comme le 415 Saint-Roch. L'ouverture de la salle de diffusion de la maison de la culture répond aussi à des demandes anciennes d'associations communautaires tout comme l'ouverture de la piscine intérieure et l'aménagement d'un petit parc pour enfants qui augmentent le nombre des infrastructures et des espaces verts dans ce quartier. Le déménagement de la mairie d'arrondissement dans une partie des anciens locaux de Vidéotron rue Ogilvie consolide le secteur de l'ancienne gare comme cœur de l'arrondissement, malgré sa position un peu décentrée par rapport à son territoire et en dépit de son environnement bâti négligé.

L'arrivée de nouvelles communautés culturelles et de minorités visibles depuis les années 1980 et surtout 1990, accentue le caractère multiethnique du secteur. L'espace public en est transformé. En effet, les anciens commerces grecs sont remplacés par des boutiques et épicerie rappelant l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan ou le Sri Lanka. Ces communautés apportent aussi avec elles leurs croyances et coutumes et organisent leur vie communautaire autour de nouveaux lieux de culte : temples hindous, sikhs et mosquées colorent alors le paysage de Parc-Extension. Les sports pratiqués par la population suivent l'évolution du portrait culturel du quartier. Le baseball des années 1980-1990 a tranquillement fait place au cricket, sport pratiqué par les Sud-Asiatiques et les gens provenant des Antilles. Avec une population toujours diversifiée, surtout avec le départ de la communauté grecque et italienne dans les années 1980, on assiste dans les années 1990-2000 à une réorientation des interventions du PEYO. D'abord impliqué dans le milieu récréatif et sportif, cet organisme offre dès lors des services

d'employabilité et de formation, des programmes d'intervention jeunesse impliquant des travailleurs de rue et des programmes d'expression artistique, des installations pour fournir des repas à diverses clientèles.

Au tournant du 21^e siècle, la seule zone industrielle d'importance se retrouve au sud du quartier entre la voie ferrée du CP et l'avenue Beaumont. On y retrouve majoritairement des PME dont les deux tiers appartiennent à l'industrie du vêtement. Les commerces sont concentrés le long des principales artères qui traversent le quartier d'est en ouest dont la plus importante est la rue Jean-Talon, suivie des rues Saint-Roch et Ogilvy et dans une moindre mesure, des rues Jarry, de Liège et Beaumont. En 2000, le quartier offrait 6 838 emplois dont 29 % manufacturiers, 27 % dans les services à la consommation, 28 % dans la production, 13 % dans les services publics et 2 % dans la construction. Les deux employeurs les plus importants demeurent : Samuelsohn Limited (350 emplois) et Tommy Hilfiger MC (300 emplois)²²⁰.

²²⁰ Robert Loranger, *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1995, p. 20.

12 CONCLUSION

Le but de ce rapport était de faire état, pour une des premières fois, non pas seulement de son profil sociodémographique et des problèmes sociaux souvent associés à Parc-Extension, mais plutôt faire le bilan de son histoire. Pour répondre à la question de Francine Dansereau citée du début de ce document, Parc-Extension a bel et bien une identité propre que l'on peut repérer autrement « qu'en faisant le décompte des écarts ou des particularités qui démarquent cette enclave de l'ensemble montréalais et des quartiers voisins » (Dansereau, 1995). Même si plusieurs pistes de recherche restent encore à creuser, ce bilan historique encore incomplet, mais tout de même éloquent, présente les facteurs ayant contribué à l'évolution du quartier et a modelé son développement au-delà des perspectives initiales.

Dans le cas de Parc-Extension, il semble que les décisions des promoteurs immobiliers qui ont loti ce secteur à l'origine, aient pendant longtemps déterminé le destin du secteur. Même si seule une étude détaillée permettrait de saisir avec précision le rôle joué par les compagnies dans le développement du territoire, les documents consultés nous amènent à constater qu'ils avaient sous-estimé les conséquences de l'enclavement du territoire sur la vie du quartier et de ses résidants. Relié sur papier par sa grille de rue aux quartiers limitrophes et à leurs services, il fut pourtant isolé dès ses débuts dans leur réalité géographique. D'abord une campagne agricole de la paroisse Saint-Laurent, le quartier Parc-Extension a été défini par les infrastructures ferroviaires qui se sont mises en place autour de lui au cours du processus d'urbanisation. Dès la construction du chemin de fer de la QMO&O et de la gare de triage du CP construits à la fin du 19^e siècle, son avenir était pour ainsi dire scellé : il serait coupé du secteur Villieray voisin et il ne participerait pas pleinement au développement urbain du nord de l'île. La construction du tunnel ferroviaire sous la montagne par la Canadian Northern Railway et la mise en place de la Cité modèle de Ville Mont-Royal à partir de 1912, l'isolèrent de l'axe de développement de Ville Saint-Laurent. Située à la limite nord du quartier, la construction de l'autoroute Métropolitaine terminera d'enclaver ce dernier dans les années 1960.

Même si plusieurs anciens résidants du quartier semblaient apprécier le caractère champêtre du secteur et la vie de banlieue qu'offrait son développement lent, le manque d'information concernant le niveau de vie des résidants, les professions de ceux-ci, les services disponibles ainsi que les impacts de la Crise économique des années 1930, ne permet pas de statuer sur la qualité de vie qu'offrait le secteur. Concernant la rapidité du développement de la fin de la guerre entre 1945 et 1960, une analyse des plans d'utilisation du sol et des photographies aériennes pourraient illustrer différemment l'évolution du développement du quartier. Chose certaine, son essor d'après-guerre l'a transformé peu à peu en quartier trop densément peuplé, dont la qualité du logement et la disponibilité des services offert à une population de plus en plus diversifiée font parties des défis de tous les jours.

Comment Parc-Extension est-il devenu ce quartier coloré et surpeuplé, lieu d'accueil, lieu de passage, mais aussi souvent port d'ancrage pour les nouveaux arrivants? Cela a-t-il un rapport avec sa situation d'enclavement qui inconsciemment serait perçu comme une protection pour ces gens dépaysés? Ou bien, plus simplement, est-ce justement cette situation qui a protégé le quartier de la gentrification observée ailleurs, ce qui a permis de garder bas le prix des loyers? Comment trouver un juste équilibre pour que le quartier conserve ce qu'il faut de dynamisme économique pour ne pas dépérir tout en restant cette petite enclave paisible où les gens se sentent bien?

En ce début du 21^e siècle, les habitants de Parc-Extension doivent faire face à un nouveau défi : l'agrandissement du campus de l'Université de Montréal sur les terrains de la gare de triage d'Outremont. Encore une fois, ils risquent de subir les effets d'un développement extérieur à leur quartier et l'enclavement du quartier est encore au cœur du débat. Les résidents devront, comme ils le font depuis un siècle, continuer à se battre pour faire reconnaître les spécificités de leur territoire.

Ce travail en est un de défrichage, qui ne prétend pas avoir toutes les réponses. Certaines questions n'ont pas pu être abordées étant donné que les compilations des informations reste à faire : pensons aux professions et métiers exercés par les habitants du quartier au cours des différentes périodes de l'histoire de ce quartier, à la répartition de la population selon ses appartenances religieuses et ses origines ethniques ainsi qu'au développement économique du quartier (industries, manufactures, usines, etc.). Les outils permettant de répondre à ces questions existent et sont facilement disponibles dans les différents centres d'archives : Annuaire Lovell, plans d'assurance incendie, listes électorales, registre foncier et des valeurs locatives, etc. Une étude approfondie des journaux de l'époque (*La Patrie*, *The Gazette*, *Le Devoir*) pourrait aussi fournir des renseignements importants concernant l'évolution du quartier pour la première moitié du 20^e siècle, notamment la vie communautaire et les enjeux politiques locaux, sans oublier la consultation des journaux du quartier et de ceux des quartiers voisins pour les années 1950 à aujourd'hui. De plus, une étude plus détaillée des cartes et plans d'utilisation du sol ainsi que celle des photographies aériennes permettrait probablement d'avoir une meilleure idée du développement du quartier, mais aussi du type de vie qu'on y menait.

Malgré ces quelques zones grises, l'auteure espère que ce travail sera un outil utile pour les futurs chercheurs qui s'intéresseront à l'histoire de Parc-Extension et à celle de ses résidents

Eveline Favretti

Centre d'histoire de Montréal

Février 2011

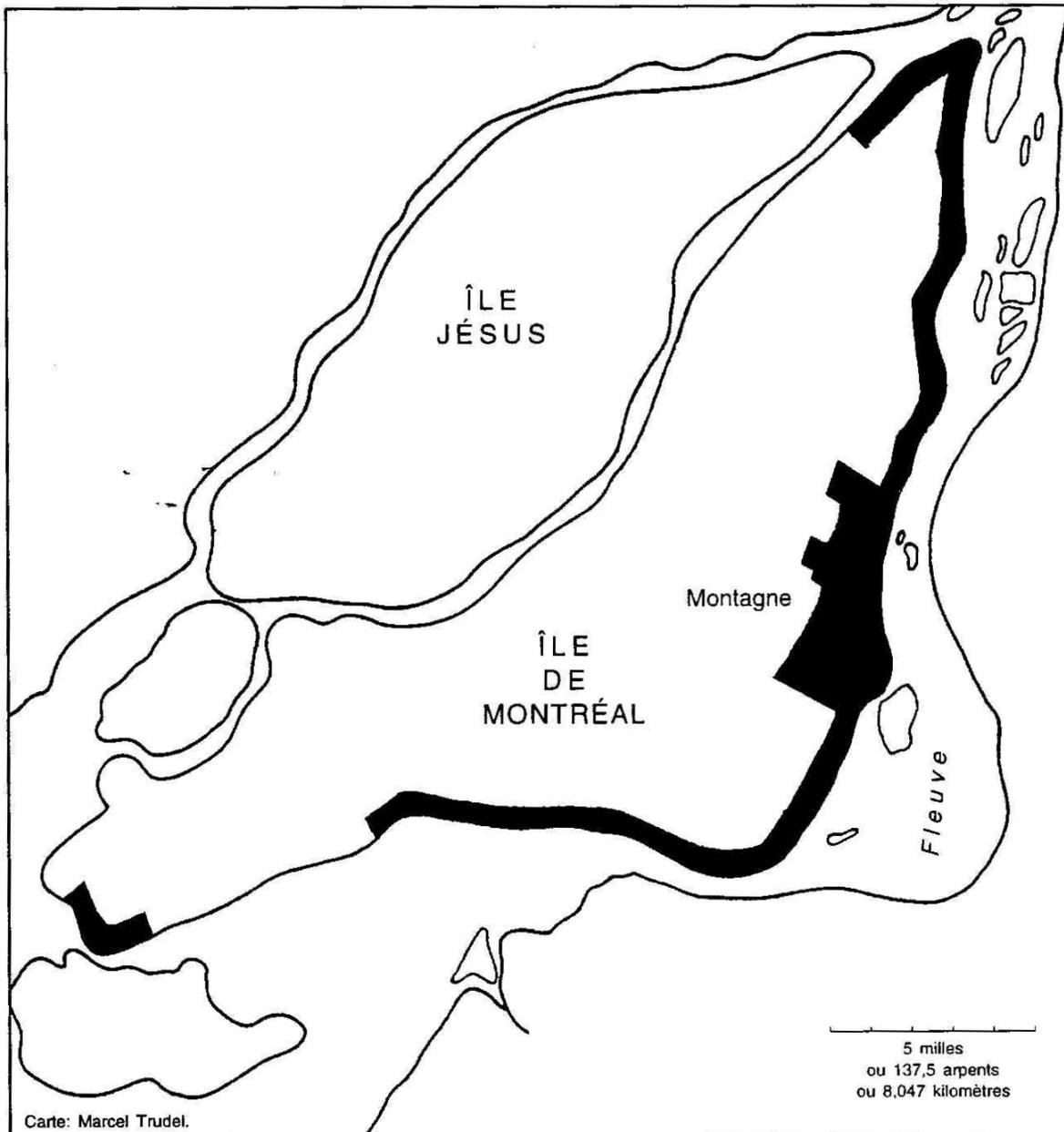
PARC-EXTENSION : 100 ANS D'HISTOIRE

Bilan et chronologie historique

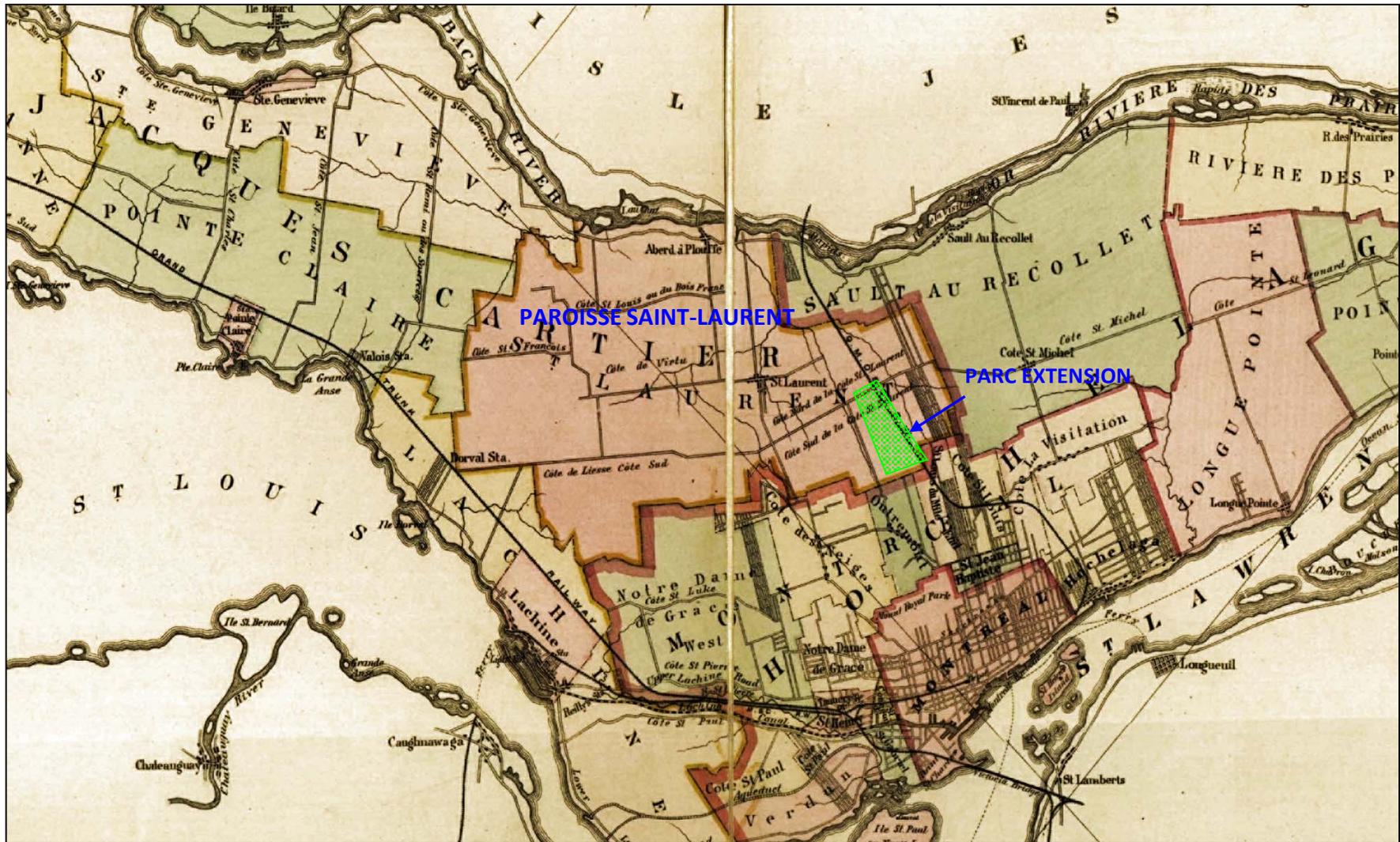
A P P E N D I C E 1

CARTES ET PLANS

*L'île de Montréal:
aire approximative de l'occupation du sol en 1674*



Carte 1 : État du peuplement de l'île de Montréal en 1774.



Carte 2 : Situation de la paroisse de Saint-Laurent sur l'île de Montréal en 1879 montrant l'emplacement du futur quartier de Parc-Extension. Fond de carte tiré de HOPKINS, H. W. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, 1879, Plan de l'île de Montréal, Plate 6.

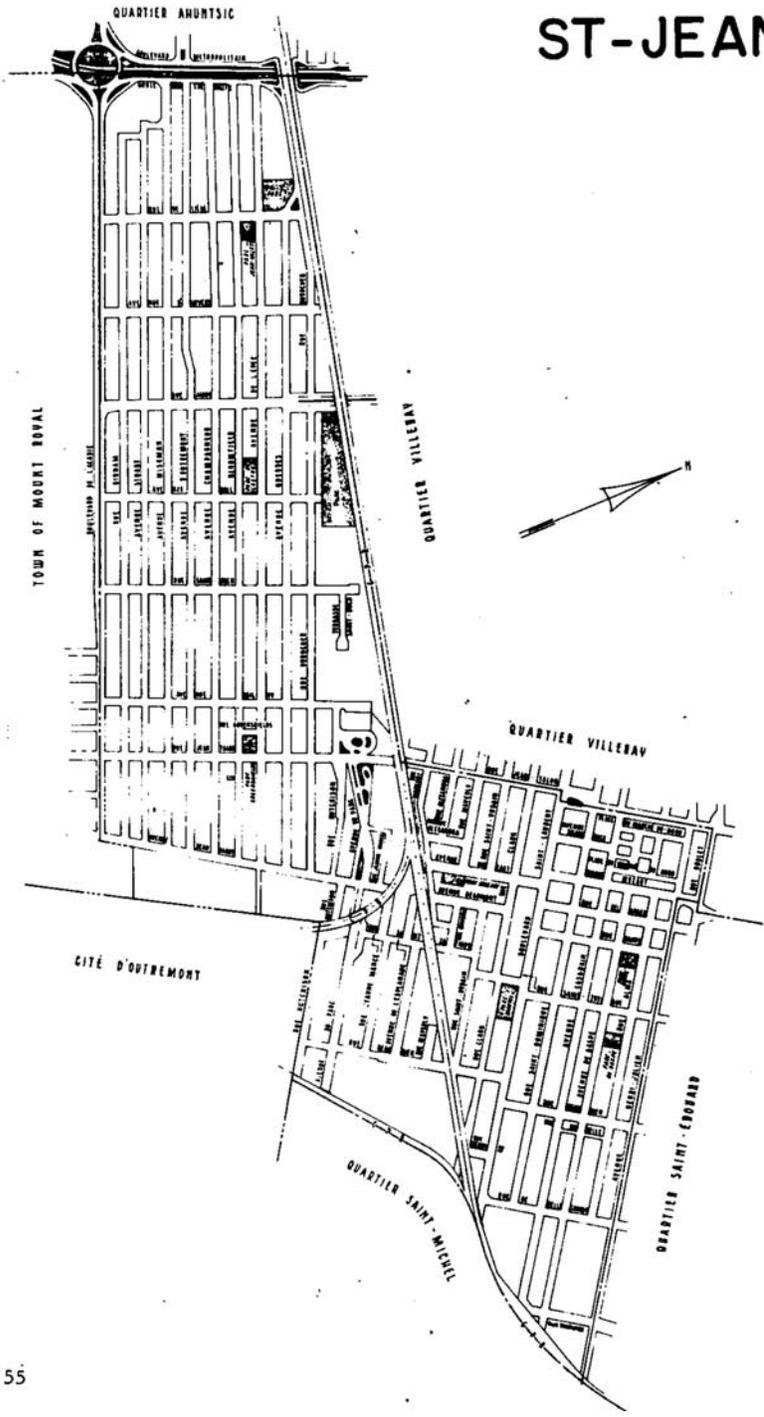


Carte 3 : Détail du cadastre dans le secteur du futur quartier de Parc-Extension. (Tirée de HOPKINS, H. W. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, 1879, Plan de la paroisse Saint-Laurent, Plate 98.)



Carte 4 : Détail du cadastre dans le secteur situé au sud du futur quartier de Parc-Extension (Côte Saint-Louis) illustrant la concentration des terres sous l'action des spéculateurs, notamment Bagg, Beaubien et Hogan & Beaufort . Tiré de HOPKINS, H.W. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, 1879, Plan de la paroisse Saint-Laurent, Plate 98.

ST-JEAN



55

Carte 5 : Territoire du quartier St-Jean.

PARC-EXTENSION : 100 ANS D'HISTOIRE

Bilan et chronologie historique

A P P E N D I C E 2

**TOPONYMIE HISTORIQUE DES RUES ET DES PARCS
DU QUARTIER PARC-EXTENSION**

Centre d'histoire de Montréal

Février 2011

HISTOIRE DES RUES DU QUARTIER PARC-EXTENSION

Dans les années 1920, on constate que plusieurs rues du quartier Parc-Extension changent de nom pour adopter ceux de la ville d'Outremont qui se prolongent dans les limites de Parc-Ex. Le quartier, quoique physiquement enclavé s'ouvre sur les autres quartiers en ce qui concerne la toponymie de ses rues.

Boulevard de l'Acadie (av. Allen / av. McEachran)

5 novembre 1910

Avenue Allen, nom déposé par la Birnam Realty.

17 janvier 1927

Changement de nom pour avenue McEachran (prolongement de l'avenue McEachran, nom d'un propriétaire terrain dans la ville d'Outremont).

1 mars 1956

Changement de nom de l'avenue McEachran pour boulevard de l'Acadie.

Vu que le Canada a célébré l'année d'avant le deuxième centenaire de la survivance acadienne, le Comité de la Toponymie a résolu d'aller de l'avant en acceptant de changer le nom de l'avenue McEachran pour celui de boulevard de l'Acadie.

Avenue d'Anvers (rue Dickson)

4 novembre 1914

En octobre 1914, la ville belge d'Anvers résiste au siège des Allemands et favorise ainsi le repli des troupes belges. Cette dénomination rend hommage au courage des Anversois.

Avenue Ball

1908

Le manufacturier George Ball (1838-1928), maire de la ville de Nicolet de 1885 à 1893 et de 1895 à 1907 est élu député conservateur à l'Assemblée législative en 1897. En 1906, on le retrouve à Montréal comme promoteur financier et immobilier. En 1908, il est le vice-président de la Park Realty Co., qui dépose les plans de lotissement pour le projet domiciliaire "Park Avenue Extension" où cette voie apparaît. Ce plan d'aménagement élaboré symétriquement prévoyait un parc à la limite sud, sur la rue Ball, et un autre à la limite nord, sur la rue de Liège. Ces parcs existent toujours, sous les dénominations de parc De Lestre et parc Jean-Valets. (Bureau de la toponymie de Montréal).

Avenue Beaumont

16 mars 1901

Il est difficile de déterminer les dates d'ouverture et de dénomination de cette rue; il semble toutefois qu'une section au moins a été acquise de la Montreal Investment & Freehold Co. au tout début du XX^e siècle.

Plusieurs hypothèses sont avancées quant à la provenance de ce nom. Celui-ci pourrait rappeler un des nombreux endroits d'Angleterre dénommés Beaumont. L'existence à cette époque des familles Beaumont dans ce quartier de Montréal où la vue qu'on avait de cette voie du mont Royal pourrait aussi expliquer l'origine de cette désignation.

Rue Birman

24 mars 1920

La rue Birman fut cédée à la ville de Montréal par la Birman Realty Company.

Avenue Bloomfield (rue Bickerdike)

17 janvier 1927

Changement de nom de la rue Bickerdike pour Bloomfield (prolongement de Bloomfield).

Cette voie emprunte sa dénomination à l'artère de la municipalité d'Outremont qu'elle prolonge. La carence de documents officiels autorise, jusqu'à présent, trois interprétations d'attribution. Une première la relie au goût des résidents pour l'horticulture, une deuxième rappelle une famille d'Outremont de ce nom, et enfin, une troisième signale l'existence, en 1869, d'une résidence dénommée Bloomfield sur le terrain de l'église Saint-Viateur. (Bureau de la toponymie de Montréal).

Rue Champagneur (Rue Sainte-Adèle)

Avant 1927

Rue Saint-Adèle pour la portion de rue de la ville de Montréal et rue Champagneur dans la ville d'Outremont.

17 janvier 1927

Changement de nom pour rue Champagneur.

Cette voie prolonge l'avenue du même nom dans la paroisse Saint-Viateur d'Outremont. Clerc de Saint-Viateur, le Français Étienne Champagneur (1808-1882) vient au Québec en 1847 à la demande de Mgr Ignace Bourget. Il établit, d'abord à Joliette, puis à Chambly et à Rigaud, sa congrégation enseignante. En 1852, la congrégation s'implante à Montréal. Lorsqu'il retourne en France, l'abbé Champagneur est remplacé comme supérieur par le père Pascal Lajoie. (Bureau de la toponymie de Montréal).

Boulevard Crémazie (Chemin de la Côte Saint-Laurent)

Avant 27 mai 1912 : Montée ou Côte Saint-Laurent, puis Chemin Vervais.

27 mai 1912 : changement de nom pour Chemin Crémazie.

4 novembre 1914 : changement de nom pour Boulevard Crémazie en l'honneur d'Octave Crémazie, poète canadien-français.

Âgé de vingt ans, Octave Crémazie (1827-1879) participe à la fondation de l'Institut canadien à Québec. Associé à son frère Joseph, il tient une librairie qui devient, dans les années 1860, le cœur d'une sorte d'école littéraire. Ces écrivains lancent les revues Les Soirées canadiennes et Le Foyer canadien, où paraissent les poèmes de Crémazie, dont le fameux Drapeau de Carillon qui, dès 1858, consacre Crémazie poète national. (Bureau de la toponymie de Montréal)

Rue Durocher

Avant 27 mai 1912

La portion de rue allant de la rue Beaumont à la rue Howard s'appelait Park Avenue.

27 mai 1912

La portion de rue allant de la rue Beaumont à la rue Howard change pour rue Verville.

17 janvier 1927

La rue Verville change pour rue Durocher.

Simon-Hippolyte Durocher (1774-1853) épouse le 6 mai 1822 à l'église Notre-Dame de Montréal Marie-Julie (1781-1827), fille de Pierre Foretier dont les beaux-frères, Louis-Charles Foucher et Denis-Benjamin Viger sont conviés comme témoins. Il est veuf depuis douze ans lorsqu'il trace puis cède cette voie à la ville et y habite au moment de son décès. (Bureau de la toponymie de Montréal)

Avenue de l'Épée (avenue Greenshields)

James Naismith Greenshields (1852-1937), directeur de la compagnie Park Realty Company of Montreal. Cette voie est ouverte à travers des terrains appartenant à cette compagnie.

17 janvier 1927

Changement de nom de l'avenue Greenshields pour l'avenue de l'Épée. Prolongement de l'avenue de l'Épée et Outremont.

Charles-Michel de l'Épée (1712-1789), prêtre, fondateur français de l'Institution des sourds-muets. Ce nom est d'abord donné à la partie de cette voie dans Outremont.

Rue Hutchison

13 mai 1889

Ainsi appelée le 13 mai 1889. Elle rappelle le nom de la famille Hutchison, propriétaire depuis 1816, de la terre n° 44, qui fut subdivisée par Dame Margaret Hutchison & Al.

16 novembre 1951

Le court tronçon de voie publique qui va de l'avenue Ogilvy à la rue Jean-Talon, dans le quartier Saint-Jean, n'a pas encore reçu de dénomination officielle. Acquis du Canadien-Pacifique par un acte d'échange passé en 1934, cette voie continue vers le nord la partie de la rue Hutchison qui aboutit présentement à la rue Jean-Talon.

29 novembre 1951

Officialisation du nom de la rue Hutchison allant d'Ogilvy à Jean-Talon.

Rue Jarry (rue Blair)

14 octobre 1932

« Ainsi que vous en êtes au courant, la rue Blair n'est ni plus ni moins que le prolongement de la rue Jarry; alors, il serait préférable de n'avoir qu'un nom pour cette artère du nord de la ville et ce nom devrait être Jarry depuis la limite est jusqu'à la rue McEachran. Comme le tramway devra se diriger vers l'ouest par la rue Blair, il serait nécessaire d'homologuer immédiatement la rue Blair à 80 pieds, soit la même largeur que la rue Jarry. En ce moment, il n'y a aucune bâtisse du côté nord de la rue Blair; tandis que du côté sud, il n'y a que deux cabanes et un garage public à un étage. » (Voir le dossier de la rue Blair).

19 avril 1956

« Vu l'ouverture récente du tunnel sous les voies du C.P.R. reliant l'avenue Blair à la rue Jarry, le Comité de la Toponymie est d'avis qu'il y aurait lieu de changer le nom de l'avenue Blair en celui de rue Jarry. » (Voir le dossier de la rue Blair).

5 juin 1956

Changement de nom de la rue Blair pour Jarry.

La rue et le parc Jarry ne rappellent pas la même personne : tandis que la rue honore Bernard Bleignier dit Jarry, le parc rappelle le nom de Raoul Jarry. Le 5 avril 1700, Bernard Bleignier reçoit une concession dans ce qui deviendra le village de Saint-Laurent. Sur la terre de Stanislas Jarry, père, issu de cette famille et maire du village en 1907, on ouvre la première partie de cette voie, entre les actuelles rues Fabre et Lajeunesse. (Bureau de la toponymie de Montréal)

Rue de Liège (rue Howard)

7 mai 1909

Rue Howard. Voie enregistrée par la Park Realty Co. dont Mr. S. P. Howard était le vice-président.

22 avril 1959

Changement de nom de l'avenue Howard pour celui de rue de Liège. Rappelle le nom d'une ville de Belgique

Rue Ogilvy

Désignation vers 1931

Le 29 septembre 1911, cette voie est cédée par la Park Realty Co. sous le nom d'avenue Ogilvie. Il est possible que cette dénomination soit reliée à D. W. Ogilvie, président de sa propre compagnie immobilière, Ogilvie D. W. & Co., localisée sur la rue Saint-Sacrement, ou encore à Alexander Walker Ogilvie (1829-1902), industriel, conseiller municipal, député conservateur et sénateur. (Bureau de la toponymie de Montréal)

« Il s'agit d'un petit ensemble composé d'édifices civiques, religieux et commerciaux disposés autour d'une intersection. On y retrouve le poste de police d'inspiration Art-Déco, une église de style éclectique et deux immeubles commerciaux en brique d'argile avec leur entrée en coin typique. »²²¹

Avenue d'Outremont (rue Roche / rue O'Shaughnessy)

Avant 27 mai 1912

Rue Roche.

27 mai 1912

Changement de nom pour O'Shaughnessy (ancien propriétaire du quartier).

17 janvier 1927

Changement de nom pour avenue d'Outremont (prolongement de l'avenue d'Outremont). Ainsi appelée le 17 janvier 1927 pour la partie de cette voie située à l'intérieur des anciennes limites de la ville de Montréal. Cette voie est ouverte à une date indéterminée dans le village d'Outremont, dont elle prend le nom. C'est Louis Beaubien qui, en 1875, alors qu'il est député d'Hochelaga, présente un bill relatif à l'érection de la côte Sainte-Catherine en village qui prend le nom d'Outremont (outre le mont). (Bureau de la toponymie de Montréal).

Avenue du Parc

En 1883, une requête de citoyens de langue anglaise est déposée à la Ville afin de nommer cette voie « Park Avenue ». Il s'agit alors d'un nom ancré dans la tradition toponymique anglaise. Depuis le 29 septembre 1961, il est permis officiellement de traduire le nom de « Park Avenue » par avenue du Parc. (Bureau de la toponymie de Montréal).

²²¹ Évaluation du patrimoine urbain : arrondissement Villieray – Saint-Michel – Parc-Extension, Étude réalisée par le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, 2005, p. 26.

Rue Querbes (Boulevard King Edward / Bremner)

Avant le 27 mai 1912

Boulevard King Edward.

27 mai 1912

Changement de nom pour la rue Bremner.

17 janvier 1927

Changement de nom pour Querbes.

1962

Prolongement de la rue Querbes et de la rue Liège au boulevard Métropolitain.

Ce nom évoque le souvenir du père Louis-Marie-Joseph Querbes (1793-1859), fondateur des Clercs de Saint-Viateur en France, en 1831. Arrivés à Outremont en 1887 avec l'Institution catholique des Sourds-Muets, les Clercs y ont transféré leur maison provinciale en 1896 dans le premier bâtiment construit sur l'avenue Querbes, avant son existence proprement dite. (Bureau de la toponymie de Montréal)

« Le prolongement des rues Querbes et Liège jusqu'au boulevard Crémazie sera terminé vers le 1^{er} novembre prochain. Ce nouveau débouché de rue permettra aux automobilistes qui se dirigent vers le nord d'éviter le rond-point l'Acadie où il y a congestion véhiculaire. » (Le Devoir, mercredi 30 octobre 1963).

Rue Saint-Roch (avenue Abraham)

10 juillet 1928

Changement de nom de la rue Abraham pour la rue Saint-Roch.

Ce nom rappelle le nom de la paroisse Saint-Roch dont l'église est située sur cette rue.

On y retrouve les bâtiments les plus anciens du quartier autour de l'église Saint-Roch avec l'école Barclay et Saint-Roch véritable premier noyau villageois et institutionnel du quartier.

Rue Stuart

Entre 1914 et 1931

Suzanne Lauretta Stuart (1844-1936), fille d'Andrew Stuart et de Charlotte Elmiere Aubert de Gaspé, épouse, le 31 mai 1864, l'homme d'affaires Louis Beaubien, fondateur d'Outremont en 1875.

Selon l'historien Robert Rumilly (1975), Louis Beaubien, le propriétaire cédant une partie du terrain nécessaire à l'ouverture de cette avenue située dans l'ancienne Ville d'Outremont, aurait imposé cet odonyme dans l'intention de perpétuer la mémoire de son beau père, sir Andrew Stuart, juge en chef de la Cour supérieure de 1885 à 1889. (Bureau de la toponymie de Montréal)

Rue Wiseman (rue Vendôme, rue Lanoraie)

Avant 29 mai 1911

Rue Vendôme.

29 mai 1911

Changement de nom pour rue Lanoraie.

17 janvier 1927

Changement de nom pour rue Wiseman (prolongement de la rue Wiseman).

Cette voie forme la continuation de l'avenue Wiseman dans Outremont. Rappellerait-elle le nom du propriétaire de l'hôtel Wiseman, lequel était situé à l'angle nord-ouest des rues Mt-Royal et St-Laurent, comme nous l'a laissé entendre l'ex-échevin de la municipalité de St-Louis, M. Louis Bérubé, le 27 février 1937? (Voir le dossier de rue).

Cette voie rappelle la famille de John Wiseman.

HISTOIRE DES PARCS DU QUARTIER PARC-EXTENSION

Parc Athéna (anciennement parc Greenshields)

24 février 1986

Situé entre les rues Jean-Talon, de l'Épée, Greenshields et Bloomfield, est l'un des premiers parcs du quartier. Conçu par la *Park Realty Company of Montréal*, il prend le nom d'Athéna en 1986, à la suite de nombreuses demandes de la communauté grecque.

Situé dans un quartier à forte concentration grecque, ce parc, autrefois connu comme le parc Greenshields, emprunte sa dénomination à la mythologie grecque et à la déesse Athéna, fille de Zeus, protectrice de la Cité d'Athènes. (Bureau de la toponymie de Montréal)

Parc Birnam

Situé à l'est de la rue Birnam au sud de Jean-Talon.

Aucun document n'explique le contexte de l'apparition de cette dénomination. Il s'agit possiblement d'un nom officieux ou usuel. En référence à la Birnam Realty Co., qui a cédé la rue Birnam à la Ville de Montréal. (Bureau de la toponymie de Montréal)

Parc Champagneur

Aucun document n'explique le contexte de l'apparition de cette dénomination. Il s'agit possiblement d'un nom officieux ou usuel.

Situé au nord de la rue Beaumont sur la rue Champagneur.

Parc Howard

Situé sur la rue de Liège entre les avenues de l'Épée et Querbes.

Information indisponible sur l'histoire du parc. Ce parc est toutefois, le seul témoin de l'ancien nom de la rue situé au nord, soit la rue De Liège.

Parc Jean-Valets

8 avril 1929

Situé au sud de la rue de Liège entre l'avenue Bloomfield et de l'Épée. Parc prévu dans le plan d'aménagement de la *Park Realty Co.*

Jean Valets, ou Vallays (1633?-1660), s'engage à La Flèche en 1653, d'abord pour cinq ans. Un an après son arrivée, il accepte la concession d'un arpent à défricher et à construire à l'intérieur de la ville, contre la promesse d'un établissement définitif. Avec Nicolas Josselin, arrivé en même temps que lui, il s'engage auprès de Dollard-des-Ormeaux pour l'expédition au Long-Sault, en mai 1660, qui lui sera fatale comme à tous ses compagnons. Deux voies rappellent ces deux compagnons. (Bureau de la toponymie de Montréal)

Parc De Lestre

11 février 1929

Situé au nord de l'avenue Ball entre l'avenue Bloomfield et de l'Épée. Parc prévu dans le plan d'aménagement de la *Park Realty Co.*

Alonie de Lestre (1629-1660), chaudronnier, un des compagnons de Dollard-des-Ormeaux. (Bureau de la toponymie de Montréal)

Parc Ogilvy

Situé au nord d'Ogilvy coin Outremont.

Information indisponible sur l'histoire du parc.

Parc Saint-Roch

Situé au bout de l'avenue Ball, près du chemin de fer du Canadien Pacifique.

Information indisponible sur l'histoire du parc.

Parc Sinclair-Laid

Situé entre les rues de Liège, Anvers, Stuart et Wiseman.

Information indisponible sur l'histoire du parc.

Parc-école Barclay

Situé entre la rue Jarry, Wiseman et Outremont.

Information indisponible sur l'histoire du parc.

BIBLIOGRAPHIE

Documents d'archives

Boulevard de l'Acadie (av. Allen / av. McEachran), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3001.

Avenue Ball, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3260.3.

Avenue Beaumont, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-37-7.2 et 3707.3.

Rue Birman, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3704.24.

Avenue Bloomfield (rue Bickerdike), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3249-33.

Rue Champagneur (Rue Sainte-Adèle), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3164.

Boulevard Crémazie (Chemin Crémazie / Chemin de la Côte Saint-Laurent), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3274.

Rue Durocher (av. Parc / rue Verville), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3077-3.

Avenue de l'Épée (avenue Greenshields), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3251-37.

Rue Hutchison, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3077-6.

Rue Jarry (rue Blair), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3261.1-1.

Rue de Liège (rue Howard), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3785.

Avenue Outremont (rue Roche / rue O'Shaughnessy), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3506-25.

Avenue du Parc, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3086.A.

Rue Querbes (Boulevard King Edward / Bremner), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3558-22.

Rue Saint-Roch (Abraham), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3506-28.

Rue Wiseman (rue Vendôme, rue Lanoraie), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3263.

Documents Internet

Boulevard l'Acadie, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Avenue d'Anvers, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Avenue Ball, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011)

Avenue Beaumont, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Avenue Bloomfield, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Rue Champagneur, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Rue de l'Épée, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Rue Greenshield, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Rue Jarry, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Rue Ogilvy, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Avenue Outremont, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Avenue Du Parc, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Rue Stuart, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Rue Wiseman, Bureau de la toponymie de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Parc Athéna, Bureau de la toponymie de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Parc Birnam, Bureau de la toponymie de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Parc Jean-Valets, Bureau de la toponymie de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

Parc De Lestre, Bureau de la toponymie de Montréal,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL, (15 février 2011).

PARC-EXTENSION : 100 ANS D'HISTOIRE

Bilan et chronologie historique

A P P E N D I C E 3

INDEX DES CARTABLES DOCUMENTAIRES

Centre d'histoire de Montréal

Février 2011

PARC-EXTENSION : 100 ANS D'HISTOIRE

Bilan et chronologie historique

CARTABLE 1

HISTOIRE DES QUARTIERS VOISINS DE PARC-EXTENSION

Association des locataires de Villeray, *Villeray d'hier à aujourd'hui*, 1984, 26p.

Comité logements Saint-Louis, *Le Plateau Mont-Royal au 19^e siècle*, 1984, 21p.

1. ÉTUDES SUR L'HISTOIRE DU QUARTIER DE 1970 À 2000

DANSEREAU, Francine. « Parc-Extension : du quartier fondateur à la multiethnicisation en accéléré », *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, sous la dir. d'Annick Germain, INRS-Urbanisation, Septembre 1995, p. 95-139.

LORANGER, Robert. *Parc-Extension le quartier oublié*, M.a. géographie Université de Montréal, 1995, 104p.

POIRIER, Céline. « Parc Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal », *Les Cahiers du Gres*, vol. 6, no 2, 2006, p. 51-68.

2. PUBLICATIONS D'ORGANISMES ET D'ASSOCIATIONS DU QUARTIER

CDEC Centre-Nord, *Réinventer Montréal, le plan de transport de la Ville de Montréal. Des services et infrastructures de transport en lien avec les besoins de l'arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension*, 22 août 2007, 18p.

Direction de la santé publique de Montréal et de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal, *Localisation et ampleur des conditions d'habitation problématiques à Montréal*, Juin 2004, 27p.

Le groupe de travail sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension, *Portrait du quartier Parc-Extension*, Septembre 2004.

Montréal en statistiques, *Profil sociodémographique Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension*, Mai 2009, 27p.

Regroupement en aménagement de Parc Extension (RAMPE), *Rapport sur l'état du parc résidentiel de Parc-Extension*, Janvier 2001.

3. IMMIGRATIONS

BOUDJIKANIAN, Aïda. « Les insertions résidentielle et économique des Arméniens de Montréal : comportements d'une communauté culturelle ou d'une communauté diasporique ? », *Espace populations sociétés*, Numéro 2006/1, p. 95-106.

BRASSARD, Pierre. « Les origines de Parc-Extension », *Journal communautaire Le Monde*, novembre 2003.

BRÉDIMAS-ASSIMOPOULOS, Nadia. « Intégration civique sans acculturation. Les Grecs à Montréal », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no 2, 1975, p. 129-142.

IOANNOU, Tina. *La communauté grecque du Québec*, IQRC, 1983, 333p.

4. LES ANNÉES 2000

Groupe Conseil en développement de l'habitation. *Projet d'implantation d'un campus de l'université de Montréal sur le site de la gare de triage d'Outremont*, Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal, 29 mars 2007.

LÉONARD, Jean-François et LÉVEILLÉE, Jacques. « Les arrondissements de Montréal : des fonctionnaires enthousiastes mais tenus en laisse », *Le Devoir*, 16 Janvier 2003.

5. STATISTIQUES

Ouvrages de référence

Recensement, Statistiques Canada, UQAM, 1951.

Recensement, Statistiques Canada, UQAM, 1956.

Recensement, Statistiques Canada, UQAM, 1971.

PARC-EXTENSION : 100 ANS D'HISTOIRE

Bilan et chronologie historique

CARTABLE 2

LES ORIGINES DE PARC-EXTENSION 17^E-18^E-19^E

BEAUREGARD, Ludger. « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 73-74, 1984, p. 47-62.

BEAUREGARD, Ludger. « Outre mont Royal 1694-1875 », *Histoire Québec*, vol.8, no 2, 2002, p. 9-18.

BENOÎT, Michel et Roger GRATTON, *La Cité du Nord*, Montréal, Ville de Montréal, Chapitre 9, coll. « Pignons sur rue », 1983, p. 249-271.

COLLIN, Jean-Pierre. *La gestion métropolitaine et les relations ville-banlieue à Montréal, depuis 1830*, INRS-Urbanisatoin, Culture et Société, 24 octobre 2001.

COURVILLE, Serge. « Le marché des « subsistances ». L'exemple de la plaine de Montréal au début des années 1830 : une perspective géographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, no. 2, 1988, p. 193-239.

LACHANCE, Marie-Hélène. *De l'espace rural à la banlieue industrielle : le quartier Rosemont, 1892-1911*, Mémoire de M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, Août 2009, 92p.

LINTEAU, Linteau-Paul. « Le personnel politique de Montréal, 1880-1914 : évolution d'une élite municipale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52. No. 2, 1998, p. 189-215.

PERRAULT, Claude. *Montréal en 1781*, Montréal, Payette Radio, 1969, p. 43.

ROBITAILLE, Charles et Simon VAUCLAIR. *Ville de Saint-Laurent, son expansion*. Société d'histoire de Saint-Laurent, 2 mars 1983, 5p.

ROY, Antoine. *L'île de Montréal en 1731, aveu et dénombrement des Messieurs de St-Sulpice, seigneurs de Montréal*, Archives de la province de Québec, 1943, p. 150-153.

Fonds d'archives

Terriers de Saint-Laurent cadastres 810-871, Archives de Montréal, P73, S1, D39, 18-.

Terriers Saint-Laurent : Cadastres 810 à 871, Archives de la Ville de Montréal, Fonds du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, P73,S1,D39, 18-.

1. LES DÉBUTS DE PARC-EXTENSION

GAGNON, Julie. *Parc-Extension : son histoire et son développement. Recherche historique et bibliographie annotée réalisées*, Comité d'action de Parc-Extension, Août 1996.

GIGUÈRE, Julie. *Les débuts de Parc Extension 1907-1914*, Comité d'action de Parc-Extension, Septembre 2003.

RUMILLY, Robert. *Histoire de Montréal*, Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1969, 310p.

Articles de journaux

ANONYME, « Park Avenue Extension Adjoining Mount Royal, the C.N.R. Model City », *The Gazette*, 11 avril 1912,

ANONYME, « Park Avenue Extension Residents on Tramways Question », *The Montreal Gazette*, 20 juin 1916.

ANONYME, « Proprietors Organize. Park Extension Realty Owners Form Association », *The Montreal Gazette*, 3 août 1928.

ANONYME, « Stop Tramway Work on Jarry Street », *The Montreal Gazette*, 30 juin 1916.

ANONYME, « Threaten to Form New Municipality. Electors of Laurier Ward Parishes to Coerce City for Improvements », *The Montreal Gazette*, 26 juillet 1913.

ANONYME, « Tramways Turn Down Delegation with Emphasis. Residents of Park Avenue Extension Report That Their Petition is Refused », *The Montreal Daily Mail*, 17 juin 1916.

BARCLAY, John. « A Plaint From Park Avenue », *The Montreal Gazette*, 24 août 1918.

BRASSARD, Pierre. « Les origines de Parc-Extension », *Journal communautaire Le Monde*, novembre 2003.

CROSSELEY, Alexander. « A Tramway Route », *The Montreal Gazette*, 4 mai 1918.

HALL, George. « Park Ave. Extension Tracks », *The Montreal Gazette*, 18 avril 1918.

HOWARD, John H. « Park Avenue Extension », *The Montreal Gazette*, 28 juillet 1919.

Vox Populi. « The Tramways and Park Ave. Extension », *The Montreal Daily Mail*, 5 juin 1916.

WALFORD, Irving. « Park Avenue Extension Tramway », *The Montreal Gazette*, 5 avril 1918.

Fonds d'archives

Amendements à la charte de la Cité de Montréal, 4 juin 1910, Archive de Montréal, 008-06-07-03.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 18 novembre 1916.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 1^{er} décembre 1916.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 9 décembre 1916.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 5 janvier 1917.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 4 février 1919.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 25 février 1919.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 26 février 1919.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 18 mars 1920.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 6 février 1923.

Enquête sanitaire dans Parc-Extension, Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 14 novembre 1918.

Estimé du coût du macadamisage des rues du quartier, Direction des travaux publics, Bureau de l'ingénieur en chef, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 15 mars 1917.

Explication du procès-verbal du 4 juillet 1910 de la municipalité de Saint-Laurent quand à l'annexion, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, 4 juillet 1910.

Extrait de l'Acte de vente de Dame Adeline Dagenais à la Park Realty Co. Ltd. Devant M^e Ernest R. Decary, no. 171434, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, 4 février 1910.

Extrait de l'Acte de vente de la Park Realty Co. of Montréal Ltd. à James MacDonald, devant M^e E. R. Decary, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 173705, 3 juin 1910.

Extrait de l'Acte de vente de la Park Realty Co. of Montréal Ltd. à St-Lawrence Investment & Trust Company, devant M^e J. A. Cameron, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 251963, 28 juillet 1913.

Extrait de l'Acte de vente de la Park Realty Co. of Montréal Ltd. À la Tayside Realty Co. Ltd, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 404, boîte 7094-E1-R33-S4-T4-P08, no 274690, 26 mai 1914.

Extrait de l'Acte de vente de la Park Realty Co. of Montréal Ltd. à Tayside Realty Company Ltd. Devant M^e R. Papineau Couture, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 332 des minutes du notaire, 274690, 1^{er} juin 1919.

Extrait de l'Acte de vente de la St. Lawrence Investment and Trust Company à Brodie W. Jameson, devant M^e R. Papineau-Couture, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 322021, 23 mai 1916.

Extrait de l'Acte de vente de la Tayside Realty Co. Ltd. À la St. Lawrence & Trust Co. Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 404, boîte 7094-E1-R33-S4-T4-P08, no. 274696, 27 mai 1914.

Extrait des minutes du Conseil de Ville de Montréal, Assemblée spéciale, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1, S10, D194, 6 juin 1910.

La Park Extension Municipal Reform Association soulève les problèmes d'infrastructure du quartier, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 22 février 1917.

La Park Extension Municipal Reform Association soulève les problèmes d'infrastructure du quartier, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 30 novembre 1917.

La Park Extension Municipal Reform Association soulève les problèmes d'infrastructure du quartier, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 31 décembre 1917.

La Park Extension Municipal Reform Association soulève les problèmes d'infrastructure du quartier, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 14 février 1918.

Les quartiers municipaux de la ville de Montréal depuis 1832, Archives de Montréal, juillet 1973, 108p.

Municipalité de Saint-Laurent; Annexion, Archives de Montréal, 2^e série, 1907.

Park Realty Company of Montreal Ltd., Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1, S2, D25, 15 mars 1910.

Pétition de la Park Extension Municipal Reform Association, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 25 novembre 1918.

Pétition de résidants du secteur Parc-Extension du quartier Bordeaux, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 31 janvier 1919.

Plan of South Section (Being from C.P.R. Tracks to Abraham Avenue) of Park Avenue Extension Montreal Annex, BAnQ, Centre de Montréal, Fonds Cour supérieure. District judiciaire de Montréal, Greffes d'arpenteurs, CA601, S171, SS1, SSS2, D2-12-30, 19-.

Projet égouts Parc-Extension, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 11 février 1919.

Projet égouts Parc-Extension, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 13 février 1919.

Projet égouts Parc-Extension, Directeur des travaux publics, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 7 février 1919.

Rapport annuel du Greffier de la Ville, Archives de Montréal, 1910, p. 18-37.

Rapport annuel du Trésorier de la Ville et du Contrôleur et Auditeur Archives de Montréal, XCD00, P4092, année 1910, p. 6-18.

Réponse à la pétition de la Park Extension Municipal Reform Association du 31 janvier 1919, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 1^{er} février 1919.

Réponse de la Cité de Montréal à la Park Extension Municipal Reform Association, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 10 janvier 1918.

Réponse de la Cité de Montréal à la Park Extension Municipal Reform Association, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 8 mars 1918.

Réponse du notaire de la Cité de Montréal à la Park Extension Municipal Reform Association, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 10 juillet 1918.

Séance ou assemblée générale du 4 juillet 1910, Société d'histoire de Parc-Extension, 4 juillet 1910.

2. ENTREPRISES ET INDUSTRIES

Articles de périodiques

ANONYME, « CFCF a une puissance accrue de 5,000 watts », *Le Devoir*, 10 avril 1948.

ANONYME, « CFCF Burns But Show Goes On », *The Gazette*, 24 octobre 1958.

ANONYME, « Incendie de deux alertes dans un poste de radio », *Montréal-Matin*, 24 octobre 1958.

ANONYME, « Le canal 12 (CFCF-TV) sera en ondes le 20 janvier; le canal 10 (français) le lendemain! », *Dimanche-Matin*, 11 décembre 1960.

ANONYME, « Les studios de CFCF-TV bientôt construits sur l'avenue du Parc », *Montréal-Matin*, 23 mars 1960.

ANONYME,n.t. *La Presse*, 23 mars 1960.

ANONYME, « Une ère nouvelle en télévision », *La Presse*, 24 mars 1960

ANONYME, « On the air now! », *The Montreal Star*, 20 janvier 1961

ANONYME, « Vingt et une années de persévérance trouvent enfin leur vraie récompense », *Dimanche-Matin*, 22 janvier 1961.

ANONYME, « La vente des stations de radio : un bon coup de pouce à CFCF », *Le journal de Montréal*, 15 février 1988.

DES RIVIÈRES, Paule. « Une troisième télévision anglophone à Montréal? », *Le Devoir*, 16 mars 1991.

DURIVAGE, Paul. « Un investissement de 12 millions. CFCF Inc. Agrandit ses installations », *Le Devoir*, 14 août 1984.

JOHNSON, Richard. « CFCF : à vendre en tout ou en partie », *Le journal de Montréal*, 30 janvier 1991.

LABROSSE, Serge. « Les caméra-reporters. Quatre-Saisons innove avec une nouvelle génération de journalistes », *Le journal de Montréal*, 22 juin 1986.

Fonds d'archives

Canadian Marconi Company, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6 3738.2, 1931.

Chronologie de l'entreprise, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6 3738.2, 1983.

Établissement d'une usine de munition Martin Senour Co., Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6 3251-38, 1915.

L'envers du Studio, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6 3738.2, août 1931.

Le canal 12 en ondes 24 heures sur 24 en septembre, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6 3738.2.

3. ÉGLISES

Articles de périodiques

ANONYME, « Linvingstone Presbyterian Church », *The Gazette*, 15 janvier 1938.

Fonds d'archives

Programme souvenir de la communauté chrétienne St-Roch 1927-1977, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Dossier Église.

4. ÉCOLES

Articles de périodiques

ANONYME, « Marchers Demand New School », *The Montreal Star*, 22 septembre 1959.

ANONYME, « Ils ne veulent pas du « Parc-école » », *Journal de Montréal*, 25 février 1976.

BERTHAULT, Madeleine. « Des parents s'opposent à la fermeture de quatre écoles anglaises de la CECM », *La Presse*, 11 décembre 1986.

BUCKIE, Catherine. « Commission votes again to shut Hingston High », *The Gazette*, 20 avril 1989.

CHARLES, Ron. « Hingston is doomed », *Montreal Daily News*, 22 décembre 1988.

HAYES, Bob. « Residents move to save St. Roch Parl », *The Gazette*, 25 septembre 1968.

RUFIANGE, Luc. « Écoles primaires surpeuplées », s.e.n.d.

RUFIANGE, Luc. « Les écoles surpeuplées : unanimité à la CECM », *Le journal de Montréal*, 16 mars 1995.

SEIDMAN, Karen. « Catholic commission aiming to close six schools », *The Gazette*, s.d.

SEIDMAN, Karen. « Five more English Catholic Schools may be shut », *The Gazette*, s.d.

SEIDMAN, Karen. « School-closing threat infuriates parents », *The Gazette*, s.d.

SURETTE, Ralph. « Park Extension up in arms. Group wants park, not school », *The Montreal Star*, 24 juillet 1969.

TUCKER, W. Robert et Doreen V. SPILLANE. « City's Inaction Blocks Park Extension Community Program », *The Gazette*, 27 novembre 1968.

TURCOTTE, Claude. « Des logements à prix modiques plutôt qu'une école au Parc-Extension », *La Presse*, 25 février 1979.

YORSTON, John. « Sick of secrecy. Park plan directors « fed up » », *The Montreal Star*, 11 octobre 1968.

ZACHON, Ed. « Park Extension group wants school, but not on scarce park land », *The Montreal Star*, 28 juillet 1969.

Fonds d'archives

Barclay, 75 ans d'histoire, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Dossier écoles.

Choix de l'emplacement de l'école polyvalente du parc Saint-Roch, Archives de la Commission scolaire de Montréal, dossier 581 William Hingston, boîte 6872, E-R17-81-T2-P07, 17 septembre 1968.

Copie de résolutions adoptée par la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, dossier écoles, 4 avril 1963.

Demande d'utilisation de l'école Barthélémy-Vimont annexe par la Communauté Hellénique Canadienne de l'Île de Montréal, Archives de la Commission scolaire de Montréal, dossier 266, boîte 6888-1-17-1-4, 4 juin 1979.

Écoles primaires surpeuplées. Le mandat éducatif de la CECM prime sur les besoins des organismes communautaires, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Dossier écoles.

Extrait de l'évaluation fixant les indemnités pour l'expropriation de propriétés par la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, Archives de la Commission scolaire de Montréal, dossier 581 William Hingston, boîte 6872, E-R17-81-T2-P07, s.d.

Extrait des évaluations fixant les indemnités pour l'expropriation de propriétés par la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, Archives de la Commission scolaire de Montréal, dossier 404T, boîte 7093, R-33, S4, T4, P07, 9 juillet 1963.

Lettre de Denis Arvanitakis président du Conseil d'administration du CLSC de Parc-Extension à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal au sujet de la fermeture de la polyvalente William-Hingston, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, dossier écoles, 21 novembre 1988.

Plan de l'agrandissement de l'école Viger, BAnQ, Centre de Montréal, Fonds Labelle, Marchand, Geoffroy, Bernard, architectes, P823, S1, D31, 314-C, 1931.

William Hingston Comprehensive High School, Relations Department of the M.C.S.C, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Dossier école, 1972.

5. LOGEMENTS

Articles de périodiques

ANONYME, « Les habitations Bloomfield comptent plus de logements qu'originellement prévu », *Le Progrès de Villeray*, 18 janvier 1977.

BÉDARD, Jean-Pierre. « Des locataires s'opposent farouchement à la démolition de leurs logements », *Journal de Montréal*, 19 avril 1979.

COUINARD, Marcel. « L'administration Drapeau chauffée par des vieillards », *Montréal-Matin*, 24 février 1976.

OUIMET, Pierre. « Les locataires de Parc-Extension réclament le droit de vote », *Montréal-Matin*, 26 mai 1970.

TURCOTTTE, Claude. « Des logements à prix modiques plutôt qu'une école au Parc-Extension », *La Presse*, 25 février 1976.

6. SERVICES PUBLIQUES

Articles de périodiques

ANONYME, « La Montreal Water & Power », *La Patrie*, 24 février 1926.

ANONYME, « L'achat de la Montreal Water and Power est de nouveau mis de l'avant », *La Presse*, 21 avril 1926.

ANONYME, « Mayor Champions Users of Water », *The Montreal Star*, 21 avril 1926.

ANONYME, « La Cie Montreal Water & Power », *Le Devoir*, 10 novembre 1926.

ANONYME, « Water Company is Under Fire », *The Montreal Star*, 21 octobre 1926.

ANONYME, « Des pauvres que la ville devra aider », *La Presse*, 21 octobre 1926.

ANONYME, « Explains State of Park Avenue », *The Montreal Star*, 6 novembre 1926.

ANONYME, « Sought Free Water for Poor Families », *The Gazette*, 16 novembre 1926.

ANONYME, « Deux casernes de pompiers fermées; une autre est ouverte », *Le Canada*, août 1934.

ANONYME,n.e. « New Fire Station to Open this Week », 6 août 1934.

ANONYME, « « Ré-inauguration » du poste de pompiers 41 », *La Presse*, 27 décembre 1939.

ANONYME, « Fire Station opens in Park Extension », *The Gazette*, 28 décembre 1939.

BRAID, Don. « Court halts work on city gas line », *The Montreal Star*, 26 avril 1975.

LABERGE, Yvon. « Montréal rénove huit casernes de pompiers », *La Presse* 14 avril 1984.

Fonds d'archives

Brochure traitant du réservoir de gaz naturel de Parc-Extension, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension.

7. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

Articles de périodiques

ANONYME, « Death of Morenz is Severe Shock », *The Gazette*, 9 mars 1937.

ANONYME, « Howie Morenz meurt à l'hôpital », *Le Canada*, 9 mars 1937.

ANONYME, « Saulnier promises hockey rink to Park Extension citizens », *The Montreal Star*, 12 août 1969.

ANONYME, « Un bâtiment de plus pour les loisirs », *Montréal-Matin*, 21 juin 1972.

ANONYME, « Pétition pour obtenir une aréna », *Le Progrès de Villeray*, 29 avril 1975.

ANONYME, « Nouvelle aréna Howie Morenz », *Journal de Montréal*, 13 février 1979.

ANONYME, « Une aréna perpétuera le nom d'Howie Morenz », *Métro Matin*, 20 mars 1979.

ANONYME, « Le nouvel aréna Howie-Morenz a été officiellement inauguré », *La Presse*, 9 février 1980.

ANONYME, « Pourquoi pas Dickie? », *Dimanche-Matin*, 24 février 1980.

LAVIGNE, Horace. « Débuts et ascension vers la gloire du plus rapide joueur de hockey canadien », *La Patrie*, 9 février 1936.

MAYER, Charles. « Réflexions après l'Accident de Morenz », *Le Petit Journal*, 7 février 1937.

8. ÉVÉNEMENTS POLITIQUES

Articles de périodiques

ANONYME, « le comité de citoyens est pris à partie », *La Presse*, 28 mai 1970.

ANONYME, « Le FRAP laisse tomber la barrière des langues », *Journal de Montréal*, 26 septembre 1970.

ANONYME, « Une jeune femme de langue anglaise parmi les gens du FRAP dans Villeray », *Dimanche-Matin*, 27 septembre 1970.

ANONYME, « Citizens'groups churn through a bureaucratic sea », *The Montreal Star*, 22 juillet, 1978.

ARNOPOULOS, Sheila, « Park Ex fights as a community », *The Montreal Star*, 7 mars 1970.

GIROUX, Rose-Anne. « La fondation McConnell : pas question d'un don de 150,00\$ pour Parc-Extension », *La Presse*, 28 mai 1970.

LAMON, George. « Trois autres candidats du FRAP élus dans Villeray », *La Presse*, Septembre 1970.

O'NEIL, Pierre. « 150,000\$ pour les citoyens de Parc-Extension », *Le Devoir*, 26 mai 1970.

RICHARD, Pierre. « FRAP et néo-québécois forment un front commun », *Le Devoir*, 20 septembre 1970.

RICHARD, Pierre. « Séquelle de la crise du FLQ. Rupture du front commun entre les Néo-Québécois et le FRAP », *Le Devoir*, 20 octobre 1970.

YORSTON, John. « Park Ex résidents map plans », *The Montreal Star*, 21 septembre 1961.

PARC-EXTENSION : 100 ANS D'HISTOIRE

Bilan et chronologie historique

CARTABLE 3

1. CARTES ET PLANS

BARCLAY, Malcolm D. *Map of the Island of Montreal, indicating the city of Montreal and the adjoining cities and towns*, Montreal, 1914.

BEMISTER & SLATER. *Railway routes from Montreal*, Montréal, 1875. Image 1.

BOUCHETTE, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the district of Montreal, Lower Canada*, Londres, 1831.

BOUCHETTE, Joseph. *Topographical map of the province of Lower Canada*, Londres, 1815.

Carte de l'activité économique du quartier, Regroupement en Aménagement de Parc-Extension (RAMPE), 1993.

CHOQUETTE, J. E et R. DURAND, Service d'urbanisme. *Plans d'utilisation du sol de la ville de Montréal à l'échelle 1 :600*, Montréal : Service d'urbanisme de la ville de Montréal, novembre 1946.

DAOUST REALTY LIMITED, *Carte géographique montrant villes et villages, routes accommodations générales de l'île de Montréal et ses environs*, 1911.

Extrait du terrier de 1702 montrant la Côte Saint-Laurent, Archives des Sulpiciens.

GOAD, Charles Edward. *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Charles E. Goad & Co. Civil Engineers, Carte index, 1912.

GOAD, Charles Edward. *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Charles E. Goad & Co. Civil Engineers, Carte index Vol. 3 (Sud), 1914.

GOAD, Charles Edward. *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Charles E. Goad & Co. Civil Engineers, Carte index Vol. 3 (Nord), 1914.

GOAD, Charles Edward. *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Charles E. Goad & Co. Civil Engineers, 1914, Vol. III, Plate 339.

GOAD, Charles Edward. *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Charles E. Goad & Co. Civil Engineers, 1914, Vol. III, Plate 342.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1911, Vol. VI, Plate 435.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1911, Vol. V, Plate 336.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1912, Vol. VII, (Outremont).

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1914, Vol. VIII, Plate 800C.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, Avril 1914, Vol. VIII, Plate 1002.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, Avril 1914, Vol. VIII, Plate 1003.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, Avril 1914, Vol. VIII, Plate 1008.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1924, Vol. VI, Plate 351A.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1936, Vol. V, Plate 336.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1943, Vol. V, Plate 336.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1955, Vol. V, Plate 336.

GOAD, Charles Edward. *Montreal Island and vicinity*, Toronto; Montreal; London : Chas E. Goad, 1894.

HOPKINS, H. W. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, 1879, Plan de la paroisse Saint-Laurent, Plate 98.

HOPKINS, H. W. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, 1879, Plan de la paroisse de Montréal, Plate 102.

JOBIN, André. Carte de Montréal, Québec, 1834.

ORLANDINI, Rosa. Carte index créée selon la carte *Towns and Villages, Island of Montreal* de Hopkins 1879, carte créée le 5 novembre 2007.

PINSONNEAULT, Adolphe Rodrigue. *Atlas of the Island and City of Montreal and Ile Bizard: a compilation of the most recent cadastral plans from the book of reference*, The Atlas Publishing Co. Ltd., 1907, Carte index.

Plan des annexions à Montréal, Archives de Montréal, VM66, S5, P101, bobine 2-233, 1910-1912.

Plan indiquant la partie de la Paroisse de Saint-Laurent annexée à la Cité de Montréal, BAnQ, Centre de Montréal, Fonds Cour supérieure. District judiciaire de Montréal. Greffes d'arpenteurs, CA601, S171, SS1, SSS2, D3-6-69, 23 août 1911.

Plan of the City of Montreal, Archives de Montréal, VM66, S5, P116, bobine 2-248, 8 novembre 1913.

Quartier municipaux de la ville de Montréal depuis 1832, Carte du quartier Saint-Jean, 1921, Archives de Montréal, p. 55. KIRK, Thomas. *L'île de Montréal constituant les comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier et la cité de Montréal construite d'après les plans du cadastre*, Montréal : Service du cadastre, 1915, image 2.

Underwriters' Survey Bureau, *Insurance plan of the City of Montreal*, vol. V, 1939, plate 328.

Underwriters' Survey Bureau, *Insurance plan of the City of Montreal*, vol. V, 1939, plate 329.

Underwriters' Survey Bureau, *Insurance plan of the City of Montreal*, vol. V, 1955, plate 329.

2. ICONOGRAPHIES

Photographies de la gare Jean-Talon, Archives du Canadien Pacifique, 1932 et 1965.

Leurs Majestés arrivent à la gare Jean-Talon, BAnQ, Centre de Montréal, [Fonds Ésioff-Léon Patenaude](#), P16, S4, D15, P2, 1939.

Photographies de maisons à exproprier, Extrait des évaluations fixant les indemnités pour l'expropriation de propriétés par la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, Archives de la Commission scolaire de Montréal, dossier 404T, boîte 7093, R-33, S4, T4, P07, 9 juillet 1963.

Photographies de maisons à exproprier, Extrait de l'évaluation fixant les indemnités pour l'expropriation de propriétés par la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, Archives de la Commission scolaire de Montréal, boîte 6872, E-R17-81-T2-P07, s.d, dossier 581 William-Hingston.

Photographies de maisons à exproprier, Choix de l'emplacement de l'école polyvalente de du parc Saint-Roch Archives de la Commission scolaire de Montréal, dossier 581 William Hingston, boîte 6872, E-R17-81-T2-P07, 17 septembre 1968.

Photographies d'élèves de l'école Barthélémy-Vimont, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

Photographie de la polyvalente William Hingston, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

3. HISTOIRE DES RUES ET PARCS DU QUARTIER

FAVRETTI, Éveline. Histoire des noms des rues du quartier, Février 2011.

FAVRETTI, Éveline. Histoire des noms des parcs du quartier, Février 2011.

Fonds d'archives

Boulevard l'Acadie (av. Allen / av. McEachran), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3001.

Avenue Ball, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3260.3.

Avenue Beaumont, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-37-7.2 et 3707.3.

Rue Birman, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3704.24.

Avenue Bloomfield (rue Bickerdike), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3249-33.

Rue Champagneur (Rue Sainte-Adèle), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3164.

Boulevard Crémazie (Chemin Crémazie / Chemin de la Côte Saint-Laurent), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3274.

Rue Durocher (av. Parc / rue Verville), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3077-3.

Avenue de l'Épée (avenue Greenshields), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3251-37.

Rue Hutchison, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3077-6.

Rue Jarry (rue Blair), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3261.1-1.

Rue de Liège (rue Howard), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3785.

Avenue Outremont (rue Roche / rue O'Shaughnessy), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3506-25.

Avenue du Parc, Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3086.A.

Rue Querbes (Boulevard King Edward / Bremner), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3558-22.

Rue Saint-Roch (Abraham), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3506-28.

Rue Wiseman (rue Vendôme, rue Lanoraie), Archives de Montréal, Fonds du Service du greffe, VM6, R-3263.

4. ANNUAIRE LOVELL

LOVELL, John. *Lovell's Montreal City Directory*, Montréal, Lovell & Son, 1911-1912.

LOVELL, John. *Lovell's Montreal City Directory*, Montréal, Lovell & Son, 1915-1916.

LOVELL, John. *Lovell's Montreal City Directory*, Montréal, Lovell & Son, 1920-1921.

PARC-EXTENSION : 100 ANS D'HISTOIRE

Bilan et chronologie historique

CARTABLE 4

Transport

1. GARE JEAN-TALON

Monographies

BRILLAN, Louis. *Évaluation historique et inspection architecturale. Gare Jean-Talon : préliminaire*, vol. 1 Mandat, L'étude de Louis Brillant, architecte, 13 mars 1997.

BRILLAN, Louis. *Évaluation historique et inspection architecturale. Gare Jean-Talon : préliminaire*, vol. 2 Support photographique, L'étude de Louis Brillant, architecte, 4 avril 1997.

BRILLAN, Louis. *Évaluation historique et inspection architecturale. Gare Jean-Talon : préliminaire*, vol. 3 Analyse des volumes et rythmes des façades, L'étude de Louis Brillant, architecte, 6 mai 1997.

Commission consultative sur le réaménagement du site de la Gare Jean-Talon. *Commission consultative sur le réaménagement du site de la Gare Jean-Talon : rapport de consultation publique*, Coalition Gare Jean-Talon, Avril 1997, 75p.

MARTIN, Fournier et Annie SAINT-PIERRE. *Étude relative à la mise en valeur du site de l'ancienne Gare Jean-Talon*, Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE), 1992, 46p.

Ville de Montréal, Service de l'habitation et du développement urbain. *État des valeurs patrimoniales de l'arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension : évaluation préliminaire des valeurs du patrimoine immobilier de l'arrondissement*, Ville de Montréal, Juin 1991.

Ville de Montréal, Service de l'habitation et du développement urbain. *Gare Jean-Talon*, Ville de Montréal, 1989, 24p.

2. HISTOIRE DU TRANSPORT

TIMBERS, Wayne avec la collaboration de Brian YOUNG. *The Development of Transportation in Montreal, 1820-1918*, Musée McCord Museum, 13 mars 2002.

Articles de périodique

ANONYME, « Tramways Turn Down Delegation with Emphasis. Residents of Park Avenue Extension Report That Their Petition is Refused », *The Montreal Daily Mail*, 17 juin 1916.

ANONYME, « Park Avenue Extension Residents on Tramways Question », *The Montreal Gazette*, 20 juin 1916.

ANONYME, « Stop Tramway Work on Jarry Street », *The Montreal Gazette*, 30 juin 1916.

ANONYME, « Proprietors Organize. Park Extension Realty Owners Form Association », *The Montreal Gazette*, 3 août 1928.

ANONYME, « Bus Service Starts. Tramways Commences Linc in Northern Section », *The Montreal Gazette*, 16 septembre 1946.

ANONYME, « Une traverse à niveau temporaire à l'avenue Liège », *Le Devoir*, 5 février 1957.

ANONYME, « Le raccordement Querbes-Crémazie terminé vendredi », *Le Devoir*, 30 octobre 1963.

BARCLAY, John. « A Plaint From Park Avenue », *The Montreal Gazette*, 24 août 1918.

CROSSELEY, Alexander. « A Tramway Route », *The Montreal Gazette*, 4 mai 1918.

HALL, George. « Park Ave. Extension Tracks », *The Montreal Gazette*, 18 avril 1918.

HOWARD, John H. « Park Avenue Extension », *The Montreal Gazette*, 28 juillet 1919.

WALFORD, Irving. « Park Avenue Extension Tramway », *The Montreal Gazette*, 5 avril 1918.

Vox Populi. « The Tramways and Park Ave. Extension », *The Montreal Daily Mail*, 5 juin 1916.

Fonds d'archives

Canadian Pacific Railway Station for North End of Montreal, Archives du Canadien Pacifique, Février 1931.

Canadian Railway and Marine World, Archives du Canadien Pacifique, Décembre 1931.

Commission des tramways de Montréal. *Réseau de la Compagnie des tramways de Montréal*, La Commission, 1923, BAnQ.

Gare historique de l'avenue du Parc, Archives du Canadien Pacifique, Décembre 1994.

Montreal Tramways. *Route map of bus and tramways in Montreal*, Montreal Tramways Co. 1941, BAnQ.

Park Avenue Station, Archives du Canadien Pacifique.

Trajets de tramways et d'autobus provenant du CD de Jacques Pharant, Archives de la Société de transport de Montréal.

Cartes et plans

Commission des tramways de Montréal. *Réseau de la Compagnie des tramways de Montréal*, Montréal : la Commission, 1923, image 1 et 2.

Montreal Street Railway Co's. Local and Suburban Lines, 1909.

Montreal Street Railway Co's. Local and Suburban Lines, 1928.

Montreal Tramways Co. *Plan de Montréal et des lignes de tramway et d'autobus*, Compagnie des Tramways de Montréal, 1929.

Montreal Tramways Co. *Route map: of bus and tramways in Montreal*, Montreal Tramways Co. 1941, image 1 et 2.

Documents Internet

STM, *Les 80 ans de l'autobus à Montréal*, <http://www.stm.info/en-bref/autobus.htm>, (15 février 2011).

BIBLIOGRAPHIE

A. Fonds d'archives

Amendement à la chartre de la Cité de Montréal, Archives de Montréal, 4 juin 1910.

Amendements à la charte de la Cité de Montréal, Archives de Montréal, 4 juin 1910.

Amendements à la charte de la Cité de Montréal, Archives de Montréal, Chapitre 73, 1914.

Amendements à la charte de la Cité de Montréal, Archives de Montréal, 1910, p. 177.

Barclay, 75 ans d'histoire, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Dossier écoles.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 1^{er} décembre 1916.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 9 décembre 1916.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 5 janvier 1917.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 1916.

Cession de diverses rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 18 novembre 1916.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 4 février 1919.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 25 février 1919.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 26 février 1919.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 18 mars 1920.

Cession de rues, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 6 février 1923.

Dossier Parc-Extension, L'Autre Montréal, Été 2010.

Enquête sanitaire dans Parc-Extension, Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 14 novembre 1918.

Estimé du coût du macadamisage des rues du quartier, Direction des travaux publics, Bureau de l'ingénieur en chef, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 15 mars 1917.

Explication du procès-verbal du 4 juillet 1910 de la municipalité de Saint-Laurent quand à l'annexion Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension.

Exposition de la Société d'histoire de Parc-Extension, 3 juillet 2010.

Extrait de l'Acte de vente de Dame Adeline Dagenais à la Park Realty Co. Ltd. Devant M^e Ernest R. Decary, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 171434, 4 février 1910.

Extrait de l'Acte de vente de la Park Realty Co. of Montréal Ltd. à James MacDonald, devant M^e F. R. Decary, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 173705, 3 juin 1910.

Extrait de l'Acte de vente de la Park Realty Co. of Montréal Ltd. à St-Lawrence Investment & Trust Company, devant M^e J. A. Cameron, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 251963, 28 juillet 1913.

Extrait de l'Acte de vente de la Park Realty Co. of Montréal Ltd. À la Tayside Realty Co. Ltd, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 404, boîte 7094-E1-R33-S4-T4-P08, no 274690, 26 mai 1914.

Extrait de l'Acte de vente de la Park Realty Co. of Montréal Ltd. à Tayside Realty Company Ltd. Devant M^e R. Papineau Couture, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 332 des minutes du notaire, 274690, 1^{er} juin 1919.

Extrait de l'Acte de vente de la St. Lawrence Investment and Trust Company à Brodie W. Jameson, devant M^e R. Papineau-Couture, Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 581, boîte 7376-E1-R34-S4-T1-1910, no 322021, 23 mai 1916.

Extrait de l'Acte de vente de la Tayside Realty Co. Ltd. À la St. Lawrence & Trust Co. Archives de la Commission scolaire de Montréal, Fonds Parc-Extension, Dossier 404, boîte 7094-E1-R33-S4-T4-P08, no. 274696, 27 mai 1914.

La Parc-Extension Municipal Reform Association soulève les problèmes d'infrastructure du quartier, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 22 février 1917.

La Parc-Extension Municipal Reform Association soulève les problèmes d'infrastructure du quartier, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 30 novembre 1917.

La Parc-Extension Municipal Reform Association soulève les problèmes d'infrastructure du quartier, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 31 décembre 1917.

La Parc-Extension Municipal Reform Association soulève les problèmes d'infrastructure du quartier, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 14 février 1918.

Les quartiers municipaux de la ville de Montréal depuis 1832, Archives de Montréal.

Lettre du notaire de la ville à E. Decary en réponse au demande de la Parc-Extension Municipal Reform Association, Archives Montréal, VM1 3^e série 2925, 10 juillet 1918.

Lettre du notaire de la ville à John Findlay, Archives Montréal, VM1 3^e série 2925, 4 février 1919.

Park Realty Company of Montreal Ltd., Archives de Montréal, 15 mars 1910.

Pétition de la Parc-Extension Municipal Reform Association, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 25 novembre 1918.

Pétition de la Parc-Extension Municipal Reform Association, Archives Montréal, VM1 3^e série 2925, 25 novembre 1918.

Pétition de résidants du secteur Parc-Extension du quartier Bordeaux, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 31 janvier 1919.

Pétition de résidents du secteur Parc-Extension du quartier Bordeaux, Archives Montréal, VM1 3^e série 2925, 31 janvier 1919.

Plan de l'agrandissement de l'école Viger, BAnQ, Centre de Montréal, Fonds Labelle, Marchand, Geoffroy, Bernard, architectes, P823, S1, D31, 314-C, 1931.

Plan of South Section (Being from C.P.R. Tracks to Abraham Avenue) of Park Avenue Extension Montreal Annex, BAnQ, Centre de Montréal, Fonds Cour supérieure. District judiciaire de Montréal. Greffes d'arpenteurs, CA601, S171, SS1, SSS2, D2-12-30, 19-.

Programme souvenir de la communauté chrétienne St-Roch 1927-1977, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Dossier églises.

Projet égouts Parc-Extension, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, Directeur des travaux publics, 7 février 1919.

Projet égouts Parc-Extension, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 11 février 1919.

Projet égouts Parc-Extension, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 13 février 1919.

Rapport annuel du Greffier de la Ville pour l'exercice de 1910 Archives de Montréal, 1910.

Recueil d'entrevues réalisées par Mme Mary McCutcheon dans les années 1970 Société d'histoire de Parc-Extension.

Réponse à la pétition de la Parc-Extension Municipal Reform Association du 31 janvier 1919, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 1^{er} février 1919.

Réponse de la Cité de Montréal à la Parc-Extension Municipal Reform Association, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 10 janvier 1918.

Réponse de la Cité de Montréal à la Parc-Extension Municipal Reform Association, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 8 mars 1918.

Réponse du notaire de la Cité de Montréal à la Parc-Extension Municipal Reform Association, Archives de Montréal, Fonds du Conseil de Ville de Montréal, VM1 3^e série-2925, 10 juillet 1918.

Séance ou assemblée générale du 4 juillet 1910, Ville de Saint-Laurent, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension.

Terriers Saint-Laurent : Cadastres 810 à 871, Archives de la Ville de Montréal, Fonds du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, P73,S1,D39, 18-.

Trajet 24, Archives de la STM, trajets provenant du CD de Jacques Pharand.

Trajet 76, Archives de la STM, trajets provenant du CD de Jacques Pharand.

William Hingston Comprehensive High School, Relations Department of the M.C.S.C, Archives de la Société d'histoire de Parc-Extension, Dossier écoles, 1972.

B. Ouvrages

BENOÎT, Michel et GRATTON, Roger. *La Cité du Nord*, Montréal, Ville de Montréal, Chapitre 9, coll. 'Pignons sur rue', 1983, p. 249-271.

BINNS, Richard M. *Montreal's Electric Streetcars – An Illustrated History of the Tramway Era: 1892 to 1959*, Montréal, Railfare Entreprises Ltd, 1973. 152p.

BRILLAN, Louis. *Évaluation historique et inspection architecturale. Gare Jean-Talon : préliminaire*, vol. 1 Mandat, L'étude de Louis Brillant, architecte, 13 mars 1997.

BRILLAN, Louis. *Évaluation historique et inspection architecturale. Gare Jean-Talon : préliminaire*, vol. 2 Support photographique, L'étude de Louis Brillant, architecte, 4 avril 1997.

BRILLAN, Louis. *Évaluation historique et inspection architecturale. Gare Jean-Talon : préliminaire*, vol. 3, Analyse des volumes et rythmes des façades, L'étude de Louis Brillant, architecte, 6 mai 1997.

CHOLETTE, Gilbert. *Le chemin de fer du Nord*, La Société d'histoire de Chute aux Iroquois, Labelle, 3^e édition septembre 2008, 163p.

Commission consultative sur le réaménagement du site de la Gare Jean-Talon. *Commission consultative sur le réaménagement du site de la Gare Jean-Talon : rapport de consultation publique*, Coalition Gare Jean-Talon, Avril 1997, 75p.

COURVILLE, Serge. *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle (1825-1861) : Répertoire documentaire et cartographique*. Presses de l'Université Laval, Québec, 350p.

DANSEREAU, Francine. *Parc-Extension : du quartier fondateur à la multiethnicisation en accéléré, Cohabitation interethnique et vie de quartier*, sous la dir. d'Annick Germain, INRS-Urbanisation, Septembre 1995, p. 95-139.

DROUILLY, Pierre. *L'espace social de Montréal, 1951-1991*, Sillery, Septentrion, 1996, 349p.

DUCHESNE, Julie. *Terminus ferroviaires et espace urbain : la Canadien pacifique et la transformation de l'Est de Montréal, 1870-1915*, Chapitre II : *Début d'un projet urbain, 1869-1890*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 2003, 263p.

DUQUETTE, Denis. *De la campagne à la ville. La petite histoire du Plateau Youville*, Société de transport de Montréal, 2007, 12p.

FAILLON, Etienne-Michel. *Histoire de la colonie française en Canada*, Villemarie : Bibliothèque paroissiale, vol. I, 1865, 551p.

FOUGÈRES, Dany. *L'encadrement juridique des infrastructures et des services publics urbains. Le cas du transport en commun à Montréal, 1860-1880*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1991, 225p.

GIGUÈRE, Julie. *Les débuts de Parc-Extension 1907-1914*, Comité d'action de Parc-Extension, Septembre 2003.

IOANNOU, Tina. *La communauté grecque du Québec*, Québec, Institut québécoise de recherche sur la culture, 1983, 333p.

LACHANCE, Marie-Hélène. *De l'espace rural à la banlieue industrielle : le quartier Rosemont, 1892-1911*, Mémoire de M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, Août 2009, 92p.

LACOURSIÈRE, Jacques avec la collaboration de Jean PROVENCHER et de Denis VAUGEOIS. *Canada-Québec : synthèse historique 1534-2000*, Sillery, Septentrion, 2004, 591p.

LAMOTHE, Joseph Cléophas. *Histoire de la corporation de la cité de Montréal depuis son origine jusqu'à nos jours*, Montréal, Montreal printing and publishing company limited, 1903, 848p.

LE BOT, Irène. *Portrait de territoire : l'arrondissement Villeray / Saint-Michel / Parc-Extension*, Service d'allocation et d'analyse sociale, Novembre 2003, 24p.

Le groupe de travail sur les portraits des quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension. *Portrait du quartier Parc-Extension*, Septembre 2004, 50p.

LEDUC, Michael. *Montreal Island Railway Stations : CN & Constituent Companies*, Dollard des Ormeaux, Québec, 1994, 98p.

LINTEAU, Paul-André. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal : Boréal, 1992, 627p.

LORANGER, Robert. *Parc-Extension le quartier oublié*, M.A. (géographie) Université de Montréal, 1995, 104p.

MARTIN, Fournier et SAINT-PIERRE, Annie. *Étude relative à la mise en valeur du site de l'ancienne Gare Jean-Talon*, Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE), 1992, 46p.

MCDougall, John Lorne. *Le canadien pacifique. Brève histoire de la compagnie de chemin de fer canadien du pacifique*, Montréal, Les Presses de l'université de Montréal, 1968, 207p.

PAQUIN, Christian. *Profil statistique de la population du territoire de Parc-Extension, planification et programmation CSSS de la Montagne*, 21 décembre 2007, 76p.

Parc-Extension Quartier en santé Quartier Solidaire, *Développement des communautés locales. Portrait de concertations de quartiers à Montréal*, Février 2000, 6p.

PERRAULT, Claude. *Montréal en 1781*, Montréal, Payette Radio, 1969, 495p.

Presse de l'Université Laval. *Les Prêtres de Saint-Sulpice au Canada : grandes figures de leur histoire*, Les Presses de l'Université Laval, 1992, 401p.

PRÉVOTS, Robert. *Cent ans de transport en commun motorisé*, Montréal, Les publications Proteau, 1993, 318p.

Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE), *Rapport sur l'état du parc résidentiel de Parc-Extension*, Janvier 2001.

ROY, Antoine. *L'île de Montréal en 1731, aveu et dénombrement des Messieurs de St-Sulpice, seigneurs de Montréal*, Archives de la province de Québec, 1943, p. 150-153.

RUMILLY, Robert. *Histoire de Montréal*, Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1969, 310p.

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine. *Évaluation du patrimoine urbain. Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension*, Montréal, 2005, 41p.

TACHEREAU, Sylvie. *Pays et patrie : Mariages et lieux d'origine des Italiens de Montréal, 1906-1930*, M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1984, 194p.

TIMBERS, Wayne avec la collaboration de Brian YOUNG. *The Development of Transportation in Montreal, 1820-1918*, Musée McCord Museum, 13 mars 2002, 19p.

TRUDEL, Marcel. « La Société » de *La seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663*, *Histoire de la Nouvelle-France*, Fides, vol. III, Tome 2, 1983, 669p.

TRUDEL, Marcel. « Les Événements » de *La seigneurie des Cent-Associés, 1627-1663*, *Histoire de la Nouvelle-France*, vol. III, tome 1, Fides., 1979. 489p.

TRUDEL, Marcel. *La seigneurie de la compagnie des Indes orientales, 1663-1674*, *Histoire de la Nouvelle-France*, vol. IV, Fides, 1997, 894p.

Ville de Montréal, Service de l'habitation et du développement urbain. *Gare Jean-Talon*, Ville de Montréal, 1989, 24p.

Ville de Montréal, Service de l'habitation et du développement urbain. *État des valeurs patrimoniales de l'arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension : évaluation préliminaire des valeurs du patrimoine immobilier de l'arrondissement*, Ville de Montréal, Juin 1991.

C. Articles

a) Articles de revues

ALLAIRE, Richard; CHARTRAND, Sébastien; FONTAN, Jean-Marc; LAFONTANT, Jean; NDIAYE, Sambon et NDEYE, Sine. « Politiques publiques de la gestion de la diversité et portraits des quartiers de Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension », *Cahier de l'ARUC-ÉS*, no. C-12-2007, juillet 2007, p. 1-112.

BEAUDOIN, Léo. « Le tricentenaire de la Grande Paix de Montréal : août 1701 », *Histoire Québec*, vol. 7, no 2, novembre 2001, p. 25-42.

BEAUREGARD, Ludger. « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, no 73-74, 1984, p. 47-62.

BEAUREGARD, Ludger. « Outre mont Royal 1694-1875 », *Histoire Québec*, vol.8, no 2, 2002, p. 9-18.

BOUDJIKANIAN, Aïda. « Les insertions résidentielle et économique des Arméniens de Montréal : comportements d'une communauté culturelle ou d'une communauté diasporique? », *Espace populations sociétés*, Numéro 2006/1, p. 95-106.

BRÉDIMAS-ASSIMOPOULOS, Nadia. « Intégration civique sans acculturation. Les Grecs à Montréal », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, no 2, 1975, p. 129-142.

GAUMER, Benoît et Georges DESROSIERS, « L'histoire des CLSC au Québec : reflet des contradictions et des luttes à l'intérieur du Système », *Revue transdisciplinaire en santé*, vol. 10, no 1, 2004, p. 52-70.

LINTEAU, Paul-André. 'Le personnel politique de Montréal, 1880-1914 : évolution d'une élite municipale', *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, no 2, 1998, p. 189-215.

POIRIER, Céline. 'Parc-Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal', *Les Cahiers du Gres*, vol. 6, no 2, 2006, p. 51-68.

b) Articles et périodiques

ANONYME, 'Park Avenue Extension Adjoining Mount Royal, the C.N.R. Model City', *The Gazette*, 11 avril 1912.

ANONYME, 'Thresten to Form New Municipality. Electors of Laurier Ward Parishes to Coerce City for Improvemets', *The Montreal Gazette*, 26 juillet 1913.

ANONYME, 'Park Avenue Extension Residents on Tramways Question', *The Montreal Gazette*, 20 juin 1916.

ANONYME, 'Stop Tramway Work on Jarry Street', *The Montreal Gazette*, 30 juin 1916.

ANONYME, 'Stop Tramway Work on Jarry Street', *The Montreal Gazette*, 30 juin 1916.

ANONYME, 'Tramways Turn Down Delegation with Emphasis. Residents of Park Avenue Extension Report That Their Petition is Refused', *The Montreal Daily Mail*, 17 juin 1916.

ANONYME, 'Sought Free Water for Poor Families', *The Gazette*, 16 novembre 1926.

ANONYME, 'Proprietors Organize. Park Extension Realty Owners Form Association', *The Montreal Gazette*, 3 août 1928.

ANONYME, 'Proprietors Organize: Park Extension Realty Owners Form Association', *The Montreal Gazette*, 3 août 1928.

ANONYME, « Ré-inauguration du poste de pompiers 41 », *La Presse*, 27 décembre 1939.

ANONYME, « Le canal 12 (CFCF-TV) sera en ondes le 20 janvier; le canal 10 (français) le lendemain! », *Dimanche-Matin*, 11 décembre 1960.

ANONYME, « Les studios de CFCF-TV bientôt construits sur l'avenue du Parc », *Montréal-Matin*, 23 mars 1960.

ANONYME, « Une ère nouvelle en télévision », *La Presse*, 24 mars 1960.

ANONYME, « Un bâtiment de plus pour les loisirs », *Montréal-Matin*, 21 juin 1972.

ANONYME, « Pétition pour obtenir une aréna », *Le Progrès de Villeray*, 29 avril 1975.

ANONYME, *Il Cittadino Canadese*, 30 Luglio 1980.

ANONYME, « Pourquoi pas Dickie », *Dimanche-Matin*, 24 février 1980.

BARCLAY, John. 'A Plaint From Park Avenue', *The Montreal Gazette*, 24 août 1918.

CHARLES, Ron. 'Hingston is doomed', *Montreal Daily News*, 22 décembre 1988.

CROSSELEY, Alexander. 'A Tramway Route', *The Montreal Gazette*, 4 mai 1918.

HALL, George. 'Park Ave. Extension Tracks', *The Montreal Gazette*, 18 avril 1918.

HOWARD, John H. 'Park Avenue Extension', *The Montreal Gazette*, 28 juillet 1919.

LÉONARD, Jean-François et LÉVEILLÉE, Jacques. « Les arrondissements de Montréal : des fonctionnaires enthousiastes, mais tenus en laisse », *Le Devoir*, 16 Janvier 2003.

BRASSARD, Pierre. « Les origines de Parc-Extension », *Journal communautaire Le Monde*, Novembre 2003.

Vox Populi. 'The Tramways and Park Ave. Extension', *The Montreal Daily Mail*, 5 juin 1916.

WALFORD, Irving. 'Park Avenue Extension Tramway', *The Montreal Gazette*, 5 avril 1918.

D. Ouvrages de références

ALLAIRE, Suzanne et JOHNSON, Dominique. « Philémon Cousineau », *Dictionnaire des parlementaires du Québec, 1792-1992*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 189.

BERNIER, Jacques. « Pierre Beaubien », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, 1881-1890, Volume XI, <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?Bioid=39485&PHPSESSID=ijtn1ff5806b6h4t72ntjvne93>, (6 février 2011).

LANDRY, Pierre. « Stanley Clark Bagg », *Dictionnaire Biographique du Canada en ligne*, 1871-1888, Volume X, http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=4808&inter, (6 février 2011).

LOVELL, John. *Lovell's Montreal City Directory*, Montréal, Lovell & Son, Années diverses.

E. Cartes et plans

BOUCHETTE, Joseph. 1815, *Topographical Map of the Province of Lower Canada*, 1815, Londres, James Wyld.

GOAD, Charles Edward. *Insurance plan of City of Montreal*, Montréal, 1911, Vol. VI, Plate 435.

GOAD, Charles Edward. *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Charles E. Goad & Co. Civil Engineers, 1914, Vol. III, Plate 339.

GOAD, Charles Edward. *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal, Charles E. Goad & Co. Civil Engineers, 1914, Vol. III, Plate 342.

HOPKINS, H. W. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, 1879, Plan de l'île de Montréal, Plate 6.

HOPKINS, H. W. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*, 1879, Plan de la paroisse Saint-Laurent, Plate 98.

KIRK, Thomas. *L'île de Montréal constituant les comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier et la cité de Montréal construite d'après les plans du cadastre*, Montréal : Service du cadastre, 1915, image 2.

Montreal Street Railway Co's. *Local and Suburban Lines*, 1909.

F. Documents Internet

Centre d'histoire de Montréal, *Ucal-Henri Dandurand*,
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2497,3090497&_dad=portal&_schema=PORTAL, (18 janvier 2011).

CHOUINARD, Denys. *La démocratie à Montréal de 1830 à nos jours*, Patrimoine canadien,
http://www2.ville.montreal.qc.ca/archives/democratie/democratie_fr/expo/reformistes-populistes/bureau-commissaires/index.shtm, (20 janvier 2011).

Corporation de développement économique communautaire (CDEC Centre-Nord),
<http://www.cdec-centrenord.org/cdec-mission/>, (4 décembre 2010).

Site Internet GrandQuébec, « Église Koimisis Tis Theotokou »,
<http://grandquebec.com/montreal-touristique/eglise-koimisis-tis-theotokou/>, (6 février 2011).

Archives de la Compagnie des Prêtres de St.-Sulpice, *Livre Terrier de la Seigneurie de l'île de Montréal*, vol.1, 1700, http://www.sulpc.org/sulpc_univers_culturel_archives.php, (8 janvier 2011).

MERRILEES, Andrew. 'Québec, Montreal, Ottawa & Occidental Railway later Canadian Pacific Railway Hochelaga Shops, Montreal, Que.', *The Railway Rolling Stock Industry In Canada - A History of 110 Years of Canadian Railway Car Building*, 2010,
<http://www.nakina.net/other/builders/builders2.html#CPH>, (6 février 2011).

Propriétés municipales d'intérêt patrimonial, Fiche de l'église anglicane Saint-Cuthbert,
http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/patri_municipal/fiche_bat.php?batiment=oui&requete=simple&id_bat=9999-14-0001-01, (7 février 2011).

Site officiel de l'école Barclay, <http://www2.csdm.qc.ca/barclay/>, (17 décembre 2010).

Statistique Canada, 1698 — *Recensement de la Nouvelle-France (Population/Sexes/État de mariage)*, <http://www.statcan.gc.ca/pub/98-187-x/4064824-fra.htm>, (8 janvier 2011).

Statistique Canada, Nouvelle-France, Bas-Canada, Québec,
<http://www.statcan.gc.ca/pub/98-187-x/4064824-fra.htm>, (6 février 2011).

Ville Saint-Laurent, « Rue Cousineau », *Les rues de Saint-Laurent. Répertoire toponymique*,
<http://mesancetres.ca/pages.php?section=6&lang=fr&texte=80>
consultée, (18 janvier 2011).

